



ÉCONOMIE À la chasse
aux « Bougon »
de la construction C 1

ARTS ET VIE Soirée
parfaite pour Jean-Michel
Ancil aux Olivier B 1



LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca

• QUÉBEC, LE LUNDI 1^{ER} MARS 2004

Aristide fuit Haïti

Unanimité à l'ONU pour
l'envoi d'une force de paix

■ PORT-AU-PRINCE (AFP, AP et PC) — Jean-Bertrand Aristide a démissionné de la présidence haïtienne hier et il a fui son pays, où sont arrivés en fin d'après-midi les premiers renforts de la force internationale pour ramener l'ordre dans la capitale, Port-au-Prince, livrée à l'anarchie.

« Ma démission évitera un bain de sang », a expliqué Aristide, 50 ans, dans un texte rédigé en créole, lu par son premier ministre, Yvon Neptune. « La vie pour tous, la mort pour personne », a souligné l'ex-président, qui était le premier président élu dans l'histoire haïtienne.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté hier soir à l'unanimité une résolution permettant l'envoi d'une force internationale en Haïti afin d'aider à la stabilisation de ce pays. Cette « force intérimaire » sera déployée pour trois mois maximum, jusqu'à l'envoi de Casques bleus. Le Canada a promis d'y participer.

**Le Canada a
promis de
participer à
la force de
stabilisation
de l'ONU**

Le Conseil a ainsi répondu positivement à la demande le jour même du président provisoire d'Haïti, Boniface Alexandre, qui avait formellement demandé le soutien de l'ONU après la démission du président.

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a déclaré que la communauté internationale se tenait aux côtés d'Haïti, estimant qu'« il vaut mieux tard que jamais ».

Entre-temps, les premiers éléments de la force internationale destinée à rétablir l'ordre en Haïti sont arrivés dans le pays, a annoncé l'ambassadeur américain à Port-au-Prince, James Foley, quelques heures après le départ de 200 marines américains de la base américaine de camp Lejeune. Deux avions militaires transportant des marines ont atterri dans la nuit d'hier à aujourd'hui à Port-au-Prince. Le président George W. Bush, avait annoncé quelques heures auparavant avoir donné l'ordre aux marines de se déployer en Haïti. M. Bush a appelé les Haïtiens à « rejeter la violence » pour donner au processus politique « une chance de réussir ».

Pour sa part, la France a envoyé dès hier soir quelque 200 militaires en Haïti à partir des Antilles, et ils doivent être rejoints aujourd'hui par une centaine de gendarmes de la

Voir **ARISTIDE** en A 2 ►

À LIRE AUSSI :

- Martin offre des troupes canadiennes Page A 3
- Haïtiens de Québec partagés Page A 3
- Dany Laferrière craint l'impasse Page A 3
- Aristide ou l'espoir envolé Page A 4



« Il est parti », se réjouissaient hier ces citoyens de Cap-Haïtien après le départ du président Aristide.

Oscarisé!

L'Académie récompense Arcand et ses « Invasions »



Le cinéaste et sa productrice et conjointe, Denise Robert, recevant leur précieuse récompense des mains de Charlize Theron.

GILLES CARIGNAN
GCarignan@lesoleil.com

■ Pendant que le Québec retenait son souffle, la belle Charlize Theron a ouvert l'enveloppe et prononcé le verdict de l'Académie : « Et l'Oscar va à... *Les Invasions barbares* ! »

Denys Arcand est entré hier soir dans l'histoire. À sa vaste collection de récompenses internationales, le cinéaste a ajouté celle qui lui avait toujours échappé, l'Oscar.

Pour la première fois, un film québécois a été sacré par l'Académie dans la catégorie du meilleur film de langue étrangère, un honneur dont Arcand avait précédemment été privé à deux reprises.

« On est reconnaissant que *Le Seigneur des anneaux* n'était pas admissible dans cette catégorie », a commenté sur la scène du Kodak Theater la productrice Denise Robert, en faisant allusion au triomphe total de la trilogie de Peter Jackson hier soir.

Voir **ARCAND** en A 2 ►

AUTRES TEXTES EN B1, B2, B3, B4

La totale pour le « Seigneur des Anneaux »

GILLES CARIGNAN
GCarignan@lesoleil.com

Onze nominations, onze Oscars ! Hollywood a ajouté une fin triomphale à la trilogie du *Seigneur des Anneaux*, hier soir, en donnant à la populaire série de Peter Jackson son heure de gloire tant attendue aux Oscars.

Mieux qu'un triomphe, c'est du jamais vu qu'a proposé l'Académie à la colossale adaptation du classique fantastique de J.R.R. Tolkien. Avec ses 11 statuettes, *Le Re-*

tour du roi égale la marque de *Titanic* et de *Ben-Hur* comme plus heureux récipiendaire, en plus d'établir un score parfait, contrairement à *Titanic*.

Aucune des catégories où il était finaliste n'a échappé au chapitre final du *Seigneur des Anneaux*. *Le Retour du roi* a permis au Néo-Zélandais Peter Jackson d'enlever son premier Oscar de meilleur réalisateur. Le film a été récompensé pour

**« Le Retour
du roi »
égale la
marque de
« Ben-Hur »**



Le réalisateur Peter Jackson et Sofia Coppola

Voir **SEIGNEUR** en A 2 ►

AFFAIRE MYRIAM BÉDARD

Martin pressé par son cabinet de démettre Pelletier

FRANÇOIS CARDINAL
La Presse

■ Les jours de Jean Pelletier à la tête du conseil d'administration de VIA Rail sont comptés. Le cabinet de Paul Martin envisage « très sérieusement » de le congédier en raison de ses attaques personnelles contre la médaillée olympique Myriam Bédard, a appris *La Presse*.

D'ici demain midi, le sort de M. Pelletier sera connu, ont confirmé trois sources dans l'entourage de Paul Martin. « La recommandation des proches du premier ministre est tombée aujourd'hui (hier) sur le bureau de Martin : Pelletier doit être congédié, a expliqué cette personne très proche du cabinet du premier ministre. Une décision sera prise dans les prochaines heures. »

Il a été impossible d'avoir une confir-

mation officielle de cette information hier, mais nos sources ont affirmé que M. Martin se penchait effectivement sur les sanctions à imposer à M. Pelletier et qu'il « envisageait très sérieusement » le licenciement.

« M. Martin a indiqué, à plusieurs reprises, son intention de changer la culture du gouvernement en termes de transparence, a ajouté l'une d'elles. La réaction de M. Pelletier aux allégations

de M^{me} Bédard montre que le président de VIA a visiblement des problèmes avec ce changement. Comment voulez-vous qu'un citoyen se lève pour dénoncer ce qu'il sait lorsque le président d'une société d'État peut l'attaquer personnellement ? »

Rappelons que M^{me} Bédard soutient avoir été témoin de « gonflements de factures » impliquant la firme Groupaction Marketing et la société d'État VIA Rail, qui l'a employée en 2001. À *La Presse*, jeudi, M. Pelletier a répon-



Myriam Bédard



Jean Pelletier

du que tout cela n'était que « mensonges » et que la biathlète, « une mère monoparentale qui a des responsabilités économiques », profitait du scandale de commandites pour recouvrer son poste. « C'est une pauvre fille qui fait pitié », a-t-il indiqué.

Voir **PELLETIER** en A 2 ►

À LIRE AUSSI :
■ Les Québécois écopent Page A 12

SOMMAIRE

Actualités	A 3	Éditorial	A 16
Agenda	B 6	Le monde	A 15
Arts et vie	B 1	Petites annonces	S 16
Automobile	C 3	Québec / Canada	A 12
Bridge	S 19	Sports	S 1
Capitale et régions	A 7	Statistiques	S 12
Décès	C 7	Supermarché/auto	C 5
Diversissements	B 7	Télévision	B 2

LA MÉTÉO

Maximum 0, minimum -3
Nuageux avec percées de soleil en après-midi. Détails page S 20.

Accumulation de neige (avant hier)
Ce mois-ci : 58,7 cm Lan dernier : 61,7 cm
Cet hiver : 241 cm L'hiver dernier : 202,2 cm

QUÉBEC,
108^{ÈME} ANNÉE, N° 63
FLORIDE, 1,75 \$ US
MONTRÉAL,
OTTAWA 87¢
PLUS TAXES



65¢ PLUS TAXES 6 27657 00071 1

DEMAIN dans LE SOLEIL



Le Blizzard au pied du mur. Opposé aux Gaulois du Collège Antoine-Girouard en demi-finale de la Division Koho, le Blizzard du Séminaire Saint-François, de la Ligue de hockey midget AAA, fera face à l'élimination ce soir, au PEPS. Les détails de cette rencontre de même que les échos de vestiaire à lire demain.

Dans le cahier Sports

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE? CONTACTEZ-NOUS

Vous avez été témoin d'un événement, avez observé des faits qui soulèvent des questions, avez des idées de reportages, d'enquêtes ou de dossiers qui pourraient être réalisés par un journaliste?

Téléphonez-nous: (418) 686-3394
Télécopiez-nous: (418) 686-3374

Écrivez-nous: redaction@lesoleil.com
ou à: Nouvelles LE SOLEIL, 925, chemin Saint-Louis, case postale 1547 succursale Terminus, Québec (Québec), G1K 7J6

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

LE SOLEIL

LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada Inc., est publié et édité par LE SOLEIL, 925, chemin Saint-Louis, case postale 1547, succursale Terminus, Québec (Québec), G1K 7J6. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Rand, bureau 4, à Québec (Québec), G2C 2B4, par Transcontinental de la Capitale, une filiale de Transcontinental Inc., 1, place Ville-Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), H3B 3N2.

Envoi de publication - Numéro de convention 070198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

LES SUITES

ARISTIDE

Suite de la Une

métropole. Une trentaine de membres des forces spéciales canadiennes occupaient hier l'aéroport de Port-au-Prince, afin de faciliter l'évacuation de ressortissants canadiens. Une vingtaine d'autres évoluaient dans la capitale. Quelque 125 soldats canadiens attendaient aussi de partir de Trenton, en Ontario. Plus de 130 personnes, dont une cinquantaine de ressortissants canadiens, avaient été évacuées hier après-midi de Port-au-Prince vers Saint-Domingue, en République dominicaine, à bord d'avions militaires, a indiqué le ministre des Affaires étrangères à Ottawa.



Homme abattu à Port-au-Prince

Après avoir été lâché par la communauté internationale, Paris et Washington en premier lieu, la démission de Jean-Bertrand Aristide était devenue inéluctable. Une personne se présentant comme le concierge de sa résidence de Port-au-Prince a affirmé à la radio privée RTL que des soldats américains armés étaient venus chercher l'ancien président haïtien. «L'armée américaine est venue le chercher à 2 h», a raconté cette personne en ajoutant: «les Américains l'ont forcé avec des armes».

Aristide a quitté en avion son pays hier à l'aube pour une destination inconnue. L'ex-président est parti pour la République centrafricaine, a indiqué dans la soirée un responsable américain. «C'est là qu'il se rend aujourd'hui», a déclaré ce responsable à l'AFP. «Je ne suis pas sûr qu'il y reste sur le long terme», a-t-il ajouté, en soulignant qu'il pourrait s'agir d'un «séjour temporaire».

Toute la journée, les rumeurs ont circulé sur un pays d'accueil pour le président déchu. Le Panama a annoncé lui avoir accordé un asile temporaire à la demande des États-Unis. Le Costa Rica également. En soirée, un haut responsable des Caraïbes a affirmé qu'Aristide lui avait assuré lors d'une halte qu'il se rendait en Afrique du Sud.

Un nouveau président provisoire d'Haïti, le président de la Cour de cassation, Boniface Alexandre, est entré en fonction peu après le départ d'Aristide. L'opposition a appelé les Haïtiens au calme après la démission d'Aristide, symbolisant «un très grand jour, un jour de soulagement pour le peuple», a indiqué l'un de ses dirigeants, Evans Paul. «J'espère que Jean-Bertrand Aristide sera le dernier dictateur d'Haïti», a-t-il ajouté.

La fuite du président a provoqué des scènes de violence de ses partisans à Port-au-Prince, où les cadavres d'au moins 10 personnes tuées par balles ont été vus par des journalistes. Une dizaine de personnes ont aussi été blessées par balles.

Autour du Palais présidentiel, des jeunes dotés de pistolets, fusils, mais aussi de machettes, s'en prenaient aux voitures de journalistes, seules à circuler. Les chimères, ces milices armées d'Aristide, mais aussi la population se sont livrées à des pillages. Plusieurs centaines de détenus se sont évadés du pénitencier. Dans l'après-midi, les pillages étaient moins intenses et la police a annoncé un couvre-feu de 18h, hier, jusqu'à 6h aujourd'hui.

Depuis le déclenchement, début février, d'une insurrection armée, une centaine de personnes sont mortes et plusieurs centaines d'autres blessées.

«Nous sommes prêts à déposer les armes. On a besoin d'une force internationale et on espère qu'elle viendra avant (demain) ou mercredi», a déclaré le chef militaire des insurgés, Guy Philippe. Sur CNN, il a précisé qu'il entendait entrer dans Port-au-Prince hier soir ou aujourd'hui. Hier après-midi, environ 25 de ses hommes ont été vus dans la ville patrouillant avec des policiers.

Plusieurs hauts responsables haïtiens se sont réfugiés en République dominicaine, dont le ministre des Finances, Gustave Faubert.

SEIGNEUR

Suite de la Une

son scénario, son montage, sa direction artistique, ses costumes, ses maquillages, son mixage sonore, ainsi que ses effets spéciaux.

Le Canadien d'origine Howard Shore a reçu son deuxième Oscar pour la musique du film. Shore a aussi été primé avec Fran Walsh et Annie Lennox pour la meilleure chanson, grâce à *Into West*.

La récolte double le nombre de récompenses décernées par l'Académie à la trilogie, trop peu célébrée aux yeux des inconditionnels avant la soirée d'hier. Il y a deux ans, *La Communauté de l'anneau* avait obtenu 13 nominations, mais décroché seulement quatre statuettes. *Pire, Les Deux tours*, avec ses six nominations, avait dû se contenter de deux récompenses.

Devant pareil balayage, il ne restait pour les autres films que les catégories d'interprétation, dans lesquelles *Le Retour du roi* ne comptait aucun finaliste. Et ce fut soir de première pour les quatre lauréats

PENN ET THERON, LES MEILLEURS

La formidable distribution de *Mystic River* de Clint Eastwood n'a pas été oubliée. Sean Penn a reçu de Nicole Kidman son Oscar de meilleur acteur, notant que la notion de «meilleur» ne faisait pas beaucoup de sens parmi son groupe de finalistes. L'émotion a dominé son discours, et non la politique. «Je remercie Clint Eastwood d'être entré dans ma vie», a-t-il dit.

Tim Robbins a pour sa part été élu meilleur acteur de soutien, devant le regard mouillé de sa conjointe Susan Sarandon. Robbins n'a pas non plus livré de message politique, mais a plutôt profité de sa tribune pour inviter les victimes d'abus de violence à ne pas avoir honte de demander de l'aide. Il jouait dans *Mystic River* un homme détruit par le trauma refoulé d'un abus sexuel d'enfance.

Comme prévu, Charlize Theron a décroché l'Oscar de meilleure actrice pour son rôle-métamorphose dans *Monstre de Patty Jenkins*. «Ce fut une année incroyable», a commenté la Sud-Africaine, émue, qui a même remercié son avocat.

Autre première: Renée Zellweger a obtenu l'Oscar de la meilleure actrice de soutien pour son rôle de Ruby dans *Retour à Cold Mountain*, la fresque historique d'Anthony Minghella. La Texane avait été finaliste déçue ces deux dernières années pour *Le Journal de Bridget Jones* et *Chicago*.

LA DYNASTIE DES COPPOLA

Sofia Coppola, qui prenait place dans l'auditorium au côté de son frère Roman et de son père Francis Ford, a remporté l'Oscar du meilleur scénario original pour *Traduction infidèle*. «Merci à mon père pour tout ce qu'il m'a enseigné», a-t-elle dit. «Tout écrivain a une muse. La mienne fut Bill Murray», a-t-elle ajouté à l'endroit de son acteur principal.

Son père, ainsi que son grand-père Carmine avaient déjà été couronnés aux Oscars. Il s'agit du deuxième triplé générationnel de l'histoire, après la famille Huston (Walter, John et Angelica).

Finaliste 10 fois, soit le second plus haut total après *Le Retour du roi*, la fresque navale *Maître à bord - De l'autre côté du monde* s'est assurée une place au palmarès grâce à son montage sonore, et à la photographie de Russell Boyd. Les films *Seabiscuit* (sept nominations) et *Le Dernier Samouraï* (quatre nominations) ont en revanche été blanchis (avec raison).

Robin Williams a remis l'Oscar du meilleur film d'animation à Andrew Stanton pour *Trouver Nemo*, devant *Les Triplettes de Belleville*. *Fog of War* d'Errol Morris, un film qui questionne la politique étrangère des États-Unis, a succédé à *Bowling For Columbine* de Michael Moore comme récipiendaire de l'Oscar du meilleur documentaire. Et le message anti-guerre de Morris, qui a dit craindre qu'un nouveau Vietnam guette les Américains, n'a pas été censuré.

Côté court, *Two Soldiers*, d'après l'œuvre de William Faulkner, a été récompensé rayon fiction, et *Chernobyl Heart*, rayon documentaire. *Havey Krumpet* a remporté l'Oscar du meilleur court métrage d'animation.

Blake Edwards a fait une entrée fracassante pour venir recevoir son Oscar honorifique des mains de Jim Carrey. Billy Cristal a apporté son mordant habituel à l'animation de la soirée, qui après un lent début (après 30 minutes, un seul Oscar avait été distribué...), s'est déroulé plus rapidement que d'ordinaire.

Brillant surtout dans un montage des films finalistes, où il était inséré, Cristal a épinglé gentiment les vedettes présentes au parterre. Vedettes très nombreuses. «Tout le gratin hollywoodien est ici. On dirait des Oscars canadiens», a-t-il d'ailleurs noté, allusion à l'exode des tournages américains, principalement au profit de Vancouver, Montréal et Toronto. Un exode qui en irrite plus d'un à Hollywood.

ARCAND

Suite de la Une

Denise Robert est montée sur la scène avec le coproducteur Daniel Louis, son partenaire dans Cinémaginaire, ainsi qu'avec son conjoint Denys

Arcand, qui n'a pas eu le temps de commenter en direct. «Je n'ai plus de temps... comme d'habitude», a blagué le cinéaste, sourire très grand aux lèvres.

La 76^e remise des Oscars n'aura toutefois pas souri deux fois au cinéaste originaire de Deschambault. Quelques minutes après l'annonce du verdict dans la catégorie étrangère, les plus optimistes ont été déçus avec l'annonce du sacre de Sofia Coppola et de son film *Traduction infidèle* dans la catégorie du meilleur scénario original.

Denys Arcand y était aussi finaliste, une autre première pour un Québécois dans une des catégories majeures aux Oscars.

Le scénario d'Arcand avait été primé au Festival de Cannes, aux Césars en France et aux Jutra au Québec, mais la plupart des observateurs donnaient Sofia Coppola favorite, même s'il s'agissait de son tout premier scénario original.

Arcand n'a toutefois aucune raison de repartir la tête basse. L'Oscar marque une consécration ultime pour le cinéaste. Dans l'histoire, seulement deux autres œuvres québécoises avaient été finalistes dans la catégorie du meilleur film de langue étrangère... deux autres films signés Denys Arcand.

En 1987, *Le Déclin de l'empire américain* s'était incliné devant *The Assault*. Trois ans plus tard, *Jésus de Montréal* mordait la poussière devant *Cinema Paradiso*. Jamais deux sans trois? se demandaient les plus pessimistes.

Donné favori cette fois, *Les Invasions barbares* a eu le dessus sur *Zelary* (République tchèque), *Twin Sisters* (Pays-bas), *Évil* (Suède) et



Le compositeur Benoit Charest rentre bredouille.

The Twilight Samurai (Japon). Du lot, il est le seul film ayant pris l'affiche aux États-Unis. La prestigieuse récompense devrait lui attirer un nouveau public au sud de nos frontières. Le distributeur américain Miramax compte en effet relancer le film, une opération qu'aidera évidemment la mention «lauréat d'un Oscar».

Moins de chance pour les autres Québécois finalistes aux Oscars. *Les Triplettes de Belleville*, coproduction France/Québec/Belgique, a été devancé, comme prévu, par *Trouver Nemo* dans la catégorie du meilleur film d'animation. Le compositeur de sa musique, le Montréalais Benoit Charest, s'est pour sa part incliné dans la catégorie de la meilleure chanson, Oscar remis au *Seigneur des Anneaux*.

C'était, là aussi, la première nomination pour un Québécois dans cette catégorie. À l'instar des Sting, Elvis Costello, T-Bone Burnett et Annie Lennox, Benoit Charest peut se targuer d'avoir pu livrer devant un auditoire inégalable un extrait de sa fameuse chanson *Belleville Rendez-vous*, interprétée sur scène par sa conjointe Betty Bonifassi.

Enfin, dans la catégorie du meilleur court métrage d'animation, le film australien *Harvie Krumpet* a été préféré à *Nibbles* du Montréalais Chris Hinton, finaliste déçu pour la seconde fois.

La statuette d'hier vient couronner une année de rêve pour Denys Arcand. Plus grand succès populaire d'Arcand au Québec, *Les Invasions barbares* a connu son baptême de récompenses en étant primé deux fois au Festival de Cannes (meilleur scénario et meilleure interprétation pour Marie-Josée Croze).

Depuis, il a trois fois aux Césars en France (meilleur film, meilleur réalisateur et meilleur scénario). Dimanche dernier, il enlevait cinq Jutra (meilleur film, meilleure réalisation, meilleur scénario, meilleure actrice pour Croze et film s'étant le plus illustré hors Québec).

PELLETIER

Suite de la Une

La réaction de M. Pelletier a réellement indigné M. Martin, d'autant plus que la championne olympique répondait à l'appel du premier ministre, qui, le 12 février, avait demandé aux Canadiens qui savent quelque chose sur le scandale de commandites de se manifester.

C'est d'ailleurs ce qui explique que M. Martin a dépêché aujourd'hui même à Montréal le numéro 2 de son cabinet, Francis Fox, pour qu'il rencontre M^{me} Bédard. Selon nos informations, le témoignage de la biathlète est le dernier élément que M. Martin veut avoir entre les mains avant d'actionner le couperet de la guillotine.

«En soi, les remarques de M. Pelletier ne sont pas suffisantes pour le congédier, a précisé une de nos sources. Mais si vous mettez ensemble les propos de Pelletier, le fait que M^{me} Bédard répondait à une invitation du premier ministre ainsi que les faits incriminants avancés par cette dernière... C'est autre chose.»

Nommée spécialiste des programmes nationaux chez VIA Rail en janvier 2001, M^{me} Bédard

avait le mandat de commander et d'autoriser les publicités en plus d'approuver les factures. Selon son témoignage, elle a été «tassée de son poste» après avoir été témoin de l'envoi à VIA de «factures gonflées» par Groupaction Marketing.

«Les factures ne correspondaient pas au travail fait, a-t-elle expliqué jeudi. Par exemple, si on demandait d'enlever un simple logo sur une publicité puis de la réimprimer, on nous facturait 4000 \$. Or, d'autres firmes n'auraient pas demandé plus de 200 ou 300 \$! Je trouvais ça totalement aberrant.»

Par ailleurs, la crainte de M. Martin, c'est que M. Pelletier, après avoir été remercié de ses services, poursuive le gouvernement devant les tribunaux, a expliqué un de nos informateurs. «En accumulant les raisons d'agir, il diminue d'autant les risques d'avoir à payer un boni rétroactif d'un demi-million de dollars, a-t-il ajouté. C'est un peu la même chose que ce qui est arrivé dans le cas des trois dirigeants suspendus (Marc LeFrançois, de VIA Rail, André Ouellet, de Postes Canada, et Michel Vennart, de la Banque de développement du Canada), à qui l'on donne le droit de se défendre pour ne pas être accusé de *wrongful dismissal* (congédiement injustifié).»

Chrysler

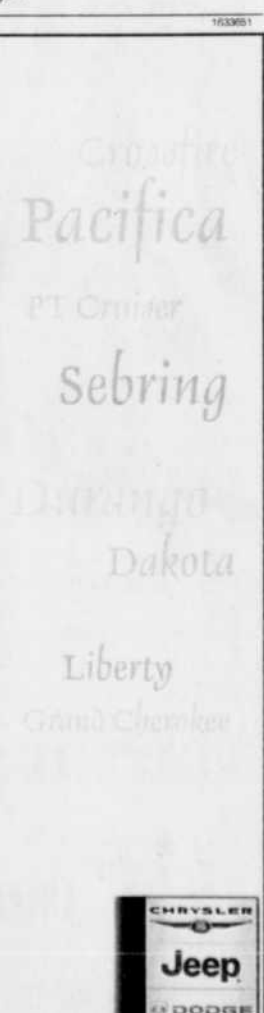
enfin de retour à Lévis

Après une absence remarquée de plus de 4 ans, Chrysler revient s'installer à Lévis, plus précisément au 164, route Kennedy, dans l'édifice occupé jusqu'ici par le concessionnaire Lévis Honda. La nouvelle franchise Lévis Dodge Chrysler Jeep, propriété de M. Pierre Corriveau et de M. John H. Baker, ouvrira ses portes vers la mi-avril, soit juste à temps pour l'arrivée des nouveaux modèles 2005. Parmi la centaine de véhicules neufs et la trentaine de véhicules usagés disponibles, on retrouvera certains des modèles les plus populaires comme les voitures Crossfire, Pacifica, PT Cruiser et Sebring de Chrysler, les camionnettes Durango et Dakota de Dodge ainsi que les véhicules utilitaires sports Liberty et Grand Cherokee de Jeep.

Toutefois, les vedettes de 2005 seront sans contredit la PT Cruiser décapotable et la nouvelle et luxueuse 300C, qui remplacera désormais les modèles Intrepid et Concorde. D'ailleurs, Chrysler prévoit lancer environ 25 nouveaux modèles de véhicules au cours

des trois prochaines années. Et, pour souligner le vingtième anniversaire de l'invention de la fourgonnette par le Chrysler Group en 1983, on promet une grosse vente sur la Caravan de Dodge, la fourgonnette la plus vendue au cours des deux dernières décennies. Voilà qui devrait créer une grande affluence chez Lévis Chrysler Dodge Jeep.

«Il y avait un réel besoin pour une concession Chrysler à Lévis», indique Pierre Corriveau, faisant notamment référence au fait que les propriétaires de véhicules Chrysler, Dodge et Jeep de la région devaient, au cours des dernières années, parcourir des dizaines de kilomètres pour se procurer des pièces d'origine et profiter d'un service d'entretien et de réparation couvert par la garantie du constructeur. Avec sa salle de démonstration pouvant contenir jusqu'à six véhicules et son service d'entretien, de réparation et de carrosserie comptant 10 postes, le nouveau Lévis Chrysler Dodge Jeep fournira du travail à une quinzaine d'employés.



cyberpresse.ca/soleil

Cliquez sur l'hyperlien en haut à droite

«Plus de SOLEIL dans Cyberpresse»

cyberpresse.ca/soleil

Résultats	
649	Tirage du 2004-02-28
03 15 17 26 27 46	Complémentaire: (38)
15 20 22 35 38 42	Tirage du 2004-02-28
Complémentaire: (45)	
378048	Tirage du 2004-02-28
593786	Tirage du 2004-02-29
582 8045	Tirage du 2004-02-29
05 09 10 11 21 23 29 30 34 37	Tirage du 2004-02-29
46 47 51 53 54 55 56 60 69 70	

Si vous avez un problème de jeu

ACTUALITÉS



HAÏTI APRÈS ARISTIDE

Martin prêt à envoyer des troupes

STEPHEN THORNE
Presse canadienne

■ OTTAWA — Le premier ministre, Paul Martin, offrira à l'ONU des troupes afin de participer à une mission internationale de stabilisation en Haïti à la suite du départ du président, Jean-Bertrand Aristide.



Une cinquantaine de soldats canadiens sont déjà en Haïti où ils assurent la sécurité à l'aéroport de Port-au-Prince.

« Nous allons y être lorsque la situation le justifiera parce que c'est important d'avoir des troupes là-bas », a indiqué le ministre des Affaires étrangères, Bill Graham, hier au cours d'une entrevue réalisée dans le cadre de l'émission *Question Period*, diffusée sur les ondes du réseau de télévision CTV.

Paul Martin doit offrir au cours de la présentation d'un rapport d'étude sur le développement du pays et le secteur privé, aujourd'hui, d'envoyer des troupes pour une mission internationale. Des représentants du gouvernement et les autorités militaires ont élaboré, pour le cabinet du premier ministre, différents scénarios pendant la dernière semaine.

Dans une déclaration, M. Martin a dit que le Canada souhaitait que le départ de M. Aristide « mette fin à toute escalade de violence et restaure la stabilité. Nous invitons toutes les parties à respecter l'ordre constitutionnel et la règle de droit ».

« Le Canada contribuera à une force multinationale pour Haïti autorisée par les Nations unies, a-t-il ajouté. La nature de notre contribution sera clarifiée au cours des prochains jours de concert avec nos partenaires. »

Yves Pétillon, directeur du programme d'aide de l'Agence canadienne de développement international en Haïti et un des seuls canadiens encore en poste à l'ambassade, a révélé hier que

seulement une soixantaine de personnes s'étaient jusqu'ici présentées pour demander d'être évacuées à l'extérieur du pays.

Deux appareils Hercules des Forces armées canadiennes ont d'ailleurs évacué des citoyens canadiens hier vers la République dominicaine. Une porte-parole du gouvernement canadien à Ottawa a précisé que 28 Canadiens prenaient place à bord du premier appareil à quitter Haïti, et 17 à bord du second.

« Présentement, la situation est très tendue, a dit M. Pétillon. Plusieurs groupes d'individus font du pillage et du saccage dans le centre-ville de Port-au-Prince. »

Environ un millier de Canadiens sont actuellement enregistrés auprès de l'ambassade en Haïti, mais Yves Pétillon soutient qu'il y a probablement davantage de citoyens canadiens qui vivent dans le pays.

La plupart des travailleurs humanitaires canadiens auraient déjà quitté le pays, selon M. Pétillon, en ajoutant toutefois que relativement peu de Canadiens ont profité de l'occasion offerte pour fuir car plusieurs sont des missionnaires ou des Canadiens d'origine haïtienne. « Dans une situation comme celle-ci, la plupart des missionnaires décident de rester sur place. »

Quelque 120 soldats appartenant au 2^e bataillon du régiment royal canadien de Gagetown, au Nouveau-Brunswick, étaient encore à la base militaire ontarienne de Trenton hier en compagnie de soldats du Groupe des opérations interarmées de Kingston dans l'attente de l'ordre des autorités pour quitter à destination d'Haïti.

Une cinquantaine de soldats canadiens se trouvaient actuellement en Haïti. Ils assurent la sécurité des arrivées et départs des Hercules. M. Pétillon soutient que même si l'accès routier à l'aéroport est parfois périlleux, les soldats canadiens assurent un parcours sans danger à partir de l'ambassade.

M. Graham a aussi ajouté qu'il n'y avait eu aucun afflux d'Haïtiens à l'ambassade en quête d'une terre d'asile au Canada, et qu'aucun Haïtien n'allait d'ailleurs être déporté prochainement du Canada.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) poursuit également son travail sur le terrain. L'agence a donné 1 million \$ au Programme alimentaire mondial, 300 000 \$ à la Croix-Rouge internationale et un autre 300 000 \$ à l'Organisation panaméricaine de la santé. D'autres contributions de l'ACDI seraient en voie d'être approuvées au cours des prochains jours.

Plus d'un
millier de
Canadiens
sont
en Haïti

« Une alliance contre nature »

L'écrivain Dany Laferrière craint l'impasse en Haïti et une nouvelle vague de violence

NICOLAS HOULE
Nhoule@lesoleil.com

Ces jours-ci, Dany Laferrière s'efforce de ne pas avoir d'opinion sur la crise que traverse Haïti. C'est que par le passé, l'homme de lettres a vu trop souvent sa patrie d'origine dans une situation semblable et, à chaque fois, les résultats n'ont rien eu d'heureux. Il craint que cette année encore l'histoire ne se répète et que la coalition qui a obtenu la tête de Jean-Bertrand Aristide ne se fissure.

« L'alliance va exploser, car ces personnes n'ont pas le même but, estime l'écrivain, joint à son domicile par LE SOLEIL. Ils ont fait une alliance contre nature, comme toujours, alors que le fond du problème est structurel. Ils se sont dit « faisons partir Aristide d'abord et après on verra ». Mais comme je l'ai déjà écrit, les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis... »

Malgré tout, Dany Laferrière évite d'être pessimiste. Il souhaite que des élections aient lieu rapidement et que cette fois les enjeux politiques n'aient pas préséance sur les ennuis de la population. À ce chapitre, Aristide, qui avait promis de faire passer Haïti d'une « misère indigne à une pauvreté digne », a failli à la tâche.

« On entend parler d'Aristide, mais rarement du peuple, observe le romancier. Ce sont pourtant ces gens qui sont dans les rues, couchés dans leur sang et non les ingénieurs, les bourgeois ou les vedettes politiques. Il faut trouver les moyens d'envoyer l'aide humanitaire, d'organiser des élections, de remettre en branle la production nationale et redonner à ce peuple son autonomie. Et ça, c'est un processus qui peut facilement prendre 20 ans. »

Aux yeux de Laferrière, l'une des principales lacunes du pays réside dans son manque de continuité. L'écrivain rappelle

le comment les dirigeants qui ont pris le pouvoir ont fait table rase et ont éliminé au passage les bons coups de leurs prédécesseurs. Une partie de la solution serait donc de cesser de croire en un messie, comme Aristide a été présenté, et de trouver un individu qui, en plus d'être à l'écoute de ses citoyens, sera synonyme de stabilité et de durée. Sur ce point, s'il est inévitable que la communauté internationale intervienne, le romancier souligne qu'elle a également un rôle dans les déboires du pays.

« Les puissances internationales font aussi partie du problème. Beaucoup de gens pensent que les Américains étaient au courant de l'existence des bandes armées. Ces gens ont traversé la frontière de la République dominicaine, se sont entraînés et ont pris les armes, c'est profondément anti-démocratique. C'est une décision grave de déposséder un homme du pouvoir. Même s'il était dictateur, il était quand même élu par la population... »

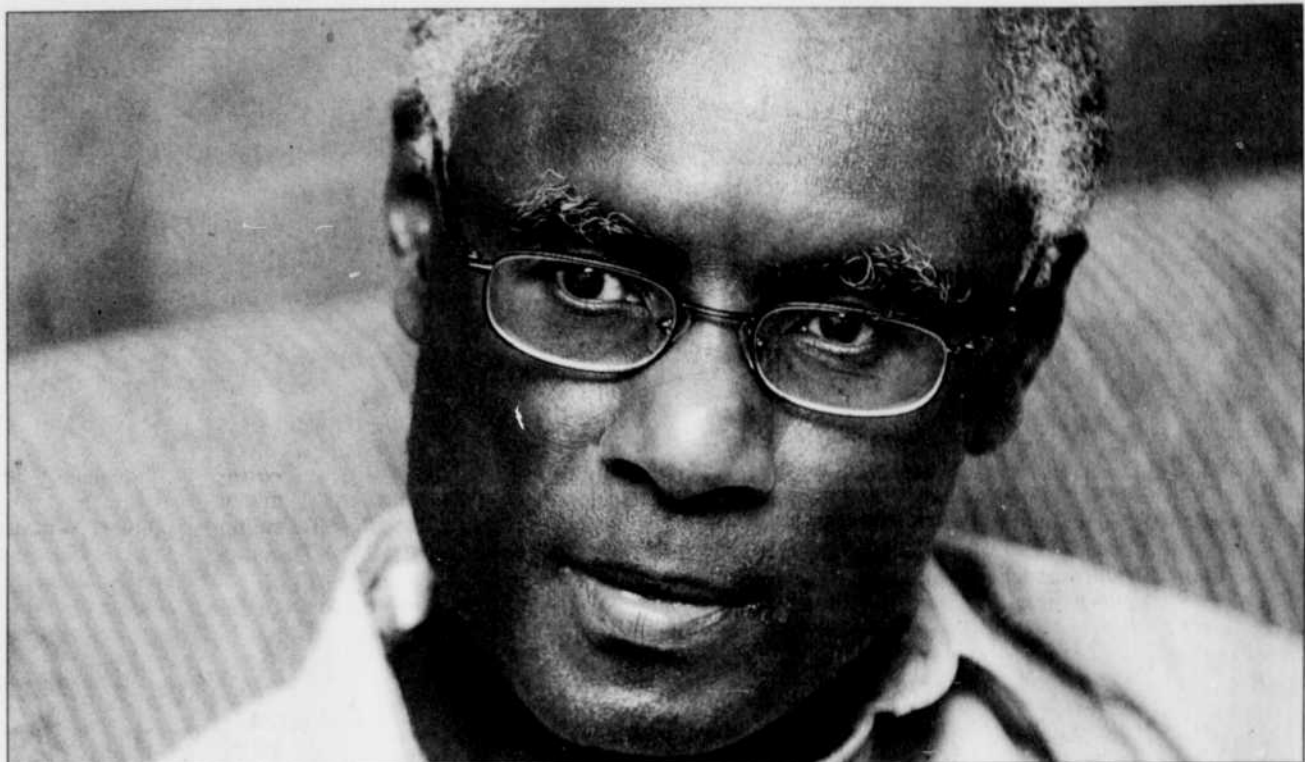
Hier, dans la métropole, bien qu'une marche d'une quarantaine de partisans d'Aristide ait eu lieu, la station haïtienne CPAM Radio Union indiquait que les auditeurs presque

se manifestaient poussaient presque tous des soubres de soulagement devant la démission du politicien. L'arrivée de Boniface Alexandre était accueillie favorablement et c'était maintenant l'intervention de la communauté internationale qui était attendue.

« On a besoin d'une force multinationale et cette force sera mieux accueillie si elle agit sous le couvert d'une association comme l'ONU, précise Adèle Aristide, de Radio Union. Le fait que le Canada soit un pays francophone, il pourrait mieux contribuer à l'institutionnalisation de la police haïtienne, contribuer aux tâches de sécurité et permettre au pays de repartir... »



L'écrivain Dany Laferrière



Adrienne Chavannes, professeure de sociologie au Cégep de Limoilou et coordonnatrice des fêtes du bicentenaire d'Haïti à Québec, a encore de la famille là-bas et suit de près l'évolution de la situation.

Les Haïtiens de Québec partagés

NICOLAS HOULE
Nhoule@lesoleil.com

Tout en saluant le départ de Jean-Bertrand Aristide, les représentants de la communauté haïtienne de Québec sont partagés sur la façon dont se déroulent les événements dans leur ancien pays. Espérant que la restructuration se fera sans heurts, ils réclament des débats de société pour permettre aux citoyens d'améliorer leur sort.

« Ce sont le Canada, la France et les États-Unis qui se sont entendus pour forcer Aristide à démissionner, souligne Claude Pierre-Antoine, président de l'Association haïtienne de Québec. Je suis bien content qu'Aristide parte, mais on aurait pu essayer d'arranger les choses pour qu'il y ait moins de violence, car il y en a, et c'est sûr qu'il y en aura encore. Pour désarmer ses partisans, ce sera très dur... »

Adrienne Chavannes, professeure de sociologie au Cégep de Limoilou et coordonnatrice des fêtes du bicentenaire d'Haïti à Québec, va dans le même sens. Comme la plupart des 600 Haïtiens de la région, il suit la situation de près, d'autant qu'il a encore de la famille au pays, notamment sa sœur, et bien qu'elle soit relativement loin des affrontements, les coups de feu ont tendance à devenir un élément du quotidien.

« On ne peut pas dire que l'on se réjouit, admet-il. Ce qui a eu lieu est un premier pas. Aristide faisait partie du problème, mais je demeure inquiet. On parle de groupes armés qui font à peu près ce qu'ils veulent. »

Dans tous les chamboulements qui ont lieu en Haïti, l'élément rassurant est sans doute que, tel que prévu dans le processus constitutionnel du pays, c'est le président de la cour de cassation, Boniface Alexandre, qui a pris le pouvoir. Toutefois, comme le souligne M. Chavannes, la machine à rumeurs s'est emballée et plusieurs croient qu'un ancien général de l'armée en exil, Hérard Abraham, serait pressenti comme premier ministre.

« Ça fait 200 ans que l'on fait un pas en avant, deux pas en arrière, constate M. Chavannes. Je crois qu'il y a eu 32 coups d'État et presque tous les chefs se sont retrouvés en exil ! Il doit en avoir seulement trois qui ont passé les pouvoirs à leur successeur, alors il faut faire quelque chose. Sans que ce soit un *free for all*, il faudra organiser un processus où les gens du pays seraient appelés à venir débattre de ce qu'ils veulent. Il faut bâtir quel-

que chose de nouveau. »

Ce quelque chose ne verra pas le jour sans l'aide internationale, même si à Haïti, la présence américaine demeure associée dans la mémoire collective à l'occupation du début du siècle dernier. Le gouvernement Bush devrait voir de près au rétablissement de l'ordre, car en cette période pré-électorale, ce sera dans son intérêt, juge M. Chavannes.

« Haïti est à une heure de Miami et à chaque fois qu'il y a des troubles, il y a un afflux de réfugiés aux États-Unis. Je ne pense pas que M. Bush voudrait voir trop de réfugiés à Miami. D'un point de vue stratégique, il voudra éviter le chaos. »

Michèle Dhaïti, professeure d'anthropologie au Collège François-Xavier Garneau, ne cachait pas non plus son inquiétude, hier. Elle a tenté en vain de joindre sa parenté, les lignes téléphoniques étant surchargées. Elle s'interrogeait sur ce qui arriverait si les rebelles faisaient main basse sur Port-au-Prince, et en quoi consisterait l'aide provenant de l'étranger.

« Il reste à voir dans quel esprit ça va se faire : est-ce que ce sera de l'ingérence ou en vue de rétablir les choses ? »

CHEVROLET AVEO⁵
2004

149\$
location

Comptant	Mensualité
0*	192*
1500*	160*
2028*	149*

CHEVROLET VENTURE
2004

229\$
location

Comptant	Mensualité
0*	291*
1500*	259*
2938*	229*

CAVALIER VL
2004

10 998\$**
à partir de

CHEVROLET

Financement
0%
48 mois
Financement GMAC

MARLIN
CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.

* Location 48 mois ou 90 000 km.
Transport inclus, taxes en sus

** Transport et taxes en sus.
Financement bancaire.

2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec) 688-1212

HAÏTI APRÈS ARISTIDE

MONTRÉAL

Des partisans d'Aristide accusent le Canada

ROSS MAROWITS
Presse canadienne

MONTRÉAL — Les partisans du président déchu d'Haïti, Jean-Bertrand Aristide, à Montréal ont accusé le Canada d'avoir participé à un coup d'État international pour l'évincer.

Une quarantaine de manifestants ont marché jusqu'au consulat américain pour protester contre sa destitution, quatre ans après son élection.

«C'est un coup d'État, a déclaré un des organisateurs de la marche, Ferey Coffy, âgé de 52 ans. Le président Aristide n'a pas choisi personnellement de partir. C'est un putsch de la communauté internationale.»

Les participants ont imputé la rébellion anti-Aristide aux difficultés économiques causées par les coupes dans l'aide internationale accordée par les États-Unis, la France et le Canada.

Ils ont exprimé leurs inquiétudes à propos de l'avenir de ce pays, le plus pauvre d'Occident, qui a vécu 32 coups d'État depuis son accession à l'indépendance il y a 200 ans.

«Aristide n'est pas le problème, a argué Max Noelizaire, qui vit au Canada depuis 25 ans. Le problème, ce sont les Haïtiens. Ils ne veulent jamais discuter, seulement se battre.»

Cette manif faisait suite à une autre organisée la veille, au cours de laquelle quelques centaines de personnes, dont de nombreux opposants à Aristide, ont signifié leur solidarité avec le peuple haïtien.

Les opposants au régime de l'ancien président soutiennent toutefois qu'il est l'unique responsable de sa déroute. «La population est vraiment démoralisée, car ses attentes envers cet homme étaient grandes», a déclaré Marjorie Villefranche en entrevue.

Elle a attribué la chute d'Aristide à sa complaisance envers ses propres militants, les «chimères», qui terrorisaient impunément les Haïtiens depuis plusieurs années.

Même ceux qui se réjouissaient du départ de «Titid» craignent la suite des choses.

«Il fallait qu'il parte pour le bien de la nation, mais je me demande ce qui va arriver maintenant, s'est interrogé Fritz Lawson en entretien. À mes yeux, cela ne ramène pas la paix au pays.»

Les fidèles du président en cavale dénonçaient quant à eux les présidents américains et français. «Les Américains et la bourgeoisie haïtienne ne voulaient pas d'Aristide parce qu'il voulait sortir le pays de la misère et nourrir les affamés», a justifié Rosemarie Joseph.

Selon André Bastiany, un chimiste qui s'est installé au Canada il y a 24 ans, le discours nationaliste de l'ancien chef d'État déplaçait à la communauté internationale.

«Malheureusement, je suis attristé d'être Canadien aujourd'hui, parce que le Canada appuie ce qui se passe maintenant, je ne sais pas pourquoi d'ailleurs puisque nous avons toujours été un pays plutôt neutre.»



Les partisans d'Aristide ont défilé dans les rues de Montréal, hier.

Il croit par ailleurs que les puissances étrangères ne laisseront pas la situation tourner en massacre. Mais il se demande si la démocratie a vraiment une chance de s'épanouir dans ce pays qui avait pour la première fois élu son président, Aristide, en 200 ans d'indépendance.

«Si Aristide ne peut pas rester au pouvoir, alors il n'y aura jamais de président élu démocratiquement en Haïti.»

Montréal accueille la troisième plus grande communauté haïtienne hors de l'île antillaise, après New York et Boston.

L'espoir envolé

JEAN-HÉBERT ARMENGAUD
© Libération

«Titid président», clamait une immense foule devant le Palais national à Port-au-Prince au lendemain du scrutin du 16 décembre 1990. Aristide, l'ex-«prêtre des bidonvilles», venait d'être élu président, avec 67 % des voix. Haïti pensait avoir tourné définitivement les pages d'une histoire chaotique marquée par 30 ans de la dictature des Duvalier père et fils, «Papa» et «Baby» Doc, suivis d'un lustre de différentes cliques militaires.

«Les Duvalier avaient été des démons et pour combattre les démons, il fallait un saint. Beaucoup s'y sont laissés prendre», explique le socialiste Serges Gilles en revenant sur ces années-là.

La démocratie retrouvée, encore faut-il sortir du sous-développement. «Titid» va lutter efficacement contre la pauvreté. Les Haïtiens en sont sûrs. Près de 15 ans plus tard, il ne reste rien de ces espoirs.

«La promesse s'est faite cauchemar», écrit l'historien français Christophe Wargny, qui fut au début des années 90 un proche conseiller d'Aristide. Le pays est aujourd'hui à l'agonie: sans État, sans moyens, et la démocratie y est toujours bafouée. Les Tontons Macoutes, la sinistre milice des Duvalier, ont été remplacés par les «chimères» et les «attachés». Les premières sont d'ex-organisations populaires («OP») créées à l'origine pour catalyser la démocratie au niveau des quartiers. Certaines sont devenues des gangs armés au service d'Aristide pour réprimer l'opposition. Les «attachés» sont des civils pro-Aristide qui hantent les commissariats. Ils sont fortement soupçonnés de tortures, de viols, d'assassinats.

Issu d'une famille paysanne pauvre, Jean-Bertrand Aristide est né le 15 juillet 1953 à Port Salut, dans le sud du pays. Il étudie chez les Salésiens et devient prêtre à 29 ans. Il se réclame de la théologie de la libération. À la paroisse Saint-Jean-Bosco, dans un quartier populaire de Port-au-Prince, il fustige la dictature du haut de sa chaire, dénonce, dans ses sermons, l'impérialisme américain, «plus dangereux que le sida», et le capitalisme, «péché mortel». Il échappe à plusieurs attentats programmés par les Macoutes de Duvalier.

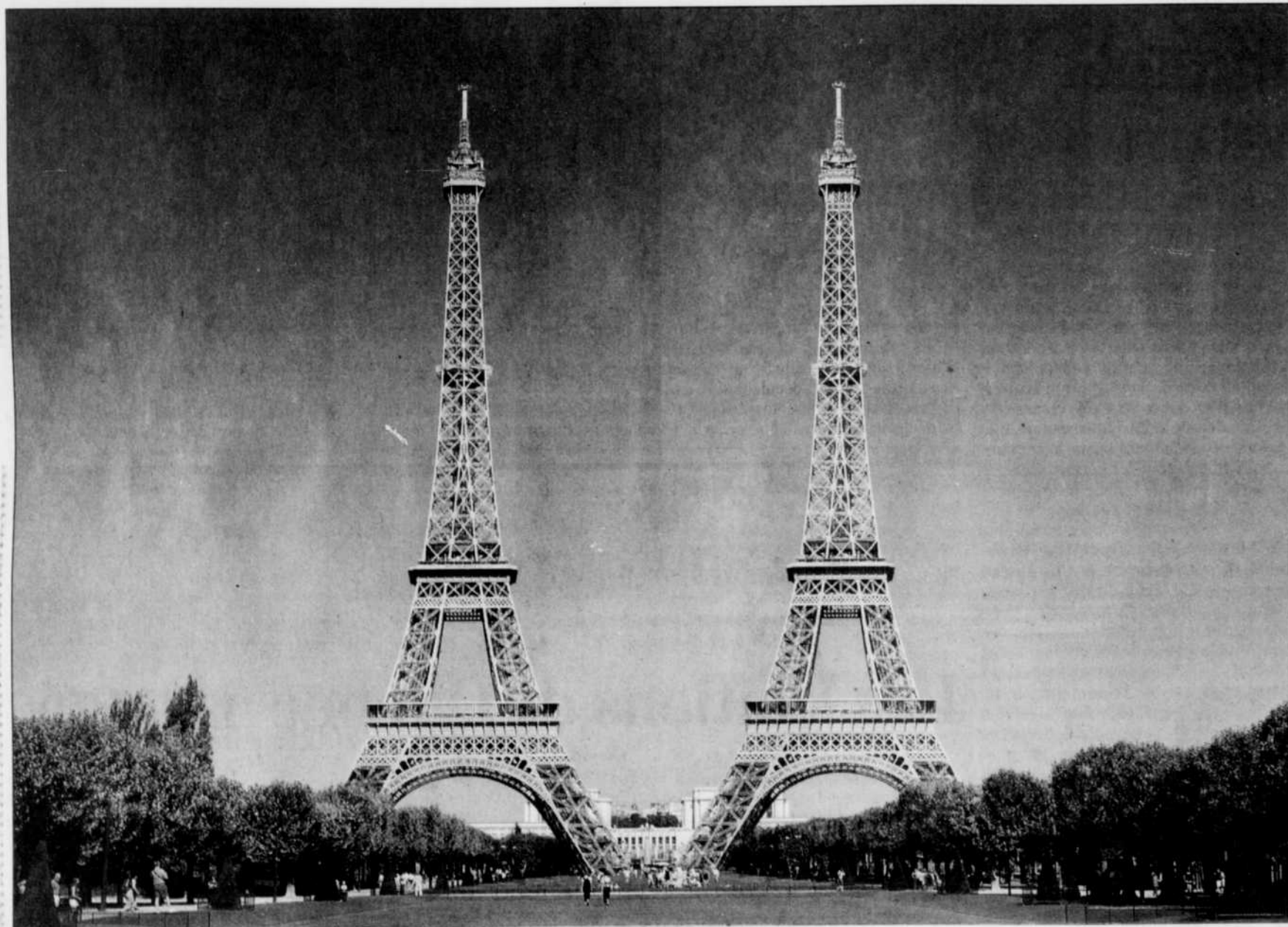
Six mois après son élection de 1990, Aristide est renversé par les militaires. Commence alors un exil doré aux É.-U. Il y préside un gouvernement en exil, négocie son retour par l'intermédiaire des Américains, et dispose à volonté des fonds de l'État. Est-ce en ces années-là que se révèle le vrai visage de «Titid»? Son «inexpérience», son «incompétence», et le «messianisme révolutionnaire caricatural» que dénoncent ses adversaires? «Un besoin égocentrique de s'élever au-dessus de toutes les hiérarchies, sociale, religieuse et politique.»

Son entourage le faisait passer pour un politique génial, mais il était incapable de se situer au chapitre de l'enjeu, dira plus tard Robert Malval, son premier ministre de l'époque. «Ses gros appétits médiatiques le rendaient plus sensible à ce qu'on disait de lui dans la presse qu'à ce qu'il était pressant de dire ou de faire.»

Réinstallé au Palais national en 1994 par une intervention militaire américaine sous mandat de l'ONU, il fait du pays sa chasse gardée, abuse d'un populisme démagogique, se passe de la Chambre des députés, et bafoue la démocratie. Son parti, Lavalas («l'avalanche», en créole, soit le torrent des espoirs qui doit tout emporter et purifier) concentre tous les pouvoirs. Haïti replonge dans ses malédictions séculaires — clanisme, népotisme, clientélisme. Peu à peu, Aristide se replie sur le Palais national et sa résidence privée de Tabarre, entouré de gardes du corps d'une compagnie privée américaine. Ses alliés le lâchent un par un, comme Evans Paul, l'ancien maire de Port-au-Prince, son ex-«compagnon de lutte», aujourd'hui un des leaders de la Convergence démocratique qui rassemble la quasi-totalité des partis d'opposition.

De stature plutôt malingre, l'ex-curé — relevé de ses vœux par le Vatican en 1995 avant de se marier à une avocate américano-haïtienne, Mildred Trouillot, avec qui il a deux filles — voudrait faire porter sa voix, tout aussi frêle. Mais ses discours restent creux, ne remplissent pas les ventres vides, et cachent mal l'absence de programme politique, et de projet économique. «De l'Homo habilis à l'Homo erectus, de l'Homo sapiens à l'homme haïtien, nous suivons là le fil conducteur d'une intelligence qui n'a cessé de grandir», déclame-t-il.

Truffés de références au passé, ces discours en oublient les Haïtiens surtout préoccupés par l'avenir. Jean-Jacques Dessalines, l'ex-esclave devenu général, vainqueur des armées napoléoniennes, qui a proclamé l'indépendance d'Haïti en 1804 est son héros. «Nos ancêtres ont fait 1804, il nous faut faire 2004!» Il en appelle au «sang», noir, de Dessalines. «Le sang appelle le sang», «Il faut supprimer le mauvais sang», répète-t-il.



Vous avez bien vu.

Jumelez les photos identiques dans Memento, le nouveau jeu de loterie avec cédérom de Loto-Québec. Vous pourriez gagner jusqu'à 25 000 \$!



18 ans +

MISE SUR TOI
1 866 SOS-JEUX

clubvoyages

Participez au concours
www.concoursmemento.com
et courez la chance de vous envoler vers Paris!

canoe
VOTRE RÉSEAU INTERNET
© QUEBECOR MEDIA

Un combat sans Messie

Il ne faut pas juger un homme à ses fréquentations. Judas en avait d'excellentes, paraît-il. De la même façon, personne ne devrait s'émouvoir du fait que l'acteur-cinéaste Mel Gibson fricote avec tout ce que la foi chrétienne produit de plus obus et de plus rétrograde. Une formidable collection de jeunes bigots et de vieilles vessies bibliques, pour qui chaque concession à la modernité constitue un pacte scandaleux avec le Diable. Au point où l'on finit par se demander si la vision du monde de Gibson relève de la bande dessinée, du délire mystique ou bien du *flash-back* d'un mauvais *trip* d'acide.

Évitons les jugements faciles. Tout cela ne regarde que Mel Gibson lui-même. Le cinéaste a parfaitement le droit de croire qu'un serpent a vraiment parlé avec une dénommée Ève, dans le jardin d'Eden. Ou que Dieu est un vieil homme avec une barbe blanche qui vous attend au bout d'un long couloir sombre.

De la même façon, Gibson peut aussi raconter les dernières heures de la vie de Jésus Christ comme il l'entend. D'autres l'ont fait auparavant. Libre à lui de prétendre que son dernier film, *La Passion du Christ*, a été « inspiré » par l'Esprit Saint et par les visions de quelques grands mystiques. À voir le caractère désespérément puéril de ses croyances, on se doutait bien qu'il n'avait pu imaginer cela tout seul...

Depuis quelques semaines, les spécialistes du cinéma ont entrepris d'évaluer les mérites artistiques du film. Y a-t-il trop de sang? Trop de complaisance dans l'horreur? Gibson a-t-il abusé des scènes filmées au ralenti? Et que penser de

la musique, cet incessant pouet-pouet qui dégouline sur l'image comme le mauvais crémage sur un gâteau de noces bon marché? Gibson doit-il être couronné maître du réalisme néo-kitsch ou du figuralisme néo-pompier?

L'ennui, c'est que le cinéaste n'avait pas l'ambition de livrer au monde un autre film sur le Christ ou une interprétation toute personnelle de la Passion. Il prétend avoir décrit la réalité, à partir des Évangiles.

Du coup, son film cesse de relever de l'art ou de la croyance religieuse, pour entrer dans le domaine de supercherie pure et simple. Il ne suffit pas de faire parler des acteurs en latin ou en araméen pour prétendre à la vérité.

Les Évangiles furent rédigés au moins 40 ou 50 ans après la mort de Jésus, par des gens qui devaient notamment composer avec l'Empire romain, alors à son apogée. L'utilisation de leurs textes à des fins historiques apparaît pour le moins hasardeuse, pour ne pas dire malhonnête.

Mais il en aurait fallu davantage pour arrêter Gibson. Puisant ici et là des passages qui lui convenaient, il a reforgé l'histoire à sa convenance. À mi-chemin entre le film d'horreur et le document de propagande.

Il y a bien sûr le diable androgyne, qui rode autour du Christ. Mais que dire de la scène de la flagellation, qui dure presque une demi-heure? Relisez les quatre Évangiles au besoin. Promis, ju-



Jean-Simon Gagné

JSGagne@lesoleil.com

ré, vous n'y trouverez rien de semblable. Les premiers chrétiens voulaient toucher le cœur des gens. Gibson veut leur soulever le cœur.

À la fin, son Jésus déchiqueté et défiguré, qui survit contre toute logique aux pires sévices, s'apparente moins au Sauveur qu'à Superman.

Mais il y a pire. *La Passion du Christ* présente le gouverneur romain de la Judée, Ponce Pilate, comme un être tourmenté, épris de vérité.

Encore une fois, on peut se demander où Mel Gibson a bien pu aller pêcher cela.

Ainsi selon les récits de l'époque, Ponce Pilate n'avait rien de l'espèce de philosophe à la noix présenté par *La Passion du Christ*. Les historiens Tacite et Flavius Josèphe le décrivent comme un homme « cruel », « vaniteux », « injuste », « autoritaire » et « rapace ».

Pilate n'avait que mépris pour les Juifs et leurs traditions religieuses. Il est même douteux qu'il se soit laissé dicter sa conduite par une foule de Jérusalem.

Dès son arrivée en Judée, le gouverneur romain pulse dans le trésor religieux des Juifs pour financer l'aqueduc de Jérusalem et pour forger des boucliers à l'image de l'empereur. Cinq ans après la crucifixion de Jésus, il donne la pleine mesure de sa cruauté en faisant massacrer des milliers de pèlerins juifs. Fait inhabituel,

il sera rappelé à Rome pour expliquer son geste.

Dans l'Évangile selon saint Jean, un verset suggère même que les autorités juives ont pu sacrifier Jésus pour prévenir une intervention sanglante de Pilate, dans le contexte survolté de l'époque. « (...) C'est ce même Caïphe qui avait suggéré aux Juifs: il est avantageux qu'un homme meure pour tout le peuple. » (Jean, 18.14).

Evidemment, *la Passion* de Mel Gibson n'a pas retenu ce passage.

Tout bien considéré, le film relève sans doute davantage des fantasmes sado-masochistes de son auteur plutôt de la fresque historique. Il n'est pas vain de rappeler que certains groupes religieux américains ont acheté des milliers de billets afin d'assurer le succès du film. Ceux-là croient en Dieu, certes, mais ils se fient davantage au pouvoir du tiroir-caisse. *La Passion du Christ*, a dit le sulfureux pasteur Billy Graham, rassemble une vie de sermons en un seul film.

Sur l'échelle du ridicule, le film de Gibson n'est pas moins frivole que cette déclaration du publicitaire français Jacques Séguéla, à une revue américaine, en 1998:

Mon modèle en termes de publicité, c'est Jésus Christ. Ce mec a tout inventé, il y a 2000 ans. C'est le premier socialiste parce qu'il a écouté la génération opprimée, le premier publicitaire parce qu'il a inventé le slogan: « Aimez-vous les uns les autres ». Deuxièmement, il a inventé le plus beau des logos, la Croix. Ensuite, il a inventé le lieu de vente: les Églises, sortes d'hypermarchés favorisant la consommation. (...) Ensuite, il a créé l'interactivité avec la prière. Parler à quelqu'un qu'on ne voit pas, c'est quand même fort. »

INCENDIE MORTEL À BEAUPORT

Le président du syndicat des pompiers tonne

Le pire service de protection des 10 plus grandes villes du pays, dit-il

JEAN-FRANÇOIS NÉRON
JFNeron@lesoleil.com

Le président de l'Association des pompiers professionnels de Québec (APQP), Pierre Peloteau, ne mâche pas ses mots lorsque vient le temps de qualifier le service incendie de la capitale, allant jusqu'à dire que c'est le pire des 10 plus grandes villes canadiennes.

« Les gens de Québec jugeront eux-mêmes de l'efficacité de leur service incendie », lançait sans ambages M. Peloteau, lorsque joint hier au téléphone par LE SOLEIL. Il faisait ainsi référence à la conférence de presse tenue ce matin, au cours de laquelle l'APQP souhaite poser un diagnostic sur l'intervention de l'incendie mortel survenu le mercredi 25 février dans la rue des Amis à Beauport, qui a coûté la vie au petit Antoine Caron, quatre ans. Au lendemain du sinistre, le syndicat des pompiers soutenait que l'intervention s'était déroulée dans un climat « anarchique », notamment en raison des ressources humaines et matérielles insuffisantes du service incendie.

Personne au grand jamais, autant la direction que le syndicat, n'osera dire qu'une intervention mieux articulée aurait permis de sauver la vie du bébé, mais le président Peloteau maintient que, de façon générale, « les pompiers ne peuvent pas faire de sauvetage dans les conditions de travail actuelles. »

SITUATION COMPLEXE

Espérons que la conférence d'aujourd'hui permettra de voir plus clair dans cette situation complexe.

Pendant que les pompiers maintiennent que les délais d'intervention excèdent les normes établies, la direction rassure la population sur la qualité des services. La Ville promet aussi bientôt les résultats d'une étude sur la réorganisation de la protection incendie.

Et n'oublions pas que cette lutte se déroule sur fond du renouvellement de la convention collective. Mais M. Peloteau rejette l'argument du revers de la main, rappelant qu'il y a longtemps que le syndicat dénonce la situation et que le secret pour sauver des vies et des biens réside dans le délai d'intervention.

Mercredi, les deux premiers sapeurs sont arrivés sur les lieux de l'incendie quelque 8 min 30 après le premier appel logé au 9-1-1, rappelait hier M. Peloteau. Trop long, considère-t-il puisque les pompiers devraient pouvoir intervenir à l'intérieur d'une résidence en flammes en moins de cinq minutes. Et pour cela, il faut être un nombre suffisant de combattants.

Le commissaire aux incendies de la Ville de Québec, Cyrille Delage, trouvait prématuré hier de spéculer sur la tenue d'une éventuelle enquête publique. Cette décision ne pourrait être prise qu'à la



L'incendie a coûté la vie à un bébé de quatre ans, à Beauport.

fin de la présente enquête toujours en cours sur la nature de l'incendie. De

plus, a-t-il souligné, c'est au coroner en chef de prendre cette décision.

LE SERVICE DE PLACEMENT

L'Université Laval, c'est des milliers d'étudiants et de diplômés

La porte d'entrée pour les joindre : Le Service de placement de l'Université Laval

Affichage gratuit de vos :

- Stages
- Emplois pour les finissants et les diplômés
- Emplois d'été

Près de 400 programmes d'études

- Sciences humaines et de l'administration
- Arts, lettres et langues
- Sciences de la santé
- Génie, sciences pures et appliquées

Les universitaires sont prêts, contactez-nous dès maintenant

(418) 656-3575

www.spla.ulaval.ca

JAZZ AU MENU

MENUS MIDIS
à partir de 11,95\$
(table d'hôte)

LE JEUDI 25 MARS (le soir)

Sushi à 1\$ tous les mercredis soirs

Papazzzi
FINE CUISINE ITALIENNE ET SUSHI

Pour la relâche - 4 mars 2004

SOIRÉE THÉMATIQUE :
Les soupers insolites du Papazzzi
mystère, casino, musique, et plaisir garanti!

Au Papazzzi, là où l'Italie rejoint le Japon, le temps s'arrête, histoire de partager un... excellent repas en compagnie d'excentriques personnages issus du passé et du futur.

Guidés par ces hôtes, les spectateurs participent à une intrigue fantastique où se côtoient l'insolite, le jeu et le rire.

Laissez-vous prendre par l'insolite!

45\$ **45\$**
prix par pers. prix par pers.

Réservez dès maintenant au 683-8111

DOSSIER COMPLET SUR L'ADN

Le Grand Journal

16 h 30 à 18 h 30

avec **JEAN-LUC MONGRAIN** et **ALAIN LAFOREST**

De plus en plus, l'ADN permet de résoudre des crimes, parfois vieux de plusieurs années. On s'en sert davantage devant les tribunaux. Palmarès des dossiers qui se sont réglés grâce à l'ADN... Spécialiste, visite de laboratoire et entrevues... tout sur l'ADN!

Ce soir

TQS

.ca

PROLONGEMENT DE DU VALLON Un tracé qui assurerait la protection du boisé

NICOLAS HOULE
Nhoule@lesoleil.com

Le Comité des citoyens réclamant le prolongement de l'autoroute Du Vallon invitait hier le grand public à juger de visu de l'impact environnemental de son projet. Persuadés que leur tracé permettra à la fois de préserver le parc de l'Escarpe et de résorber les ennuis de circulation, les pro Du Vallon espèrent que leur rêve deviendra réalité d'ici l'automne 2005.

Il manque bien peu pour que le prolongement de l'autoroute Du Vallon sous forme d'un boulevard urbain comptant quatre voies, trottoirs et piste cyclable se concrétise. La Ville de Québec a en effet donné son aval, le ministère des Transports aussi. Reste maintenant à voir si des demandes de consultations seront déposées au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) et quel sera le résultat.

« On sait qu'il y a une *game* environnementaliste qui se joue, on veut se préparer et montrer aux gens les bien-

faits du projet, explique Jean Cloutier, porte-parole du Comité. Notre tracé éliminerait seulement 2% du boisé et, en contrepartie, la Ville agrandirait l'espace vert. »

En plus des nombreux politiciens présents dont le conseiller de l'arrondissement Des Rivières, Luc Lafrance et le candidat du Bloc québécois Bernard Cleary, environ 130 citoyens sont venus jeter un œil au parc.

Deux opposants au projet étaient parmi les curieux, distribuant des tracts pour inviter la population à une réunion d'information qui se tiendra au Centre récréatif Michel-Labadie, le 3 mars.

« Ceux qui sont favorables au projet ont une rhétorique environnementaliste, alors qu'il y aura fragmentation en deux de l'habitat, affirme Patrick Bacon, bénévole aux AMIS de la terre. De plus, les terrains avoisinants ont été achetés par une firme ontarienne et il y aura donc du développement résidentiel et commercial à long terme. »



Le Comité de citoyens propose un tracé qui protégerait le boisé de l'Escarpe.

Cavale au volant d'un poids lourd

Il tient tête aux policiers lancés à ses trousses sur 200 km

JEAN-FRANÇOIS NÉRON
JFNeron@lesoleil.com

■ Suspense, haute technologie, tête froissée, dénouement inattendu et *happy end*. Une poursuite policière hors du commun survenue dans la nuit de samedi à hier au Bas-Saint-Laurent possède tous les ingrédients pour en faire un succès au box-office.

L'intrigue s'ouvre sur un appel logé vers 2 h 30 à la Sûreté du Québec par une entreprise de repérage par satellite de véhicules volés. Un camion semi-remorque chargé d'une cargaison de bois d'œuvre subtilisé à Joliette est localisé sur la route 185 à la hauteur de Saint-Honoré.

Ça ne prendra que quelques minutes aux patrouilleurs pour identifier le véhicule alors que ce dernier ralentissait à l'approche d'une halte restaurant à Saint-Antoine. Ici débute une suite d'actions interrompues de deux heures.

« Le suspect s'est rapidement rendu compte de l'intérêt que les policiers lui portaient. Au lieu de s'arrêter, il a décidé de poursuivre sa route », explique l'agente Manon Gagnard des affaires publiques de la SQ, prenant soin de mentionner que la poursuite s'est toujours déroulée dans les limites de vitesse prescrites de 90 km/h.

Aux environs de Cacouna, les policiers ont dressé un premier barrage en positionnant une voiture de patrouille en travers de la route, tout en laissant un petit espace comme le veut la règle de l'art en la matière. Même au volant d'un mastodonte, le chauffeur ne ralentit pas et passe dans la brèche, heurtant au passage le véhicule de police. Heureusement, personne ne se trouvait à bord du véhicule.

La chasse se poursuit donc jusqu'à Luceville où la police a érigé un second barrage. Cette fois, on privilégie la stratégie de l'entonnoir, précise l'agente Gagnard. Les voitures de patrouilles sont positionnées en forme d'entonnoir, avec l'extrémité étroite, faisant face au véhicule qu'on désire intercepter. Seule une petite brèche est laissée au centre de l'entonnoir. « Habituellement, c'est une technique qui oblige à coup sûr le fuyard à ralentir et à s'immobiliser. C'était sous-estimer le fuyard, qui, aidé par sa précédente expérience, a passé entre les automobiles sans même en frôler une. »

La poursuite a repris de plus belle jusqu'à Rimouski. À leur troisième tentative d'interception, les policiers ont préféré le tapis à clou plutôt que le barrage pour obtenir des résultats plus probants. Jamais deux sans trois, direz-vous. Et avec raison, puisque les clous n'ont eu aucun effet sur les pneumatiques du camion. « Peut-être la semelle est plus épaisse et que la structure du pneu plus résistante », tente d'expliquer l'agente Gagnard.

CHAUFFEUR INTROUVABLE

Quoi qu'il en soit, ce troisième échec a obligé une reprise de la poursuite sur la 132 en direction d'Amqui. Aux abords de la municipalité, les policiers observent avec surprise que le camion ralentit puis quitte la route vers l'accotement, créant dans son sillage un nuage de poussière opaque. Puis soudain, le camion quitte définitivement la route et renverse sur le côté.

Sans attendre, les agents se dirigent vers la cabine pour intercepter celui qui a tenu en haleine les forces policières de toute une région depuis maintenant deux heures sur plus de 200 kilomètres. Et c'est là que survient le dénouement inattendu. Surprise, le chauffeur ne se trouve plus dans l'habitacle. « Les policiers ont rapidement compris la tactique du suspect. Il a créé un nuage de poussière à basse vitesse et en a profité pour sauter du camion en marche », résume M^{me} Gagnard. Il aura fallu attendre la levée du jour pour retrouver le fuyard à moitié gelé dans la neige près des lieux de l'accident. Fin.

Au total, les policiers de cinq postes de la région ont participé aux différentes opérations d'interception. Le suspect, un individu de 32 ans de Sainte-Croix en Gaspésie, devrait faire face à plusieurs chefs d'accusation dont vol de véhicule, refus d'obtempérer et même voies de fait armées.

Calgary au 1^{er} rang mondial pour la qualité des soins de santé

MONTREAL (PC) — Jean Chrétien avait bien raison: le Canada est un pays exceptionnel, car c'est à Calgary qu'on retrouve les meilleurs soins de santé au monde, selon le classement annuel de 215 villes préparé par le cabinet conseil Mercer.

Le système de santé canadien ne doit pas être si mauvais puisque Calgary n'est pas la seule ville canadienne à recevoir des félicitations à ce chapitre. Si les villes de Honolulu, à Hawaï, et de Helsinki, en Finlande, prennent les deuxième et troisième rangs, Ottawa arrive quatrième alors que Montréal prend le 9^e rang à égalité avec Vancouver. Toronto s'est quant à elle classée en 18^e position.

L'étude a tenu compte de la qualité et de l'accessibilité aux soins de santé dans les hôpitaux ainsi que des équipements médicaux en place, du niveau de pollution dans l'air de la ville, des maladies infectieuses et de l'état des services sanitaires, c'est-à-dire le traitement des eaux et la canalisation des égouts.

Pour ce qui est de la qualité de vie de façon générale, qui tient compte d'une quarantaine de facteurs, Zurich et Genève, deux villes de la Suisse, obtiennent le haut du classement devant Vancouver, qui arrive 3^e. Toronto a pris le 15^e rang, Ottawa le 20^e, alors que Montréal arrive en 24^e position, à égalité avec Calgary et six villes étrangères.

Les consultants de Mercer ont concentré leurs efforts sur l'environnement politique, social et médical des villes en plus de s'attarder à l'éducation, aux services publics, au transport, ainsi que sur le logement et l'importance accordée aux espaces naturels en milieu urbain.

Honolulu et San Francisco sont les meilleures villes à habiter aux États-Unis alors qu'Atlanta est la pire, selon Mercer qui explique que cette étude est utilisée par les gouvernements et les entreprises lorsque vient le temps d'affecter des employés sur des mandats à l'étranger.

Bien avant l'avènement
des sports

extrêmes,

les Suédois pratiquaient
la conduite hivernale.

Concevoir des automobiles en Suède — un pays qui connaît des hivers parmi les plus longs et les plus rudes au monde — a permis aux ingénieurs Saab de retenir quelques leçons utiles sur les défis de la conduite hivernale. Notamment la nécessité d'équiper la Saab 9-3 berline sport d'un système de traction asservie pour une meilleure motricité sur surface glissante ou gelée. Ils ont également mis au point un dispositif électronique de stabilité programmé qui détecte les pertes d'adhérence de la voiture et freine automatiquement une ou plusieurs roues afin de maintenir le cap du véhicule. Et bien entendu, d'innombrables heures de conduite dans le froid leur ont permis d'apprécier les bienfaits des sièges avant chauffants. Voyez votre détaillant pour un essai routier et préparez-vous à être emballé. 1 888 888-SAAB ou saabcanada.com.

Saab 9-3 berline sport 2004
À partir de

34 900\$ PDSF

Louez pour

399\$ /mois/location de 48 mois



Saab 9-3 Aero 2004
à partir de 43 900\$ PDSF (illustré)

Saab **93** berline sport



un état d'esprit™

*Basé sur une location de 48 mois de la berline sport Saab 9-3 Linear 2004. Un montant de 3550 \$ est exigé. Le montant total de l'obligation est de 22 715 \$. Pour un bail de location de 48 mois, le taux d'intérêt est de 3,9%. Si vous désirez acheter votre véhicule Saab 2004 au terme du bail de location, le montant est de 15 862 \$, taxes en sus. La limite de kilométrage annuelle est de 20 000 km, les frais pour chaque kilomètre excédentaire étant de 12 cts. D'autres options de location sont disponibles. *Le PDSF est de 34 900 \$ pour une berline sport Saab 9-3 Linear 2004. Les frais de transport, les taxes provinciales, les taxes de vente, les droits d'immatriculation, les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (PPSA), les droits, les assurances, le dépôt de sécurité (si exigé), et les équipements en option sont en sus. L'offre s'applique aux modèles de véhicules 2004 neufs et aux démonstrateurs. Une commande ou un échange de véhicules entre détaillants peut être nécessaire et s'applique uniquement aux clients au détail admissibles. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres. Cette offre est d'une durée limitée et ne peut, dans certains cas, être combinée à d'autres offres. Voyez votre détaillant participant, visitez saabcanada.com ou appelez le 1 888 888-SAAB pour les conditions et les détails.

Saturn Saab Isuzu Rive-Sud
4585, boul. de la Rive-Sud
Lévis
835-1888

Saturn Saab Isuzu de Québec
765, rue Marais
Québec
681-5777

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

Adieu déchirant à l'Enfant-Jésus

Les Dominicaines de la Trinité cèdent à regret au gouvernement l'hôpital du chemin de la Canardière qu'elles ont fondé il y a 80 ans

LOUIS-GUY LEMIEUX
LGLemieux@lesoleil.com

■ « L'hôpital de l'Enfant-Jésus, c'est notre œuvre majeure, l'une de nos raisons d'être en tant que communauté... J'ai passé 50 ans de ma vie professionnelle dans cet hôpital et ça fait mal, très mal, de devoir le quitter, même si je demeure active au sein de la fondation, notamment ».

Sœur Huguette Michaud est prieure générale de la congrégation des Dominicaines de la Trinité. Cette communauté de femmes a fondé, il y a 80 ans, l'hôpital de l'Enfant-Jésus, devenu au fil des ans la plus grosse institution du genre dans la région quant au nombre de lits, de services et d'achalandage.

Déjà tassées dans le coin au début des années 1960 par ce qu'il est convenu d'appeler la Révolution tranquille, les Dominicaines de la Trinité ont appris, en 1993, qu'elles devaient céder au gouvernement provincial leurs droits de propriété sur les bâtiments, le terrain et les équipements. Le tout pour un plat de lentilles.

Le ministère de la Santé leur offrait un million de dollars en tout et pour tout, pour une propriété évaluée à 50 fois plus. La somme a été placée en fiducie. En retour, elles signaient un document de « désintéressement » ou de cession qui prendrait effet au plus tard en 2003.

« Nous n'avons pas eu le choix, confirme aujourd'hui sœur Rita Stang, prieure générale à l'époque. C'était ça ou rien du tout. Nous partons en silence, mais la blessure demeure ».

Les dernières signatures confirmant la transaction devaient se faire le 1^{er} décembre. Le gouvernement a deman-



L'hôpital de l'Enfant-Jésus en 1969. Depuis, l'ajout d'une autre aile de plusieurs étages en a plus que doublé la superficie.

dé un délai. Les religieuses s'attendent à un règlement final durant l'été. C'est l'une des dernières institutions hospitalières administrées par des religieuses au Québec à passer sous le contrôle du réseau public de la santé.

Cette transaction est d'autant plus importante que l'hôpital de l'Enfant-Jésus est la tête de pont du Centre hospitalier affilié universitaire de Québec (le CHA), qui comprend aussi, entre autres, l'hôpital du Saint-Sacrement. Le CHA, c'est 1600 lits, 5000 employés et un budget de 188 millions \$.

Les Dominicaines de la Trinité ont toutes les raisons du monde d'avoir le cœur gros. La naissance et les 80 premières années de cette institution qui a contribué à la renommée de Québec dans le monde hospitalier durant une bonne partie du dernier siècle, constituent une aventure rien de moins

qu'épique. C'est aussi l'histoire d'une communauté de femmes née à Québec il y a 117 ans et qui, à partir d'ici, a essaimé dans plusieurs pays du monde.

QUATRE ANS D'ERRANCE

La belle aventure de l'Enfant-Jésus commence, en 1923, à la maison Sheyhn, au 55, Grande Allée. Cette grande demeure bourgeoise de style victorien sera plus tard démolie avec d'autres pour permettre l'érection du complexe H, aussi appelé le bunker.

C'était là qu'habitait Irma Levasseur, la première femme médecin francophone du Québec. Inspiratrice et cofondatrice de l'hôpital Sainte-Justine à Montréal, et spécialisée en pédiatrie, le D^r Levasseur a l'idée de fonder à Québec un hôpital pour enfants.

Il faut savoir que durant cette période économiquement difficile d'après-

guerre, la mortalité infantile fait de terribles ravages dans les quartiers populaires de Québec. Le projet de M^{re} Levasseur est d'accueillir et de soigner en priorité les enfants pauvres. Elle convainc deux spécialistes de se lancer avec elle dans l'aventure : les D^{rs} René Fortier, le premier pédiatre à Québec, et J.-Édouard Samson, le premier à exercer l'orthopédie dans la capitale.

Le dispensaire pour enfants pauvres accueille ses premiers petits malades le 31 janvier 1923. D'autres médecins ainsi qu'un comité de dames patronnesses se joignent rapidement au petit noyau de fondateurs. C'est le D^r Fortier qui aura l'idée de donner à la nouvelle institution le nom de l'Enfant-Jésus, en souvenir du premier hôpital parisien pour enfants fondé en 1801.

Les Dominicaines arrivent rapidement dans le décor. Dès le début de

juin, trois religieuses sont chargées du fonctionnement du nouvel hôpital sous la supervision du corps médical. La présence de religieuses à cet échelon est nouvelle et sans précédent dans le milieu hospitalier de l'époque. Ce sera bientôt chose courante.

Il y a 50 ans, l'Enfant-Jésus n'affichait aucun déficit, et le gouvernement déboursait 11,25 \$ pour chaque malade

Parmi ces premières religieuses hospitalières de choc, on trouve sœur Gérard-Magella, qui imprime rapidement sa marque et qui dirigera l'institution jusqu'en 1965.

L'aventure de la Grande Allée ne durera que quatre mois. La fondatrice se retire sur un coup de tête après une mésentente avec le conseil d'administration. Le jeune hôpital pour enfants doit trouver en catastrophe un nouveau local.

Après quatre années d'errance, on trouve enfin « l'immeuble parfait ». Il s'agit du juvénat des Frères des Écoles chrétiennes, sur le chemin de la Canardière, près de l'église Saint-Pascal-de-Maizerets. Le 14 mars 1927, médecins, religieuses et infirmières s'installent dans leurs nouveaux locaux pour n'en plus bouger. Le nouvel hôpital a une capacité de 125 lits.

NOSTALGIE D'UNE ÉPOQUE

Sœur Michaud se souvient avec nostalgie des années 1950, au plus fort de l'expansion de l'Enfant-Jésus. « On pouvait compter sur 84 sœurs, dit-elle, et nous étions à la tête de chaque département. Tous nos maigres salaires étaient réinvestis dans l'entreprise. Il n'est pas exagéré de dire que nous avons tenu l'hôpital à bout de bras jusqu'à ce qu'il prenne son envol ».

Les faits et les chiffres parlent par eux-mêmes : l'Enfant-Jésus n'affichait à cette époque aucun déficit et le gouvernement devait alors déboursier 11,25 \$ pour chaque malade, comparativement à 500 \$ aujourd'hui.

Les Dominicaines de la Trinité ont définitivement quitté l'hôpital de l'Enfant-Jésus. Mais elles poursuivent les nombreuses autres œuvres mises en place depuis le début du siècle. Parmi ces œuvres, des hôpitaux au Pérou et aux Philippines, et le pavillon Saint-Dominique du boulevard René-Lévesque, un endroit à découvrir et à redécouvrir.

Pas question de disparaître

Les Dominicaines de la Trinité préparent déjà leur relève... aux Philippines

Contrairement à d'autres communautés religieuses de femmes ou d'hommes, les Dominicaines de la Trinité n'acceptent pas de disparaître comme si de rien n'était.

Bien au contraire, la congrégation prépare la relève, aux Philippines notamment. Et, à Québec même, ville qui l'a vue naître il y a 117 ans.

Le pavillon Saint-Dominique, ses bâtisses à découvrir et son magnifique terrain boisé, au cœur de la ville, témoignent du dur désir de durer de ces femmes hors normes vues avec les yeux d'aujourd'hui.

En entrevue, sœurs Huguette Michaud et Rita Stang, respectivement prieure générale et prieure du couvent Saint-Joseph adjacent, disent d'une seule voix : « Nous n'acceptons pas de mourir. Avec nos 150 sœurs du Québec dont la moyenne d'âge est de près de 80 ans, il est bien évident que nous gérons notre décroissance. Mais nous n'avons pas peur de l'avenir. Notre relève se trouve ailleurs, au Pérou et aux Philippines notamment, où nous formons plusieurs centaines de sœurs très compétentes et scolarisées jusqu'au plus haut niveau. Quelques-unes travaillent déjà avec nous à Québec ».

Le pavillon Saint-Dominique est, dit-on entre les branches, le secret le mieux gardé à Québec dans le milieu

des gens qui ont plus d'années derrière que devant eux.

UN SECRET BIEN GARDÉ

Cette résidence privée, qui peut accueillir 150 personnes autonomes ou en perte d'autonomie, femmes, hommes ou couples, serait, dit-on et renseignements pris, la meilleure affaire rapport qualité/prix. Le site, hiver comme été, est magnifique et central, avec comme porte d'entrée le 1045, boulevard René-Lévesque. Un jardin au cœur de la ville et une architecture qui donne du charme et du bonheur de vivre à tout un quartier central.

Ce domaine et ce patrimoine bâti ont une histoire. Quand elles en deviennent propriétaires, en 1914, les Dominicaines achètent d'abord un vaste terrain à construire et une villa célèbre dans la région. Cette villa, Elm Grove (Bocage des ormes), a été construite par Charles Baillargé sous l'influence architecturale de la renaissance italienne. Remarquablement bien conservée par les sœurs qui l'habitent, elle a été successivement la propriété de grandes familles locales, dont les Boswell et les Burstall, et par la mystérieuse duchesse de Bassano, née Clara Symes à Québec.

Les Dominicaines de la Trinité pensent encore à la possibilité d'installer



Sœur Huguette Michaud et sœur Rita Stang devant l'entrée principale du pavillon Saint-Dominique, boulevard René-Lévesque

à leur Conseil général, c'est-à-dire leur maison mère actuellement à Montréal. Le pavillon Saint-Dominique comme tel, lui, date de 1956.

Les origines des Dominicaines de la Trinité remontent aux années 1880. Un groupe de jeunes femmes s'étaient alors engagées à titre de tertiaires chez les religieuses du Bon-Pasteur. C'est ce noyau de sœurs auxiliaires qui, en 1887, décidèrent, avec les pré-

tres du Séminaire de Québec, de fonder une nouvelle communauté religieuse. Philomène Labrecque (mère Marie-de-la-Charité), née à Saint-Raphaël de Bellechasse, en fut la première prieure générale.

Les religieuses porteront successivement les noms de Dominicaines de l'Enfant-Jésus, de Dominicaines du Rosaire, avant de devenir, en 1967, les Dominicaines de la Trinité. L.-G.L.

S A M E D I D A N S L E S O L E I L

Dans le cahier Arts et vie

Le beigne dans tous ses états

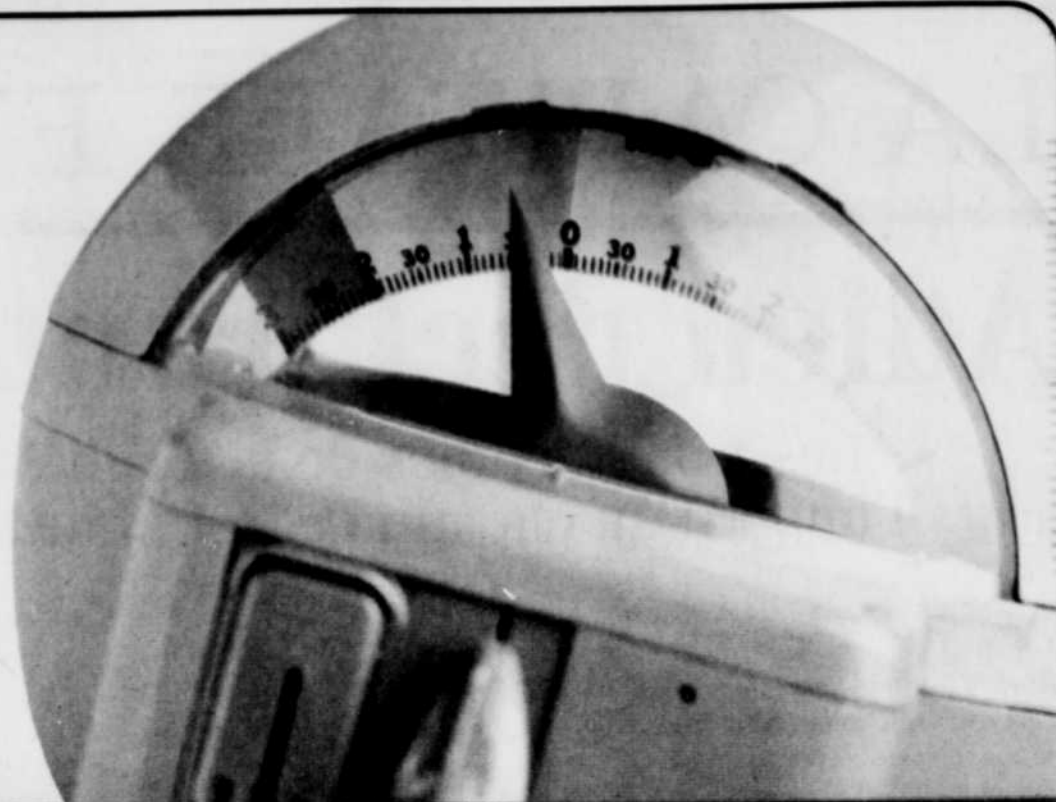


Rond, gras, sucré, rempli de calories, et pourtant. Sous des airs qui ont de quoi faire frémir toute bonne diététiste en herbe, le beigne ne cesse de bousculer les modes alimentaires partout en Amérique du Nord.

CHRYSLER



L'OFFRE SE TERMINE LE 31 MARS.



N'ATTENDEZ PAS À LA DERNIÈRE MINUTE.



Chrysler PT Cruiser 2003

- Transmission automatique • Climatiser • Vitres, portes électriques et téléverrouillage
- Lecteur de CD • Roues de 16 po en aluminium

ACHETEZ À
18 999\$^Δ



Berline Chrysler Sebring 2004

- Transmission automatique à 4 vitesses • Climatiser • Vitres, portes électriques et téléverrouillage • Régulateur de vitesse

LOUEZ À
288\$[†]
PAR MOIS.
LOCATION DE 48 MOIS.

Comptant initial de 2 855 \$ ou échange équivalent. Transport et taxe sur le climatiseur inclus. 0\$ dépôt de sécurité. Option 0\$ comptant également disponible.

OU ACHETEZ À
18 999\$^Δ



Chrysler Intrepid SE 2004

- Moteur V6 de 200 chevaux • Climatiser • Lecteur de CD • Régulateur de vitesse
- Dispositif de prévention du vol Sentry Key[®]

LOUEZ À
299\$[†]
PAR MOIS.
LOCATION DE 48 MOIS.

Comptant initial de 2 988 \$ ou échange équivalent. Transport et taxe sur le climatiseur inclus. 0\$ dépôt de sécurité. Option 0\$ comptant également disponible.

OU ACHETEZ À
19 998\$^Δ



Chrysler Pacifica 2004

- Moteur V6 de 250 chevaux • Système antipatinage • Suspension indépendante aux 4 roues d'inspiration allemande • Trois rangées de sièges • Système de 200 watts Infinity[™] numérique à 6 canaux avec radio AM/FM • Lecteur de CD • Rideaux gonflables latéraux

LOUEZ À
499\$[†]
PAR MOIS.
LOCATION DE 36 MOIS.

0\$ comptant initial. 0\$ dépôt de sécurité. Transport et taxe sur le climatiseur inclus.

★★★★★
La plus haute cote de sécurité décernée par le NHTSA lors de tests de collision^{††}

PLEIN D'ESSENCE GRATUIT^Δ à l'achat ou à la location de tous nos véhicules neufs 2003 et 2004.

FINANCEMENT
OFFERT PAR
SERVICES FINANCIERS
CHRYSLER CANADA



LA MEILLEURE PROTECTION QUE NOUS AYONS JAMAIS OFFERTE SUR TOUS LES MODÈLES CHRYSLER 2003 ET 2004. GARANTIE DE 7 ANS OU 115 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR, ET ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 H SUR 24.^{**} GM, FORD, HONDA ET TOYOTA NE L'ONT PAS.

VISITEZ CHRYSLER.CA POUR CONNAÎTRE L'EMPLACEMENT DU CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP[®] • DODGE LE PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS.

Δ Le prix comprend les allocations du fabricant consenties aux concessionnaires et est établi pour la Chrysler PT Cruiser 2003 avec l'ensemble 2RE, pour la Chrysler Sebring 2004 avec l'ensemble 24H et pour la Chrysler Intrepid SE 2004 avec l'ensemble 22C (modèle ES illustré). † Tarifs mensuels pour 48 mois établis pour la berline Chrysler Sebring 2004 avec l'ensemble 24H et la Chrysler Intrepid SE 2004 avec l'ensemble 22C, et tarif établi pour 36 mois pour la Chrysler Pacifica 2004 avec l'ensemble 26M • AWF. Le dépôt de sécurité est de 0\$ pour une période de temps limitée seulement et peut changer sans préavis. Premier versement exigé à la livraison. Location pour usage personnel seulement. Aucun rachat requis. La location est responsable de l'excédent de kilométrage après 61 900 km (61 200 km/36 mois) au taux de 15¢ le kilomètre. Sous réserve de l'approbation de Services financiers Chrysler Canada. Services financiers Chrysler Canada est un membre du groupe de Services DaimlerChrysler Canada, A. I. Ces offres d'une durée limitée sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre, à l'exception de la remise aux diplômés^{††} et du programme d'aide aux handicapés physiques, et s'appliquent à la livraison au détail des modèles sélectionnés 2003 et 2004 neufs en stock. Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut vendre / louer à prix moindre. Le concessionnaire peut devoir commander (2004) ou échanger un véhicule. Transport et taxe sur le climatiseur (inclus à la location), immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre, taxes et frais d'administration des concessionnaires en sus. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. ‡ Gratuit à l'achat ou à la location d'un véhicule 2003 ou 2004 neuf. †† Le Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) lors de tests de collision frontale et latérale pour la Chrysler Pacifica 2004 4x4 à transmission intégrale. Voyez votre concessionnaire pour les détails et les conditions. ** Tous les modèles Chrysler, Jeep et Dodge 2003 et 2004 sont couverts par la meilleure protection disponible. †† Certains conditions ainsi qu'une franchise peuvent s'appliquer. Cette offre ne s'applique pas à certains véhicules vendus à des fins commerciales ou aux modèles SRT-10. Renseignez-vous auprès de votre concessionnaire. ‡ Remise aux diplômés de 500\$ à la location ou de 1000\$ à l'achat d'un véhicule, à l'exception de la Dodge SX 2.0 (750\$). Cette offre exclut la Dodge Viper, la Chrysler Crossfire, la Dodge Sprinter et tous les modèles Dodge SRT. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. Chrysler est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada Inc. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada Inc. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada Inc.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep[®] • Dodge du Québec





Du relais de poste de Deschambault, on remarque l'ornementation et le treillis de sa galerie.

Le relais de poste de Deschambault classé monument historique

MICHEL GODIN

Collaboration spéciale

■ **DESCHAMBAULT** — Construit en bois au milieu du XVIII^e siècle sur le vénérable chemin du Roy, le relais de poste de Deschambault vient d'être classé monument historique par le ministère de la Culture et des Communications.

Présentant un grand intérêt architectural, il est le premier bâtiment du genre à être mis sous la protection de la Loi sur les biens culturels au Québec.

Le relais de poste a été présent de façon très tangible dans l'essor de Deschambault aux XIX^e et XX^e siècles, en plus d'aider au développement des communications terrestres le long du chemin du Roy, a fait savoir la ministre de la Culture et des Communications, Line Beauchamp. « Depuis sa construction, entre 1735 et 1758, ce bâtiment a occupé une place de premier plan au sein de la communauté locale en plus d'être le lieu d'accueil et d'hébergement de nombreux voyageurs en route vers Québec, Trois-Rivières ou Montréal », a-t-elle déclaré lors de l'annonce.

Tantôt halte et gîte, puis magasin général, ce bâtiment authentique a servi de relais et de bureau de poste de 1812 à 1844. Comme relais, il a

joué un rôle prépondérant puisque les responsables de l'endroit devaient fournir des chevaux frais et parfois héberger et offrir le couvert aux voyageurs qui s'aventuraient sur le chemin du Roy, une artère carrossable recherchée à l'époque. Encore aujourd'hui, le relais de Deschambault témoigne d'un mode de communication et de transport qui a longtemps prévalu au Québec.

PATRIMOINE BÂTI RECONNU

Pour Jean-Pierre Soucy, député de Portneuf, le classement historique du relais de poste de Deschambault s'inscrit dans la reconnaissance du potentiel architectural associé au chemin du Roy, un atout pour le développement du tourisme culturel, assure-t-il. « La région de Portneuf se distingue par la diversité et la qualité de son patrimoine bâti, que la maîtrise des savoir-faire traditionnels a permis de conserver, et le relais de poste est un témoin éloquent de cette tradition de construire dans Portneuf », a-t-il indiqué.

Du point de vue architectural, le relais de poste de Deschambault se distingue à plusieurs points de vue. Son plan en T, qui réunit une structure rectangulaire en pièce sur pièce élevée sur un haut solage, et une imposante annexe en pierre comprenant deux foyers et un cellier, attirent particulièrement l'attention. L'ornementation de la bâtisse, le treillis de la galerie, ainsi que l'abondance et la qualité de la ferronnerie l'aident à se démarquer davantage.

Du lundi au vendredi
nos lecteurs gagnent gros avec

L'EXTRA
NUMÉRO
LE SOLEIL

LA FOIRE DE L'EMPLOI

Régions de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches

Une foire
de tous les emplois!

Vendredi 19 mars 2004, de 10 h à 21 h
Samedi 20 mars 2004, de 9 h à 17 h
Centre de foires de Québec
(ExpoCité)

La FOIRE de l'EMPLOI,
la solution à votre recrutement.

Une occasion unique
d'établir un contact direct avec les chercheurs d'emploi.

Participez
au plus grand rassemblement de l'emploi
de la Capitale Nationale et de la Chaudière-Appalaches!

Réservez votre stand : (418) 692-3853 poste 240

www.foireemploi.com



REGARDEZ

LE MEILLEUR DE LA TÉLÉ



Chaos en Haïti

TVA suit les événements
d'heure en heure avec
notre journaliste Paul Larocque



LeTVA
18 HEURES

FACTEUR DE RISQUES

Ce soir 21 h

Devine qui vient dîner ?



Découvrir Québec à travers ses habitants

Les familles hôtes de la Côte-de-Beaupré permettent aux Européens de vivre une soirée propre à la Belle Province

NICOLAS HOULE
Nhoule@lesoleil.com

■ Voilà près d'une semaine que Dominique et Alain Auger, un couple de Français établi non loin de la Bretagne, découvrent Québec. Ils semblent avoir tout fait depuis leur arrivée, des expéditions en traîneau à chiens à l'incontournable halte au village Huron, mais ils en savent cependant bien peu sur les Québécois et les subtilités de leur quotidien. La situation sera bientôt corrigée, puisque le temps d'une soirée et d'une nuitée, les deux visiteurs seront hébergés par l'une des 45 fa-



Les hôtes québécois savent y faire: un petit tour du propriétaire, un apéro, une oreille attentive et quelques questions posées au bon moment permettent de nouer le dialogue naturellement.

La nuit
chez
l'habitant
est une
formule
récente

Il est tout près de 17 h lorsque l'autocar s'immobilise à Boischatel. Un à un, les passagers débarquent et se dirigent vers l'hôtel de ville. Là, le maire, quelques conseillers et leurs hôtes les attendent, tout sourire. La fébrilité est dans l'air: on se scrute discrètement, on tente de deviner avec qui l'on sera jumelé. Finalement, Dominique et Alain sont fixés: ce sont Nicole Caron et Steve Cartier, de l'Ange-Gardien, qui les hébergeront dans leur chaleureuse maison canadienne datant de 1922.

«C'est quelque chose que l'on entend dire souvent, mais c'est vrai qu'ici l'accueil est superbe, constate Alain. Je ne sais pas ce que c'est, mais chez nous on dirait que les gens sont plus réservés, plus froids. Vraiment, je me demandais comment ça se passerait, parce que je ne suis pas très bavard de nature!»

Bien sûr, les premiers moments ne sont pas propices aux grandes accolades. Il y a un mur de gêne à franchir, or Nicole et Steve, tous deux dans la trentaine, en sont à leur quatrième accueil et savent y faire: un petit tour du pro-

priété, un apéro, une oreille attentive et quelques questions posées au bon moment permettent de nouer le dialogue naturellement. Après avoir échangé à quatre, les hommes se retrouvent à discuter boulot et géographie dans le salon, tandis que les femmes parlent famille, popotte et tourisme dans la cuisine.

«On songeait à avoir un *bed & breakfast* un jour, mais on ne savait pas si on aimerait ça, raconte Steve. Pour nous, recevoir des gens pour quelques heures, a été une façon de voir si ça nous plaisait et si on pouvait être à l'aise avec des

étrangers. Finalement, ça nous plaît!»

La «nuit chez l'habitant», comme on l'a baptisée, est une activité assez récente sur la Côte-de-Beaupré. Denise Caron l'a initiée lorsqu'elle est venue s'établir dans les environs, en 2002, en vue d'ouvrir les portes de son gîte, le Royal Champêtre. Pour elle, c'était le nouveau chapitre d'une longue aventure, puisqu'elle a commencé à superviser ce type de rencontres il y a 24 ans, à Saint-Eugène de l'Islet.

FORMULE POPULAIRE

«C'est parti tout petit, se souvient-elle. J'avais dit à une agence que je pouvais accueillir des familles et c'a été un succès. À cette époque, j'étais allée voir les dirigeants de la municipalité pour leur demander si c'était possible de me prêter une salle pour recevoir des touristes français. Ils avaient dit oui, mais je voyais qu'ils riaient de moi et qu'ils croyaient impossible que des Européens viennent à Saint-Eugène. Il a bien fallu qu'ils me la prêtent, car ils sont venus!»

Au fil du temps, M^{me} Caron a précisé son programme. Le séjour des touristes au sein des familles est bref, mais chargé: ils arrivent en fin de journée, dégustent un mets traditionnel, passent une soirée animée en groupe, ponctuée de danses folkloriques et de sketches humoristiques, pour ensuite dormir au domicile de ceux qui les accueillent. Ils quittent le lendemain matin.

La formule a été populaire sur la Rive-Sud, où elle a été sacrée Meilleur accueil provincial en 1989 par Tourisme Québec: en 1996, pas moins de 228 groupes d'une quarantaine de personnes ont débarqué. L'activité, bien que naissante, se porte également bien sur la Côte-de-Beaupré, bénéficiant d'une prestigieuse cote quatre étoiles et d'un nombre de groupes qui va croissant: 10 en 2003 et, selon les estimations de la responsable, 20 pour 2004.

«C'est agréable pour tout le monde qui participe, dit M^{me} Caron. On suggère aux Européens d'amener un petit cadeau de leur coin de pays, comme de la soie lyonnaise ou du champagne, ce que les hôtes apprécient beaucoup. De plus, ça donne l'occasion aux Québécois de se faire des contacts. À Saint-Eugène, il y a des gens qui n'auraient jamais quitté leur région, même pour aller à Montréal, et ils se sont retrouvés en France!»

LÉPICE DU VOYAGE

Pour leurs efforts, les familles hôtes ont droit à une petite rétribution, qui couvre une partie de leurs dépenses. Toutefois, comme Nicole et Steve le précisent, accueillir les visiteurs n'est pas une question d'argent, mais une expérience humaine enrichissante et agréable. Lorsque la magie s'installe avec les cousins, ils souhaiteraient que le temps s'arrête!

«C'est vraiment durant le souper que le lien se fait, explique Nicole. Et le meilleur moment, c'est lorsqu'on revient de la soirée, car là, on est beaucoup plus à l'aise. Ce qui est dommage, c'est que les gens partent déjà le lendemain matin. C'est bref. Je pense que ce serait encore plus agréable si ça durait 24 heures...»

Plutôt que de penser aux minutes qui filent, les deux couples profitent donc de l'instant. Nicole annonce le menu — potage crécy, bœuf aux légumes et gâteau aux carottes — et Alain arrive avec une bouteille sous le bras: du calvados à base de poires, provenant du Domfrontais. Pas de doute, l'atmosphère se réchauffe!

«J'aime beaucoup voyager et je suis toujours curieuse de voir leurs intérêts, leurs considérations et leurs observations, indique Nicole. J'aime aussi apprendre ce qui est exotique pour eux et leur faire découvrir des choses.»

Tant du côté des voyageurs que des hôtes, on se félicite d'avoir partagé un moment avec des gens qu'on n'aurait pu connaître autrement. Selon Dominique et Alain, tous deux âgés de 47 ans, ce type de rencontre est peut-être l'élément qui permet de rendre les séjours à l'étranger encore plus réussis. Le couple a en effet bourlingué de par le monde grâce à un programme de leur entreprise, où employés et employeurs contribuent à une caisse de loisirs, et cette année, s'ils ont préféré le froid du Québec à la chaleur de la Martinique, c'est en partie parce que cette rencontre chez l'habitant était possible.

«À chacun de nos voyages, ce qu'il manquait, c'était le contact avec les gens, affirme Dominique. Nous sommes allés en Bulgarie, c'était bien, mais c'était de gros com-

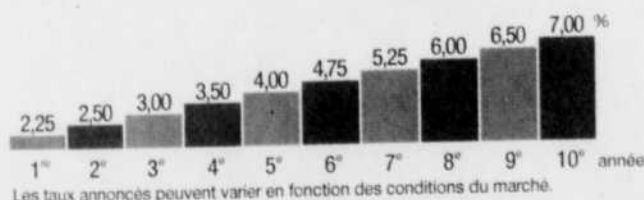
Jusqu'à 20 h
aujourd'hui

Dernier appel :

1 800 463-5229

REER
Obligations
à taux progressif

Capital garanti à 100 %.
Taux avantageux garantis pour 10 ans.
Remboursables sans pénalité, chaque année,
à leur date anniversaire.
Achat à partir de 100 \$.



BONI DE

1%

la première année
pour les nouveaux
fonds REER.

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h.
Passez nous voir au 333, Grande Allée Est à Québec, du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h.
Visitez le www.epq.gouv.qc.ca

Épargne
Placements

Québec

Y' A T A N T À V O I R . . . Ç A S E R A

DU 1^{er} AU 7 MARS 2004 AU CENTRE DE FOIRES DE QUÉBEC

HORAIRE : LUNDI 12 h - 22 h 30 MARDI à VENDREDI 11 h - 22 h 30 SAMEDI 10 h - 22 h 30 DIMANCHE 10 h - 17 h

N'oubliez pas de vous procurer la revue officielle du Salon de l'auto de Québec 2004



Plus de 200 modèles 2004-2005, des nouveautés, des prototypes, des voitures

Des associations de chasse sportive ont le statut d'organisme de bienfaisance

TORONTO (PC) — Les associations de chasseurs sportifs qui sont politiquement actives détiennent un statut caritatif alors que des groupes de défense des droits des animaux et des groupes d'opposants aux armes à feu se font refuser le titre d'organisme de bienfaisance.

C'est ce que dénonce un nouveau réseau pancanadien composé d'environnementalistes dans une campagne qui doit être lancée aujourd'hui. Dans le ca-

dre de cette campagne, le Charity Action Team entend dévoiler les résultats d'une étude envoyée au gouvernement fédéral qui lève le voile sur cette situation pour le moins controversée.

«Les clubs de chasseurs et de pêcheurs ne devraient jamais recevoir le statut d'organisme de bienfaisance», affirme Nancy Zylstra, membre du réseau ProNature.

Le réseau d'activistes, qui a ses racines à Ottawa, soutient que des organi-

sations telles la Fédération des pêcheurs à la ligne et des chasseurs, la Fédération de la faune de Colombie-Britannique, Canards Illimités Canada ainsi que la Fédération canadienne de la faune sont en réalité des organismes politiques en faveur de la chas-

se qui exercent une influence très puissante en coulisses.

«Pourquoi la Fédération ontarienne des chasseurs devrait-elle être un organisme de protection des animaux? demande M^{me} Zylstra. Ça me dépasse.»

Alors que les différents groupes d'intérêts dénoncés par les militants écologistes font valoir que la protection de la faune est essentielle au bon déroulement de leurs activités, l'étude révèle que cet argument n'est en fait

que de la poudre aux yeux pour détourner l'attention. Ce qui dérange vraiment le réseau d'environnementalistes, c'est que les «véritables organismes» de défense des droits des animaux ont perdu leur statut caritatif, ce qui leur enlève le droit d'émettre des reçus d'impôt et complique les campagnes de financement. Selon la loi, les organismes de bienfaisance ne peuvent allouer plus de 10% de leur budget à des activités politiques.

Des groupes de défense des animaux fulminent

Sensibilisation à l'importance des médicaments

■ MONTRÉAL — Dans le cadre de la Semaine de sensibilisation à la pharmacie qui débute, les pharmaciens propriétaires veulent sensibiliser la population à l'importance de suivre minutieusement les traitements prescrits par leur médecin. Ils soulignent que 50% des gens ne respectent pas les directives quant à la prise de leurs médicaments. Ce problème serait à la base de 20 à 25% des hospitalisations chez les personnes de 50 ans et plus. L'Association québécoise des pharmaciens propriétaires a développé une campagne qui mettra en lumière les conséquences, souvent négatives, liées à l'inobservance du traitement. Elle met surtout l'accent sur deux maladies, l'hypertension et l'hypercholestérolémie, considérées comme des «tueurs lents». (PC)

Pfizer abandonne une étude sur le Viagra féminin

■ NEW YORK — Les laboratoires Pfizer ont décidé d'abandonner leurs recherches sur l'utilisation du traitement anti-impuissance Viagra dans la résolution des troubles sexuels féminins, les études menées n'étant pas concluantes. Le groupe pharmaceutique a expliqué que les enquêtes réalisées auprès d'environ 3000 femmes ne permettaient pas de remplir une demande officielle de mise sur le marché. Les spécialistes s'accordent à dire que la sexualité féminine est plus complexe que celle des hommes, car elle intègre des facteurs à la fois psychologiques et physiques. Une dizaine de laboratoires ont tenté de développer un équivalent féminin du Viagra depuis le lancement du médicament en 1998. La pilule a été prescrite entre-temps à plus de 23 millions d'hommes, selon Pfizer. (AP)

CRABE DES NEIGES Front commun Québec et N.-B.

■ FREDERICTON — Québec et Fredericton font front commun dans le dossier du crabe des neiges, et ont établi des stratégies pour stabiliser les emplois dans l'industrie, et exigent d'Ottawa une prolongation raisonnable de la durée de la saison de pêche. Un protocole d'entente a été signé vendredi à Fredericton entre le Québec et le Nouveau-Brunswick, qui comprend des mesures pour venir en aide aux quelque 2500 travailleurs d'usines de transformation du crabe des neiges de la péninsule acadienne et de la Gaspésie. Le protocole compte sept stratégies qui portent notamment sur la rationalisation de la main-d'œuvre, la diversification dans la transformation des produits marins dans les usines, ainsi que l'analyse de moyens visant la diversification de l'économie dans ces deux régions. On demande aussi la participation d'Ottawa pour discuter avec les provinces du plan de pêche. (PC)

Golf CL à partir de

199 \$

par
mois*
location
48 mois

Difficile de ne pas l'aimer.

Si vous vous souvenez de votre premier amour, vous vous souviendrez longtemps de vos années au volant d'une Golf. Étonnamment spacieuse, extrêmement maniable, polyvalente et sécuritaire, elle fera l'envie de vos amis. Donc, si vous êtes à la recherche d'une relation durable et pas compliquée, ne cherchez plus : la Golf CL est faite pour vous.

Pour en savoir plus sur votre nouvelle flamme et la voir sous tous les angles, rendez-vous sur vw.ca ou chez votre concessionnaire le plus proche.



Êtes-vous fait
pour Volkswagen?



1 888 ROULE VW | vw.ca

Offre 0 \$ comptant, mensualité de 248 \$ et dépôt de 300 \$ aussi disponible.*



Remise de 750 \$ pour nouveaux diplômés collégiaux et universitaires. Certaines conditions s'appliquent.

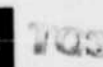
*L'offre s'applique à une Golf CL 2004 de base, 5 vitesses, neuve, en stock. Photo à titre indicatif seulement. Frais de transport inclus. Frais de préparation de 250 \$ en sus. Avec la mensualité de 199 \$ par mois : acompte de 2 135 \$ et dépôt de sécurité de 250 \$. Taxes, immatriculation, assurances, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (jusqu'à 46 \$), frais administratifs du concessionnaire (le cas échéant) et frais de 12 \$ du km après 80 000 km en sus. Sujet à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance, une division de Credit VW Canada Inc. Offre en vigueur à partir du 3 février 2004. Cette offre est d'une durée limitée et peut être retirée en tout temps sans préavis. Chez les concessionnaires Volkswagen participants du Québec seulement. Quantité limitée. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Ne s'applique qu'aux locations faites à des particuliers. Tous les détails sur vw.ca et chez votre concessionnaire.

1030315

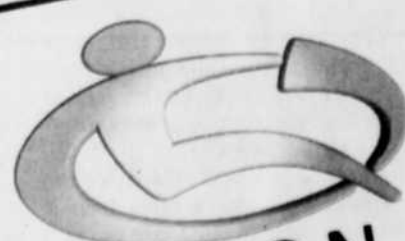
A JAMAIS ASSEZ LONG!



Collaboration:



TARIFS D'ADMISSION : GÉNÉRAL : 9,50 \$ • ÉTUDIANT et AÎNÉ : 7,00 \$ • ENFANT de 6-12 ans : 3,00 \$ • ENFANT de 0-5 ans : Gratuit



SALON
DE L'AUTO
DE QUÉBEC
2004

s voitures de grand luxe, les belles d'autrefois et une foule de surprises!

LE QUÉBEC ET LE CANADA

SCANDALE DES COMMANDITES

Le Québec écope

Les Québécois associés au patronage et au favoritisme, selon un sondage

LIA LÉVESQUE
Presse canadienne

■ MONTREAL — La tendance à casser du sucre sur le dos des Québécois à la suite de l'affaire des commandites n'est certes pas majoritaire au Canada, mais elle est présente de façon notable dans certaines provinces.

Un sondage Léger Marketing, dont les résultats ont été communiqués à la Presse canadienne, révèle en effet que près du tiers des citoyens de certaines provinces sont d'accord avec l'énoncé voulant que « l'affaire des commandites au Québec est la façon de faire de la politique au Québec ».

Ce sont ainsi 31 % des citoyens de l'Alberta, 30 % des citoyens des provinces atlantiques et 29 % des Prairies (Saskatchewan et Manitoba réunis) qui sont d'accord avec cette affirmation.

En général, 27 % des Canadiens, excluant les Québécois, sont d'accord avec cette opinion voulant que l'affaire des commandites illustre bien la façon de faire de la politique au Québec; 51 % ne sont pas d'accord, alors que 22 % refusent de répondre.

Curieusement, même 22 % des Québécois sont d'accord avec l'énoncé.

C'est d'ailleurs le commentaire qu'avait émis le ministre fédéral Joseph Comuzzi, en février, avant de se rétracter. Le premier ministre du Canada, Paul Martin, avait lui-même déploré les propos de son ministre et défendu les mœurs politiques québécoises.

PATRONAGE AU QUÉBEC

Le Québec est aussi associé au « patronage politique », autrement dit au favoritisme et au népotisme, dans l'esprit de plusieurs.

Ce sont même 50 % des Canadiens, excluant les Québécois, qui croient qu'il y a plus de « patronage politique » au Québec que dans le reste du Canada, alors que 21 % pensent qu'il y en a autant.

En Alberta, la proportion de ceux qui croient en cette pratique plus marquée du népotisme au Québec grimpe même à 59 %, en Colombie-Britannique à 54 % et dans les Prairies à 53 %.

La moitié des citoyens des Prairies (Saskatchewan et Manitoba réunis), voire 55 % des Albertains vont même jusqu'à admettre qu'ils seraient « moins portés à voter pour un parti dont le chef est Québécois ».

Plus généralement, ce sont 35 % des Canadiens, excluant les Québécois, qui avouent être moins portés à voter pour un parti dont le chef est Québécois (la question ne fait toutefois pas le lien avec les commandites).

Le président de Léger Marketing, Jean-Marc Léger, estime que le sondage démontre que « le ressentiment est aigu » contre le Québec dans le reste du Canada.

Le ressentiment est aigu contre le Québec dans le reste du Canada

Il note que « c'est la première fois qu'on mesure le *Québec bashing* », et qu'il est donc difficile de comparer avec d'autres époques ou d'autres épisodes controversés. « C'est clair qu'on a été surpris des résultats », admettait-il.

M. Léger souligne toutefois que ce sondage a été mené « au milieu de la tourmente » des commandites, « à chaud », et que cela influence les résultats. Mais reste qu'« à court terme, la réputation du Québec est entachée », commente-t-il.

Le sondage a été réalisé du 17 au 22 février auprès de 1501 Canadiens adultes, donc au cœur de la controverse entourant l'affaire des commandites. Il comporte une marge d'erreur de 2,6 %, 19 fois sur 20. La marge d'erreur est évidemment plus élevée quand on s'attarde aux résultats par province, puisque l'échantillon de répondants est plus petit.

Un programme aux ramifications tentaculaires

LOUISE ELLIOTT ET JIM BRONSKILL
Presse canadienne

OTTAWA — L'avenir d'une des principales figures dans le scandale des commandites est entre les mains d'un des fonctionnaires qui avaient été chargés d'assurer le financement du programme et, par la suite, de proposer des changements au programme alors qu'il était au sein du gouvernement.

C'est en effet à Richard Fadden, président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), de décider au besoin des sanctions disciplinaires à prendre contre Pierre Tremblay, nommé directeur du Programme de commandites en 1999.

M. Tremblay avait quitté son poste au ministère des Travaux publics deux ans plus tard pour devenir vice-président des relations publiques à l'ACIA. M. Tremblay est aujourd'hui très malade et ne peut plus travailler.

M. Fadden avait joué un rôle important dans le financement du Programme de commandites en tant que membre du Conseil du Trésor. Par la suite, comme membre du Bureau du Conseil privé, il avait participé à une révision du programme controversé.

Le Programme de commandites avait été mis sur pied dans le sillage du référendum sur la souveraineté du Québec en 1995, qui avait failli bien mal tourner pour le gouvernement fédéral. Son but était d'accroître la visibilité d'Ottawa lors d'événements culturels et sportifs au Québec. Mais dans la valse des millions qui a suivi, plusieurs firmes de publicité proches du Parti libéral du Canada ont reçu des montants considérés exagérés pour les services rendus, entre 1997 et 2002.

Une enquête effectuée par la vérificatrice générale, Sheila Fraser, et déposée le mois dernier aux Communes faisait état de plusieurs malversations du genre. Le rapport de M^{me} Fraser visait directement M. Tremblay et son prédécesseur, Charles Guité, au ministère des Travaux publics, et estimait à 100 millions \$ les sommes qui se sont envolées ou qui ont été gaspillées pendant qu'ils étaient responsables du programme.

M. Fadden aura le dernier mot quant à savoir si M. Tremblay sera sanctionné ou pas, affirme Marc Richard, porte-parole de l'ACIA. « La décision finale lui revient parce qu'il est le président de l'ACIA. »

Évidemment, le rôle joué par M. Fadden dans le Programme de commandites soulève des questions dans l'opposition quant aux éventuelles mesures disciplinaires à prendre contre M. Tremblay.



Pierre Tremblay était directeur du Programme de commandites en 1999.

« S'il s'avère que M. Tremblay a contribué à étouffer l'affaire, M. Fadden devra expliquer pourquoi il l'a récompensé », avance le député conservateur John Williams, président du comité des Communes chargé d'enquêter dans cette affaire.

GESTIONNAIRES HORS D'ATTEINTE

Tout en reconnaissant que rien ne prouve que M. Fadden était au courant des malversations au moment où elles se produisaient, M. Williams dit trouver quand même curieux que deux anciens fonctionnaires directement impliqués dans le programme se retrouvent aujourd'hui à l'ACIA, qui n'a pas à répondre devant la Commission de la fonction publique.

« Des gens qui pourraient nous éclairer dans cette affaire sont maintenant dans des postes pratiquement hors d'atteinte, ajoute-t-il. Les tentacules du Programme de commandites semblent toucher tous les niveaux supérieurs du gouvernement. »

Entre-temps, la maladie grave de M. Tremblay pourrait empêcher ce dernier de témoigner.

M. Tremblay avait agi comme chef de cabinet du ministre Alfonso Gagliano de 1997 à 1999, et avait ensuite remplacé M. Guité à la direction du Programme de commandites.

Ce dernier a pris sa retraite au ministère des Travaux publics en 1999 et est actuellement en vacances prolongées en Arizona. Selon des sources, M. Guité et sa femme ont quitté Ottawa l'automne dernier et ne devraient pas rentrer au Canada avant le printemps.



Le HMCS Victoria, qui mouille à Esquimalt, en Colombie-Britannique, est l'un des quatre sous-marins acquis de la marine britannique à la fin des années 90.

Les sous-marins Victoria coûtent cher à faire fonctionner

JOHN WARD
Presse canadienne

OTTAWA — Les coûts de fonctionnement des nouveaux sous-marins de classe Victoria de la marine canadienne dépassent de plusieurs millions ceux de leurs prédécesseurs.

Les partisans de l'acquisition des quatre Victoria en 1998 arguaient justement que leurs coûts d'entretien seraient les mêmes que pour les trois Oberon qu'ils remplaçaient.

« Nos estimations nous laissaient croire que les quatre Victoria coûteraient aussi cher à entretenir au total que pour les trois Oberon, a déclaré le capitaine Mike Williamson, directeur du projet. Mais depuis, nous avons dépassé nos prévisions de 25 %. »

Une enquête interne réalisée l'an dernier et parue récemment indique plutôt qu'il en coûtera 121 millions \$ par année pour faire fonctionner les vaisseaux acquis, comparativement à 97 millions \$ pour les anciens. La marine éprouve au même moment des difficultés à boucler son budget.

Le capitaine précise toutefois que les Victoria sont autrement plus performants que leurs ancêtres. « Soyons clairs : ils nous coûtent 25 % plus chers, mais ils sont 30 % plus disponibles. »

Parmi les raisons qui expliquent la hausse des coûts, Williamson invoque notamment le fait qu'ils pourront patrouiller dans les deux océans, Pacifique et Atlantique, alors que les Oberon avaient comme seul port d'attache Halifax.

« Les Victoria sont plus complexes, et les normes de sécurité comme les exigences en matière d'ingénierie ont été resserrées depuis l'ancienne génération. »

Aussi, le coût total d'achat des quatre sous-marins a augmenté de 812 millions \$ à 900 millions \$, en raison de la consolidation en un seul

budget de plusieurs postes de dépenses reliés à cette acquisition. Neufs, les Victoria auraient coûté de 3 à 5 milliards \$ à la marine canadienne.

Propulsés par des unités diesel-électrique, les quatre Victoria ont été construits à la fin des années 80 et au début des années 90 pour la Royal Navy britannique, qui les a mis en rade en 1994 au profit d'une flotte sous-marine entièrement nucléaire.

PROBLÈMES TECHNIQUES

En raison d'une série de problèmes techniques et de fissures découvertes par les Britanniques, les sous-marins sont toutefois en retard dans leur mise en opération. L'installation des équipements canadiens a donc été aussi retardée.

Le HMCS Windsor, qui devait être prêt en juillet 2001, prendra la mer le mois prochain pour un rodage d'un an. Le HMCS Victoria, qui mouille à Esquimalt (Colombie-Britannique), amorcera ses tests cet été. Le chantier naval de Halifax est à installer des équipements à bord du HMCS Corner Brook, tandis que le HMCS Chicoutimi est toujours en Angleterre.

« Ce sont d'excellents achats malgré tout, assure le capitaine Williamson. Ils seront prêts une fois que nous aurons mis l'armement, les sonars, les radios et l'équipage à l'épreuve, ce qui pourrait prendre encore quelques années. »

La marine rappelle que ces sous-marins sont une pièce importante du dispositif de surveillance maritime et côtier du Canada. Ils peuvent couvrir des milliers de kilomètres carrés avec leurs sonars en passant inaperçus. Ils sont les « caméras cachées » du littoral canadien, pouvant-on lire dans un rapport de la marine. De même, comme leur équipage compte seulement 55 marins, ils coûtent moins chers à l'usage que les destroyers et frégates, qui ont plus de 200 personnes à bord.

Nav Canada a mal rapporté trois incidents graves

WINNIPEG (PC) — Le système de contrôle du trafic aérien canadien n'a pas rapporté correctement trois incidents graves en quatre jours, dont deux écrasements mortels, a rapporté le quotidien *Winnipeg Free Press*.

Selon les documents obtenus par le journal, les gestionnaires de Nav Canada (l'agence responsable du contrôle aérien) non seulement n'ont pas déclenché l'alerte à la suite d'une urgence signalée à bord d'un Airbus de la Northwest Airlines, mais n'ont pas respecté les exigences de signalement pour deux avions portés disparus, entre le 9 et le 12 septembre 2003.

Ces erreurs seraient toutes imputables au bureau régional de Winnipeg de Nav Canada, a précisé le quotidien.

Dans le deuxième cas, un Cessna de Wasaya Airlines s'était abîmé près de Summer Beaver (Ontario), tuant les huit personnes à son bord.

Transports Canada avait appris l'accident cinq heures après qu'il fut survenu.

Quant au dernier cas, l'écrasement d'un Cessna 172 survenu au nord-ouest de l'Ontario, tuant un couple de Britannico-Colombiens, ce sont les médias qui ont rapporté l'avis de recherche.

DÉLAI DÉRAISONNABLE

Le vol de Northwest parti de Detroit en direction d'Amsterdam avait quant à lui été forcé de se poser à Gander (Terre-Neuve) parce qu'un de ses passagers avait eu un sérieux ennuie de santé.

Le porte-parole de Nav Canada, John Morris, a admis que les gestionnaires avaient mis trop de temps à transmettre les renseignements sur ces urgences à Transports Canada. Par contre, il a ajouté que ces retards n'avaient aucunement mis en danger la sécurité des passagers ou compromis l'efficacité des équipes de secours.

Le vice-président de l'Association des contrôleurs aériens, section des Prairies, David Doerksen, a toutefois jugé les délais « quelque peu déraisonnables ».

Montfort transformé en centre de formation

OTTAWA (PC) — Le ministre de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario, George Smitherman, veut que l'hôpital Montfort, à Ottawa, devienne le centre de formation pour toutes les disciplines médicales enseignées aux étudiants francophones de l'Ontario.

M. Smitherman a dévoilé cette vision de l'avenir de Montfort, en fin de semaine, alors qu'il était en visite dans le seul hôpital d'enseignement francophone en Ontario.

Cette déclaration de M. Smitherman a résonné comme de la musique aux oreilles du directeur général de l'établissement, Gérard Savoie. « Présentement, nous pouvons accepter que 35 % des universitaires francophones de l'Ontario qui nous font une demande de stage en médecine, a-t-il expliqué. Les autres doivent malheureusement suivre leur stage dans un hôpital bilingue ou unilingue anglais. Avec le projet d'agrandissement de l'hôpital, nous allons doubler et même tripler la superficie de certains départements. »

L'agrandissement de Montfort devrait être terminé en décembre 2005. Ce projet de 200 millions \$ est financé par le ministère de la Défense nationale, qui déménagera alors son centre de soins de santé pour ses militaires dans la nouvelle aile de l'établissement. Ces rénovations permettront donc d'accueillir de nombreux stagiaires en médecine et en soins infirmiers. « Entre 160 et 180 étudiants francophones gravitent annuellement dans ce programme d'enseignement. Les travaux nous permettront d'accueillir beaucoup plus de ces étudiants chez nous pour des stages. »

DIRECTION DU PARTI CONSERVATEUR

La direction de Magna prêche pour Stronach

■ TORONTO (PC) — Des dirigeants de Magna International incitent les 20 000 employés de l'entreprise à appuyer leur présidente, Belinda Stronach, dans la course à l'investiture du nouveau Parti conservateur, ce qui suscite l'indignation de ses adversaires.

Ces révélations ont été faites au cours du sprint de recrutement avant le vote du 20 mars. Les particuliers avaient jusqu'à dimanche soir avant minuit pour adhérer au parti.

Dans une lettre aux présidents, aux directeurs généraux et au personnel en autorité de l'entreprise, le vice-président exécutif de Magna, Manfred Gings, leur demande de rappeler aux employés que M^{me} Stronach veut devenir la leader du nouveau Parti conservateur, et de distribuer des formulaires d'adhésion à ceux qui sont intéressés.

« Vous trouverez ci-joint une fiche d'adhésion à distribuer aux employés intéressés, peut-on lire dans la note datée du 24 février. J'apprécierais si vous pouviez transmettre un rappel à tous les employés de votre direction dans les derniers jours de la campagne de recrutement. Ils pourront ainsi influencer le cours de notre pays. »

M. Gings est un des deux vice-présidents exécutifs de Magna, une entreprise spécialisée dans les pièces d'auto qui emploie 20 000 personnes et qui a affiché des ventes de 15,3 milliards \$US l'an dernier. M^{me} Stronach est la présidente du conseil d'administration.

Un sondage EKOS-Toronto Star a révélé hier que près de la moitié des électeurs canadiens se disent prêts à considérer la possibilité de voter pour Belinda Stronach si elle devient chef du Parti conservateur du Canada.

Les deux autres candidats au leadership conservateur, Stephen Harper et Tony Clement, font aussi des bons scores avec respectivement 42 et 36 %.

Dans le camp de Tony Clement, rival dans la course à la direction du PC, des responsables ont jugé que cette lettre était « inappropriée » et qu'elle pouvait être assimilée à des pressions indues.

Le coprésident de la campagne de Stephen Harper, John Reynolds, a pour sa part soutenu que l'utilisation des ressources d'une entreprise à des fins partisans était discutable.

Par ailleurs, les équipes des trois candidats s'activaient hier pour faire signer les cartes de membre avant l'échéance. Stephen Harper tentait de conserver son avance, tandis que M^{me} Stronach et M. Clement s'efforçaient de réduire l'écart.

Aucun des clans n'a toutefois voulu préciser combien de cartes avaient été distribuées dans les dernières heures.

« Nous les comptons par milliers », a assuré un des organisateurs de M^{me} Stronach, Geoff Norquay.

Un porte-parole de Tony Clement, Gord Haugh, affirmait pour sa part qu'il pourrait compter sur un grand nombre d'inscriptions d'ici la fin de la journée.

Un membre du comité des règlements du parti, Tim Powers, a néanmoins déclaré qu'aucune cohue de dernière minute n'était attendue.

La semaine dernière, le PC comptait 215 000 membres, soit 50 % de plus que les 142 000 membres que cumulaient l'Alliance canadienne et le Parti progressiste-conservateur avant leur fusion en décembre.

On estimait à 35 000 le nombre de nouveaux partisans qui allaient s'ajouter au cours de la dernière fin de semaine.

Les employés ont reçu une lettre les invitant à appuyer M^{me} Stronach



Le fils de l'ancien premier ministre Pierre Trudeau a voulu dissiper les rumeurs sur une carrière politique ou médiatique imminente en affirmant qu'il voulait retourner enseigner.

Justin Trudeau veut retourner enseigner

TORONTO (PC) — Le fils de l'ancien premier ministre Pierre Trudeau, Justin Trudeau, a affirmé samedi que sa place est en classe: il veut retourner enseigner, dissipant ainsi les rumeurs sur une carrière politique ou médiatique imminente.

Devant un groupe d'enseignants réunis pour le 10th Annual Learning Consortium à Toronto, Justin Trudeau a affirmé qu'il entend retourner à l'enseignement cet automne. Il veut contribuer à changer le monde, et c'est en classe qu'il y arrivera le mieux, croit-il.

« Jamais l'enseignement n'a été aussi important, a affirmé le jeune homme charismatique de 31 ans. J'en sais plus sur le monde que jamais auparavant, mais je n'ai jamais si peu su quoi en faire. »

Il estime que la génération actuelle n'arrivera pas à résoudre les problèmes auxquels le monde fait face. Selon lui, ce ne sont pas les dirigeants et les diplomates qui nous apporteront les solutions.

Il a insisté sur l'importance de redonner le goût d'aller à l'école aux jeunes et de susciter leur espoir.

Justin Trudeau étudie actuellement en génie à l'école Polytechnique de Montréal, mais a été prof en Colombie-Britannique auparavant. Des rumeurs évoquaient même tout récemment qu'il allait prendre le micro d'animateur à la station de radio CKAC de Montréal.

COMMANDITES

Martin reçoit l'appui de Denis Coderre

MONTREAL (PC) — Le premier ministre, Paul Martin, a reçu hier l'appui inconditionnel de son ministre Denis Coderre en ce qui concerne sa gestion du scandale des commandites, lors de l'assemblée d'investiture de celui-ci dans la circonscription de Bourassa, à Montréal.

M. Coderre, qui n'avait pas d'opposant dans sa circonscription, a profité de l'occasion pour comparer le Bloc québécois à un « zoo », et dénoncer « la campagne de salissage » contre les libéraux orchestrée par le chef bloquiste, Gilles Duceppe.

Le ministre doit également déposer dans les prochaines semaines un projet de loi qui va protéger les fonctionnaires qui veulent dénoncer des irrégularités dans leur secteur. Comme le lieutenant politique de Paul Martin au Québec, Jean Lapierre, M. Coderre pense aussi qu'il est maintenant temps « de passer à autre chose ».

M. Lapierre brillait d'ailleurs par son absence lors de l'assemblée d'investiture de son collègue. Il y a quelques années, certaines indiscretions attribuées à M. Lapierre reprochaient à M. Coderre d'avoir habité durant une période de six semaines dans la demeure du président de Groupaction, Charles Boule.

Mais d'après M. Coderre, la relation est excellente entre les deux hommes et M. Lapierre était absent uniquement pour participer à une assemblée d'investiture dans Drummondville.

Denis Coderre a cependant dénoncé les propos de Jean Pelletier à l'égard de Myriam Bédard, affirmant que « c'est dommage, très dommage, mais d'un autre côté, M. Pelletier s'est excusé et c'est maintenant à VIA rail de prendre une décision ».

Stockwell Day candidat du PCC

■ KELOWNA, C.-B. — L'ancien chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, sera candidat du Parti conservateur du Canada lors de la prochaine élection générale. Les militants conservateurs du comté d'Okanagan-Cochichewick, en Colombie-Britannique, l'ont élu comme candidat hier soir. M. Day faisait face à deux adversaires. (PC)

L'UFP veut s'impliquer dans la campagne fédérale

MONTREAL — L'Union des forces progressistes, une formation politique de l'arène québécoise, entend s'impliquer dans la prochaine campagne électorale fédérale. Le porte-parole de l'UFP, Pierre Dostie, a précisé hier qu'il n'était pas question de prendre part à la campagne en tant que parti politique. Mais il a ajouté que l'Union surveille de près la scène fédérale puisque ses répercussions sur le quotidien des Québécois sont énormes. Le groupe de gauche entend interpellier les politiciens, pendant la campagne, sur de nombreux enjeux qui touchent le Québec. (PC)

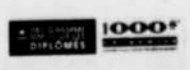
PONTIAC LA PASSION DE CONDUIRE



PAS BESOIN DE TOUT AVOIR POUR TOUT AVOIR.

Plus de chevaux de série que les Civic, Sentra, Focus et Corolla.
La performance Pontiac à petit prix.

- MOTEUR ECOTEC L4 2,2L DE 140HP • GARANTIE LIMITÉE 5 ANS/100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR SANS FRANCHISE
- TRANSMISSION MANUELLE 5 VITESSES GETRAG • SUSPENSION TOURISME • PNEUS 195/70R14 TOUTES SAISONS • BANQUETTE ARRIÈRE REPLIABLE DIVISÉE 60/40 • SACS GONFLABLES AVANT (2) • PHARES ANTIBROUILLARDS • RADIO AM/FM STÉRÉO • ET BIEN PLUS...



L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2004 en stock Sunfire (2JB69/R7A ou 2JB37/R7A). Photos à titre indicatif seulement. Certaines des caractéristiques illustrées sont offertes en option, pour un coût additionnel. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits en sus et payables à la livraison. *Comparaison des modèles de base 2004. **À l'achat, préparation incluse. Transport (900\$), immatriculation, assurances et taxes en sus. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre ni à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

PONTIAC SUNFIRE
2 et 4 portes

10 998\$
à l'achat**

PONTIAC
BUICK
GMC

GM

VIRGINIE

L'explosion d'un cargo fait 3 morts

■ PORTSMOUTH — La garde côtière américaine a suspendu hier soir ses recherches en vue de retrouver les 18 marins portés disparus à la suite de l'explosion d'un chimiquier au large de la Virginie samedi. La garde-côtière américaine n'est pas certaine de reprendre le ratissage ce matin. « Il faut être réaliste : au fur et à mesure que les recherches avancent, il y a de moins en moins de chances de retrouver des survivants », a indiqué le contre-amiral Sally Brice-O'Hara. Battant pavillon de Singapour, le *Bow Mariner*, chargé de 13,2 millions de litres d'éthanol, a explosé samedi soir à 80 km au large de la côte est de la Virginie. Trois hommes sont morts et six autres ont été évacués. Trois des survivants ont pris congé de l'hôpital hier. Les autres étaient dans un état de santé correct et pourraient sortir aujourd'hui. Les autorités poursuivent leur enquête sur les origines de la déflagration. L'explosion s'est produite après un incendie sur le pont du bateau et rien ne laisse croire pour l'instant qu'il s'agirait d'autre chose que d'un accident. Des membres de l'équipage étaient sur le pont au moment de l'explosion, d'autres dormaient, il est donc peu probable qu'ils aient pu enfilier des combinaisons pour se protéger. L'équipage était composé de 24 Philippins et de 3 Grecs. (PC)

186 disparus aux Philippines



L'armée a jugé peu crédible hier la revendication de l'incendie d'un traversier au large de Manille par Abu Sayyaf, jugeant que le groupe extrémiste, affaibli par les opérations militaires, cherchait de la publicité. Par ailleurs, le bilan a été revu à la hausse, à un mort et 186 disparus. Selon les autorités, le feu a été provoqué par une explosion d'origine indéterminée dans la salle des machines. L'armateur du bateau a de son côté déclaré que le nombre des disparus avait augmenté car plus de gens qu'on ne le croyait se trouvaient à bord. Selon Abotiz Transport, 899 passagers et membres d'équipage avaient embarqué à bord du Superferry 14 et non 861 comme d'abord indiqué. Sur ce nombre, 712 ont été secourus et l'un est mort, ce qui laisse 186 disparus. Les garde-côtes avaient auparavant évalué le bilan à 165 disparus. (AFP)

Prisonniers des glaces durant 3 jours

NORTH SYDNEY, N.-É. (PC) — Une véritable odyssée s'est terminée hier à Cap-Breton pour les passagers d'un traversier qui a été bloqué pendant trois jours dans la banquise au large de la Nouvelle-Écosse.

Parti de Terre-Neuve, le *MV Clara and Joseph Smallwood* a finalement accosté au port de North Sydney vers 13 h 30, et ses 85 passagers ont pu débarquer après un voyage de 74 heures.

« Ça s'est bien passé, racontait un passager, Robert Cutler, après avoir mis pied à terre. On a été bien traité. Évidemment, après la première journée, tout était gratuit. »

Le traversier avait quitté Port-aux-Basques à Terre-Neuve, jeudi soir. Normalement, le voyage ne dure que six heures, mais la glace aura rallongé énormément la traversée.

Un autre traversier, le *MV Caribou*, avec 188 passagers à bord, était parti le jour précédent pour se retrouver lui aussi prisonnier de la glace à quelques kilomètres à peine des côtes néo-écossaises.

Un brise-glace de la Garde côtière était alors intervenu pour dégager le navire et tracer un chenal à travers la glace, permettant au *Caribou* d'arriver à destination à 18 h samedi.

Deux brise-glaces ont toutefois été nécessaires pour dégager le *Smallwood*, immobilisé à huit kilomètres des côtes.

Les deux traversiers de la flotte *Marine Atlantic* sont des navires identiques longs comme deux terrains de football et hauts de 165 mètres. Ils ont des lits pour les passagers, la télévision par satellite, des salles de cinéma et plusieurs salons.

Sentra 2004
TOUJOURS PLUS

SI VOUS POUVEZ TROUVER

une autre voiture de qualité

japonaise à **199 \$/mois[†]** avec un

comptant de seulement **995 \$**, un

dépôt de sécurité^{††} de **0 \$**, transport

et préparation compris en location, ou

un financement à l'achat de **2,8 %***

sans aucun paiement pendant **90 jours****,

et comprenant **climatiseur**, jantes de 15 po,

radio am/fm/cd 100 watts à 4 haut-parleurs,

siège du conducteur à 8 réglages, moteur 1,8 litres

126 chevaux, programme pour les diplômés, assistance

routière 24 h, plein d'essence, coussins gonflables avant, essuie-glaces à

balayage intermittent, chauffe-bloc, suspension arrière multibras différentielle,

dossier de banquette rabattable 60/40,

accoudoir sur console centrale,

montre numérique, barres stabilisatrices

(avant et arrière), téléouverture du

coffre et de la trappe de carburant,

carpettes, freins avant à disque ventilé,

témoins de niveau bas de liquide

lave-glace, sécurité-enfants sur les sangles

arrière, pare-choc couleur carrosserie et

PLUS ENCORE !



Modèle 1.8S illustré

DITES-LE-NOUS
QU'ON
L'ACHÈTE!

JUSQU'À 21H LES SOIRS DE SEMAINE[†]

www.nissan.ca 1 800 387-0122

†Location de 60 mois pour la Sentra 1.8 S 2004 avec boîte de vitesses manuelle (C4LG54 BK00), location de 222 \$ par mois pour 60 mois de la Sentra 1.8 S 2004 (C4RG54 AA00) telle qu'illustrée. Acompte ou échange équivalent de 995 \$ pour la Sentra 1.8 S 2004 et la Sentra 1.8 S 2004. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement, toutes taxes comprises, requis à la livraison. ††Pour un temps limité, 0 \$ de dépôt de sécurité. *Taux de financement à l'achat de 2,8 % pour les termes jusqu'à 36 mois. **L'offre « aucun paiement pendant 90 jours » s'applique sur les modèles Sentra 2004 pour les financements à l'achat par services NCFI uniquement. Aucun intérêt pour les premiers 90 jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par l'acheteur. Après 90 jours, il doit payer mensuellement le capital et les intérêts selon les termes prévus au contrat. †††. **Taxes, immatriculation, assurances, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDPRM et frais du concessionnaire en sus sur toutes les offres de location ou d'achat. Transport et préparation (908 \$) en sus sur les offres d'achat. Sur approbation du crédit. Les offres sont d'une durée limitée et peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix moindre. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. †Chez les concessionnaires participants. ††Seuls les modèles de la Sentra 2004 sont admissibles au Programme pour diplômés Nissan. Nissan, le logo Nissan, la signature « Découvrir... » et les noms des modèles Nissan sont des marques de commerce de Nissan.



LE MONDE

EN BREF

ISRAËL État d'alerte

■ JÉRUSALEM — Les services de sécurité israéliens étaient en état d'alerte hier de crainte d'attentats après la liquidation de trois Palestiniens dont deux membres du Jihad islamique, tandis que la justice a suspendu la construction de ligne de séparation près de Jérusalem. Près de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie, un activiste palestinien a été tué lors d'un échange de tirs avec des soldats israéliens. Mohammad Awis, 24 ans, faisait partie des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, un groupe radical armé lié au Fatah de Yasser Arafat. Des renforts de police ont été déployés pour des patrouilles le long de la « ligne verte » qui sépare la Cisjordanie du territoire israélien, à la suite d'un raid aérien qui a coûté la vie près de Gaza à un chef militaire et un activiste du groupe radical Jihad islamique, ainsi qu'à un cousin de ce dernier. Dix personnes ont été blessées dans le raid, dont un enfant de six ans grièvement atteint. Le Jihad islamique, responsable de nombreux attentats anti-israéliens, a averti que le raid israélien ne servirait qu'à durcir sa lutte contre l'occupation israélienne. Tsahal a comme mission d'éliminer le « plus de terroristes possible » avant le retrait de la bande de Gaza. (AFP)

AUSTRALIE

Pays plus modéré ?

■ CANBERRA — Un rapport d'enquête parlementaire conclut aujourd'hui que le gouvernement australien n'avait pas exagéré la menace représentée par les supposées armes de destruction massive irakiennes, estimant que Canberra avait été « plus modéré » que la Grande-Bretagne et les États-Unis, ses partenaires de la coalition. Le document a toutefois recommandé qu'une deuxième enquête indépendante soit ouverte pour juger les performances des services de renseignements australiens après la fin du conflit irakien. David Jull, président de la commission chargée de rédiger le rapport est membre du Parti libéral du premier ministre John Howard... L'Australie a envoyé 2000 soldats en Irak. (AP)

BERMUDES

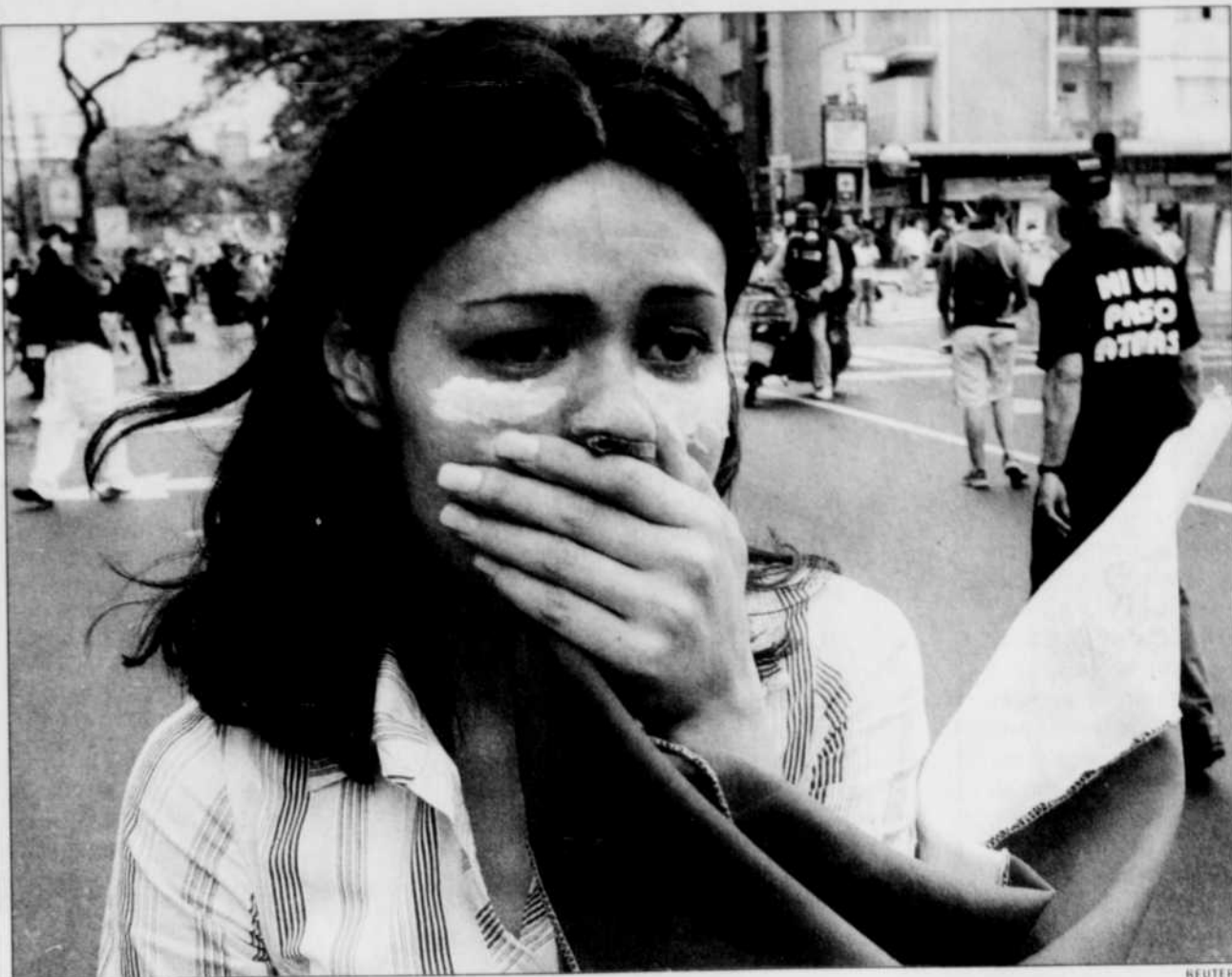
De l'indépendance

■ HAMILTON — Estimant que les Bermudes ne seront jamais une véritable démocratie tant qu'elles demeureront une colonie britannique, le premier ministre des Bermudes, Alex Scott, a déclaré hier que son gouvernement allait entreprendre des discussions en vue d'en proclamer éventuellement l'indépendance. S'adressant à une réunion de son parti de centre-gauche, le Parti travailliste progressiste, M. Scott a ajouté que les insulaires devront envisager de séparer politiquement le territoire de 56 kilomètres carrés, situé dans l'Atlantique, de la Grande-Bretagne. Le parti de M. Scott, qui fait la promotion de l'indépendance des Bermudes depuis longtemps, a pris le pouvoir en 1998 avec la promesse de tenir un référendum sur la question. En 1995 toutefois, 75% des habitants de l'archipel avaient voté pour le maintien des liens avec la Grande-Bretagne. Les 62 000 habitants des Bermudes ont l'un des niveaux de vie les plus élevés au monde, avec une économie fondée sur les transactions internationales et le tourisme. Il n'y a non plus ni taxes ni impôts à payer. Le gouvernement est pour l'essentiel libre dans ses actions, mais il doit s'en remettre à Londres pour les décisions en matière de sécurité et de politique extérieure. (AP)

SUISSE

Sus aux mines !

■ GENÈVE — Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se félicite aujourd'hui des progrès accomplis dans l'élimination des mines antipersonnel, cinq ans exactement après l'entrée en vigueur de la Convention sur leur interdiction totale. Jusqu'ici, 141 États ont adhéré à la Convention et les autres pays se sont engagés sur le plan politique à éliminer totalement les mines antipersonnel dans les années à venir, précise le CICR dans son communiqué. Au cours des cinq dernières années, 116 États ont détruit toutes leurs mines antipersonnel, soit un total de 31 millions de mines éliminées. Dans les régions, où la Convention a été pleinement mise en œuvre, « le nombre de nouvelles victimes enregistrées a chuté de deux tiers, voire plus », précise le CICR. (AFP)



Une opposante au président Chavez se protège contre l'effet des gaz lacrymogènes lancés à Caracas.

Hugo Chavez n'est pas J.-B. Aristide

Le président du Venezuela met en garde l'opposition

■ CARACAS (AFP et AP) — Le président du Venezuela, Hugo Chavez, a mis en garde hier l'opposition, qui réclame son départ et organise des manifestations dans certains quartiers de Caracas, affirmant qu'il n'allait pas partager le même sort que l'ancien président d'Haïti, Jean-Bertrand Aristide.

« Je dois dire à ceux qui prétendent ou voudraient prétendre appliquer au Venezuela la formule d'Haïti que le Venezuela n'est pas Haïti et qu'Aristide n'est pas Chavez, ni Chavez Aristide », a déclaré le président vénézuélien devant quelque 60 000 partisans rassemblés hier dans le centre de Caracas. « L'État est prêt à appliquer les mesures nécessaires dans le cadre de la Constitution et de la loi pour vaincre les groupuscules violents et terroristes que l'opposition est devenue », a également déclaré M. Chavez.

DÉSŒBEISSANCE CIVILE

« Nous n'allons pas tolérer leurs attaques contre la paix publique », a-t-il ajouté. Depuis vendredi, quatre personnes ont trouvé la mort lors de manifestations de l'opposition, qui dénonce les

manœuvres du pouvoir pour empêcher la tenue d'une consultation populaire permettant de révoquer le mandat de Hugo Chavez, réélu en 2000 pour six ans.

Les partisans de Chavez ont manifesté hier dans les rues de Caracas alors que les forces de l'ordre dispersaient plusieurs rassemblements d'opposants au pouvoir évoluant dans une ère de désobéissance civile. Au moins trois personnes ont été blessées dans ces violences.

Le Conseil électoral national du Venezuela a repoussé hier sa décision, attendue pour ce jour, concernant la validité de la pétition parrainée par l'opposition demandant l'organisation d'un référendum. Plus de 3,4 millions de personnes ont signé le document.

Le directeur du Conseil, Jorge Rodríguez, a expliqué que l'annonce de la

décision était reportée à aujourd'hui pour éviter que de nouvelles violences n'éclatent.

Devant ses partisans, Hugo Chavez a raillé hier l'intervention américaine dans les affaires vénézuéliennes. « Le but (de cette manifestation) est de dire non à l'intervention yankee », a-t-il lancé.

Dans le même temps, les gardes nationaux ont utilisé des gaz lacrymogènes contre des opposants au pouvoir qui empiétaient des pneus et des déchets en feu près d'une place dans l'est de Caracas.

Un soldat, un cameraman et un policier ont été blessés par balles, selon la police. Les opposants à Hugo Chavez ont également organisé des rassemblements dans les villes de Maracaibo et de Barquisimeto, dans l'ouest du Venezuela.

Le gouvernement avait organisé cette manifestation de soutien à Hugo Chavez en réponse aux heurts qui ont opposé vendredi des partisans de l'opposition aux gardes nationaux. Ces violences avaient fait un mort et une quarantaine de blessés.

L'espionnage rend Annan muet

■ NEW YORK, Nations unies (AFP) — Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a refusé hier de commenter les affirmations d'une ex-ministre britannique selon lesquelles il aurait été espionné par la Grande-Bretagne avant le déclenchement de la guerre en Irak.

« Mon porte-parole a dit tout ce qu'il y avait à dire à ce propos et je n'ai pas de commentaires supplémentaires à faire », a-t-il dit hier soir à CNN. « Je vais continuer de faire mon travail de la manière dont je le fais » aujourd'hui.

M. Annan serait « déçu » si ces affirmations se révélaient fondées, avait indiqué jeudi son porte-parole, Fred Eckhard. « C'est effectivement illégal », avait-il ajouté. L'ancienne ministre britannique du Développement international, Clare Short, qui avait dé-

missionné pour protester contre la guerre, a affirmé à la BBC que les services secrets britanniques avaient placé M. Annan et d'autres responsables de l'ONU sur écoute téléphonique avant le lancement en mars 2003 de la guerre contre l'Irak par les États-Unis et la Grande-Bretagne.

D'autre part, Londres a nié hier que le procureur général, Peter Goldsmith, ait changé son avis sur la légalité d'une guerre en Irak pour rassurer les chefs militaires, alors que les appels à

la publication intégrale de cet avis se sont multipliés.

L'Attorney general Goldsmith — à la fois procureur général et ministre chargé de conseiller le gouvernement en matière de justice — aurait été obligé de revoir son avis « équivoque » afin de convaincre les responsables des forces armées britanniques de la légalité d'une guerre sans une résolution de l'ONU autorisant le recours à la force, a affirmé hier l'Observer.

Selon l'Independent on Sunday, M. Goldsmith avait développé, entre novembre 2002 et janvier 2003, des positions proches du Foreign Office, jugeant qu'un feu vert clair de l'ONU était nécessaire pour assurer la légalité de la guerre.

Le 11 sep. à partir de l'Espagne

MADRID (d'après AFP) — Les derniers préparatifs des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont été réalisés en Espagne, selon le quotidien El País d'hier, qui cite des sources des services secrets américains.

Les « derniers détails » des attentats ont été décidés au cours d'une réunion qui s'est déroulée du 9 au 17 juillet à Tarragone, dans le nord-est de l'Espagne, a déclaré aux services secrets américains Ramzi Binalshibh, arrêté en 2002 au Pakistan et considéré comme le N° 2 du réseau Al-Qaida.

Ce témoignage a ensuite été transmis aux services secrets espagnols, selon le journal.

Lors de ce « sommet terroriste », où participaient trois autres islamistes, l'Égyptien Mohammed Atta, considéré comme le chef des commandos suicides, a discuté avec Ramzi Binalshibh « des principaux aspects des attentats pour que celui-ci les transmette à la direction d'Al-Qaida en Afghanistan ».

Après cette réunion « mi-août 2001 », Atta a transmis par Binalshibh la date exacte des attentats.

Quatre jours avant les attaques suicides, Binalshibh est repassé par l'Espagne, « a récupéré un faux passeport et a fui pour Kaboul ».

Le passeport a été fourni par Khaled Madani, un Algérien de 33 ans écroué jeudi dernier en Espagne pour collaboration avec Al-Qaida.

Lundi 23 février, Madani avait été arrêté dans l'est de l'Espagne en même temps qu'un autre Algérien, Moussa Laouar, également écroué pour les mêmes raisons.

Selon ces informations, la direction d'Al-Qaida ne connaissait pas la date exacte des attentats avant fin août début septembre, soit quelques jours avant.

OUI à la loi fondamentale de l'Irak

BAGDAD (d'après AFP) — Les membres du Conseil de gouvernement transitoire irakien sont arrivés à l'aube, ce matin, à un accord sur la loi fondamentale qui doit être officiellement signée mercredi, ont indiqué deux responsables irakiens.

« Nous venons de terminer notre réunion. La loi fondamentale est achevée. Nous sommes arrivés à un accord et il y a un consensus sur chaque point », a déclaré Entifadh Qanbar, représentant au Conseil du chef du Conseil national irakien (CNI), Ahmad Chalabi.

« Les discussions sont finies et il n'y a plus aucun problème. C'est une réalisation de taille », a affirmé de son côté Mahmoud Osmane, membre du Conseil de gouvernement, ajoutant que le texte sera officiellement signé « mercredi, après la fin de l'Achoura », le deuil chiite.

La loi fondamentale est censée régir l'Irak pendant la période transitoire, jusqu'à la tenue d'élections générales, prévues en principe fin 2004 ou début 2005. Son élaboration a donné lieu à de laborieuses discussions entre les 25 membres du Conseil, mis en place par les États-Unis, en raison de divergences sur la place de l'islam dans la loi et le fédéralisme.

« L'islam sera une source (de la législation) et il n'y aura aucune loi contre l'islam », a dit M. Qanbar, affirmant que les droits de tous les Irakiens seraient respectés. Les islamistes s'opposaient sur cette question aux représentants de courants laïcs du Conseil.

Pas d'issue en vue sur le nucléaire coréen

■ SÉOUL (d'après AFP) — Quatre jours d'intenses pourparlers à Pékin n'ont débouché sur aucune perspective de voir la Corée du Nord renoncer à l'arme nucléaire dans un avenir proche, ont déclaré hier des analystes.

Du moins une rupture brutale a-t-elle été évitée et les six pays qui se sont retrouvés jusqu'à samedi pour la deuxième fois en six mois dans la capitale chinoise ont décidé de se revoir avant la fin juin et de former entre-temps un groupe de travail.

Des délégués ont estimé que cela représentait un léger progrès, contrastant avec la première session qui n'avait débouché sur aucun résultat et qui avait été marquée par des échanges acrimonieux.

Mais sur le fond, les États-Unis et la

Corée du Nord se sont campés sur leurs positions. Pyongyang continue de n'offrir qu'un gel de son programme nucléaire au plutonium et nie poursuivre une filière secrète à l'uranium enrichi. Le régime stalinien exige en outre des concessions immédiates des É.-U. en contrepartie d'un gel.

Du côté américain, l'administration Bush exige toujours le démantèlement complet, vérifiable et définitif des programmes nord-coréens avant tout début de normalisation.

« Les discussions n'ont pas donné de

réels résultats et n'ont fait que confirmer que la négociation allait traîner longtemps », a déclaré Kang Seung-Yoon, spécialiste de la Corée du Nord à l'Université de Dongguk à Séoul.

Scott Snyder, qui représente à Séoul la Fondation Asia, regroupant des experts américains, estime lui aussi que les pourparlers ont donné raison à ceux qui n'en attendaient pas grand chose, même si Américains et Coréens du Nord ont pu mieux se comprendre.

Selon les analystes, Pyongyang a adopté comme stratégie de conserver dans sa manche la carte du programme à l'uranium enrichi, la filière secrète à l'origine de la crise qui dure depuis 16 mois. Le régime stalinien continue d'en nier publiquement l'existence, mais, lors des discussions,

la Corée du Nord a demandé : « Si nous avions un tel programme, et que nous le reconnaissons, qu'obtiendrions-nous en échange de son démantèlement ? » souligne M. Snyder.

Pour M. Kang, Kim Jong-il a choisi d'abattre ses cartes une à une. La Corée du Nord « fait la distinction dans la question nucléaire entre programme au plutonium, activités nucléaires pacifiques et uranium enrichi pour obtenir le maximum des États-Unis et des autres pays », dit-il. M. Snyder juge que Pyongyang a réussi un coup de propagande en semblant être prêt à négocier, tandis que les États-Unis se montraient rigides. Le régime a ainsi pu jouer de la volonté de la Chine et des autres participants d'éviter une rupture du dialogue.

ÉDITORIAL

Président et Éditeur ALAIN DUBUC
Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
Directeur de l'édition JEAN-MARC SALVET
Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

La parole de Paul Martin

Le premier ministre Paul Martin a 23 jours pour démontrer que sa promesse de collaboration avec les provinces prendra une forme concrète au cours de la prochaine année. Et ses homologues provinciaux, notamment Jean Charest, ont le même délai pour faire la preuve que le Conseil de la fédération a une influence réelle. Le budget fédéral du 23 mars sera un test important.

M. Martin avait charmé ses homologues provinciaux au dîner du 30 janvier au 24, Sussex. Depuis, ils ont l'impression d'avoir été trompés.

Au cours de la rencontre, le premier ministre avait confirmé le versement du 2 milliards \$ pour la santé, promis par Jean Chrétien, mais il avait allégué que le surplus fédéral pour l'année ne serait que de 2,5 milliards \$. Or deux semaines plus tard, le ministère fédéral des Finances a annoncé que son surplus serait de 5,2 milliards \$ pour les neuf premiers mois de l'année financière! Comment expliquer un tel écart? Est-il plausible que M. Martin, ait ignoré, le 30 janvier, que son surplus dépassait de très loin les 2,5 milliards \$ annoncés? C'est difficile à croire.

Cette affaire a entaché gravement le climat de confiance que M. Martin cherchait à instaurer avec les provinces. La semaine dernière, à Vancouver, les premiers ministres provinciaux ont haussé le ton et exigé que le budget fédéral du 23 mars allonge un autre 2 milliards \$ pour la santé au cours du prochain exercice budgétaire.

Dans les circonstances, leur démarche est raisonnable, d'autant plus que les surplus annoncés par Ottawa ne tiennent même pas compte de l'économie de quelques milliards \$ réalisée par le fédéral dans le dernier calcul de la péréquation. Au 31 mars, c'est un surplus de 10 ou 11 milliards \$ dont disposera M. Martin.

Les 2 milliards \$ versés au dîner du 24, Sussex, avaient été consentis par Jean Chrétien. L'appart du nouveau premier ministre reste donc encore à démontrer. Comme on dit en anglais, *Put your money where your mouth is*.

Le rapport Romanov, commandé par Ottawa, demandait que la participation financière du gouvernement fédéral à la santé, soit progressivement portée à 25 % de la facture totale. Selon les provinces, cette participation baissera de 17 à 16 % au cours de la prochaine année.

La révision à la hausse des surplus fédéraux pour l'année 2003-2004, marquée par la guerre en Irak, le SRAS, la vache folle, le conflit sur le bois d'œuvre, la grande panne d'électricité et la hausse du dollar, permet de croire que les revenus du gouvernement central seront bien meilleurs en 2004-2005.

S'il veut restaurer la confiance, M. Martin doit faire un geste, tout comme il a su le faire avec les villes. Le premier ministre a promis de mettre plus d'argent dans la santé, et doit rencontrer ses homologues à l'été pour discuter de solutions permanentes au sous-financement des réseaux. On peut comprendre son hésitation à engager le gouvernement dans de nouveaux versements récurrents aux provinces. Mais dans l'attente de solutions à long terme, et surtout s'il se dirige vers un surplus d'une dizaine de milliards \$ cette année et encore plus en 2004-2005, il peut, à tout le moins, renouveler l'aide que M. Chrétien avait accordée l'an dernier.

Le gouvernement central a parfaitement le droit de contester l'existence d'un déséquilibre fiscal. Mais personne ne peut nier la situation budgétaire difficile des provinces. M. Martin ne ferait que respecter la parole donnée en s'y montrant sensible dès son premier budget. S'il le fait, il lui sera beaucoup plus facile d'obtenir ensuite la collaboration de ses homologues. Une collaboration dont il aura besoin en campagne électorale et durant son premier mandat. S'il est réel.

PROCÈS DE ROBERT GILLET...



CHRONIQUE POLITIQUE

Alcoa: le mal est fait

J'ai demandé il y a déjà quelques semaines à un visiteur bien au fait de la dimension économique des relations internationales quels étaient selon lui les principaux handicaps du Québec pour recevoir une si faible part des investissements étrangers au Canada. Du tac au tac, il a répondu le faible «sens de l'État» de nos dirigeants politiques. Pas les lacunes dans la formation de notre main-d'œuvre ou les problèmes liés à la langue ou aux réseaux de transport. Plutôt le niveau de fiabilité de nos politiciens. Et voilà cet Européen lancé dans des commentaires épiques sur la volte-face du gouvernement Charest au nez du numéro un mondial de l'aluminium, Alcoa (Aluminium company of America) une entreprise fondée il y a 110 ans chez nos voisins immédiats et plus gros partenaires, les États-Unis. Cette désinvolture le laissait pantois.

Mon interlocuteur s'est vite rallié à mon argument qu'il était tout aussi irresponsable de la part de Bernard Landry d'avoir promis à Alcoa, en pleine campagne électorale, 175 mégawatts additionnels à bas prix pour son projet de Baie-Comeau et 500 mégawatts pour celui de Deschambault, dans Portneuf, un congé fiscal de 10 ans et un prêt sans intérêt de 10 ans, qu'il était peu *fair-play* de la part de Jean Charest d'avoir renié l'engagement de son prédécesseur à tête de l'État. Les manquements au «sens de l'État» se sont déroulés en deux temps; la turpitude du premier jus-

tifiant dans ce cas celle du second.

Le gouvernement du Parti québécois était si pressé d'annoncer des mégaprojets dans ses tentatives pour arracher sa réélection qu'il a vendu à bon marché de l'électricité qu'il n'avait pas et subventionné à tour de bras le plus gros géant mondial de l'aluminium pour faire miroiter du travail pour 12 000 travailleurs pendant la période de construction des usines, étalée jusqu'en 2010. Les projets de transformation secondaire et tertiaire de l'aluminium au Québec par la suite générant des emplois permanents restent toujours aussi vagues.

Des négociations intensives se sont poursuivies ces derniers jours pour sauver les projets d'Alcoa. Il y avait une volonté politique certaine d'en arriver à une entente après une révision des modalités convenues sous le gouvernement Landry, assurait-on au ministère des Ressources naturelles, même si le ministre Sam Hamad était en vacances à l'étranger la semaine dernière pendant que des discussions étaient dans une phase cruciale à la fois dans le dossier Alcoa et celui de la Gaspésie. La date butoir du 29 février avait été fixée avec les autorités d'Alcoa. Cette dernière a aussi besoin de ces deux développements, des investissements de 2,2 milliards \$, pour consolider sa position dans le marché. Il y avait donc tout lieu de croire qu'un compromis pourrait être trouvé.

Des dommages auront néanmoins été causés à la réputation du Québec comme terre d'accueil des grands investis-

seurs. Alcoa est une multinationale présente dans 42 pays. Ses administrateurs proviennent de tous les horizons, comme dans toutes ces grandes multinationales, afin de refléter les diverses régions du globe où elles sont présentes. Chacun d'eux a un réseau tentaculaire de partenaires d'affaires et de connaissances parmi les plus grands de la finance. Des personnages d'un tel niveau siègent généralement au sein de plusieurs conseils d'administration simultanément. Le bouche à oreille est important dans ces milieux. Que dira-t-on des façons de faire au Québec-Canada où la parole donnée, pas même une signature, n'est garante d'un engagement ferme de l'État?

Il ne faut pas s'étonner dans ce contexte des façons de faire cavalières de la direction d'Alcan, pourtant une concurrente, qui n'a pas prévenu préalablement le premier ministre du Québec de l'annonce d'une fermeture d'usine au Saguenay. À *cowboy, cowboy* et demi. Nos politiciens fédéraux n'ont d'ailleurs pas beaucoup plus de respect pour la signature de leurs prédécesseurs. Les libéraux à Ottawa ont déjà promis de déchirer le premier traité de libre-échange avec les États-Unis et Jean Chrétien a annulé par pure partisanerie le contrat d'achat d'hélicoptères pourtant indispensables conclu par son prédécesseur, Brian Mulroney.

Si nos dirigeants politiques ne développent pas davantage ce «sens de l'État», gage de stabilité et de continuité, et qui caractérise les dirigeants d'État gardiens d'un héritage universellement respecté, le Québec restera dans les ligues mineures dans l'attraction d'investissements étrangers.



J.-Jacques Samson

JJSamson@lesoleil.com

CARREFOUR DES LECTEURS

Enlevez ce calice...

Nous sommes bien fragiles devant la réalité! Pourtant, le film de Gibson ne fait que montrer ce qu'a été le supplice d'un homme qui a subi toutes ces atrocités. D'après l'histoire, Jésus a été flagellé puis, par dérision, on lui a placé une couronne d'épines sur la tête. Après tous ces traitements, il a dû porter un morceau de bois jusqu'au lieu de sa crucifixion. On l'a humilié, on a craché sur lui, on s'est moqué de lui durant toute cette marche forcée. C'est ça la réalité! La flagellation veut dire que la chair se fend et que d'horribles plaies apparaissent. Et l'homme qui a porté sa croix était évidemment ensanglanté. Et que dire de la mise en croix. Les mains et les pieds attachés et des clous qui y sont plantés. C'est la mort lente par asphyxie. C'est l'humiliation suprême. C'est la peine atroce des parents et des amis qui sont témoins de cette mort. C'est tout ça que Jésus a vécu! Pourquoi a-t-on tellement de difficultés à voir cette réalité en pleine face? C'est la première fois qu'un cinéaste montre les dernières heures de Jésus telles qu'elles se sont écoulées. C'est probablement pour la même raison que nous n'accepterions pas de voir les derniers jours des milliers d'enfants qui meurent de faim à chaque jour. Là encore, il n'y a rien de physiquement beau. Nous sommes comme Jésus qui demandait qu'on enlève ce calice de ses yeux.

Jacques DeCoster
Sillery



L'intervention de Myriam Bédard dans le dossier du scandale des commandites a été saluée par des lecteurs.

Chrétien ou non, osez

La Passion du Christ, quel chef-d'œuvre! Violent, oui, mais quelle démonstration inconditionnelle de l'amour de Jésus pour les hommes jusqu'à la fin. Dans les douleurs et l'humiliation, il a continué à aimer ses persécuteurs jusqu'à donner sa vie pour eux. Voilà pour moi, une dimension de l'amour qui est impossible pour l'homme. Tous ceux intrigués par le film, peu importe que vous soyez chrétien ou non, de grâce osez le visionner! Si vous êtes disposés à faire preuve d'ouverture, sans préjugés ni attentes, vous serez surpris de la multitude de ques-

tions que ce film soulève, en sa faveur ou non. Pour ma part, ce film m'a bouleversé et j'ai pleuré. Par cette violence, j'ai vu le sacrifice d'un homme et combien il nous a aimé!

Marie-Hélène Brown
Cap-Rouge

Myriam Bédard est crédible

J'ai trouvé très rafraîchissant l'intervention de Myriam Bédard dans le dossier du scandale des commandites. Il existe au moins une personne au Canada qui a eu connaissance de malver-

sations et qui a de la mémoire. Tout ce qu'on voyait dans ce dossier, c'étaient des personnes qui n'ont rien vu malgré leurs fonctions ou encore, qui ne se souvenaient pas de ce qui s'était passé. M^{me} Bédard a une crédibilité certaine et je crois chacun de ses propos. Elle a eu beaucoup de classe en se tenant loin de personnes qui sont partie intégrante du scandale et elle a su réorganiser sa vie professionnelle. Jean Pelletier était chef de cabinet de Jean Chrétien pendant toutes ces années et il doit en savoir de bons petits bouts, à moins que sa mémoire ne soit défaillante.

Normand Bellefeuille
Saint-Nicolas

Se former ici, pratiquer ailleurs

Le Québec est l'endroit en Amérique du Nord où le coût des études est le plus bas. Or, plusieurs personnes qui sont formées ici, à très bas prix, vont ensuite pratiquer leur profession ailleurs. Souvent, ces gens sont aussi ceux qui profitent des formations les plus coûteuses. Comment s'assurer que notre investissement reste chez nous? Comment éviter de former des médecins, des architectes ou des professeurs d'université à grands frais pour les États-Unis? Un des moyens envisageables serait de faire payer des frais de scolarité plus élevés, et reflétant mieux les coûts réels de chaque programme scolaire, tout en accordant

une aide financière proportionnelle mais remboursable par le gouvernement dans les années de vie active subséquente. Par exemple, le médecin qui pratique sa profession verrait sa dette éliminée par le gouvernement au bout de 10, 12 ou 15 ans... Celui qui décide de partir avant le terme aurait une portion à remettre à chaque année. Personnellement, je suis fier d'un système qui favorise l'égalité des chances pour tous, mais à condition que cela fasse avancer notre société et non enrichir des individus qui font le choix d'aller profiter ailleurs. Reste à savoir si l'administration d'un tel programme ne coûterait pas plus cher que ce qu'il rapporterait...

Jean Beaudet
Montréal

ÉCRIVEZ-NOUS!

Vous voulez réagir à une question d'actualité, exposer votre point de vue, commenter un débat public, faire part d'une réflexion ou témoigner d'une expérience personnelle? Écrivez-nous à opinion@lesoleil.com

Adresse postale:
Carrefour des lecteurs,
Journal LE SOLEIL,
925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547,
Succ. Terminus, Québec, G1K 7J6
Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit de réviser et d'abréger ces lettres au besoin.

OPINIONS

L'ÉTAT DU QUÉBEC (9)

La fonction publique de l'État n'a pas le monopole des services publics

Régulièrement, depuis octobre, LE SOLEIL présente à ses lecteurs un portrait unique du Québec, un état des lieux qui le compare avec la situation qui prévaut dans d'autres provinces canadiennes ou d'autres pays de l'OCDE. Dans le neuvième volet de cette série rédigée par l'Observatoire de l'administration publique de l'ENAP, les chercheurs observent que la fonction publique n'a pas le monopole des services publics.

Contrairement à une opinion largement répandue dans la population, tout service public n'est pas nécessairement le produit immédiat de l'action des fonctionnaires de l'administration gouvernementale. Dans toutes les provinces canadiennes, la fonction publique de l'État est certes, dans tous les cas associée aux processus de décisions du gouvernement et du Parlement, mais cette implication n'a trait qu'au rôle de « soutien et conseil à l'autorité constituée » que les conventions ou les règles de fonctionnement confèrent à ce groupe particulier de travailleurs du secteur public. L'histoire enseigne qu'il en est tout autrement pour la production et la distribution des biens ou des services publics.

Un service public est obligatoirement épargné de toute forme de discrimination de vacuité et d'arbitraire

Dans le système politique canadien, tous les États partagent une notion de services publics, confirmée par la jurisprudence, qui repose sur trois principes : l'égalité des citoyens en situation d'exiger le même service, la continuité du service et la transparence. Ainsi, un service public est-il obligatoirement épargné de toute forme de discrimination, de vacuité et d'arbitraire. Qu'il agisse de sa propre initiative ou à la demande d'un citoyen, le dispensateur d'un service public est donc tenu de protéger les droits de son interlocuteur et d'en promouvoir activement l'exercice en conformité avec la finalité des lois qui les régissent.

Concrètement, lorsqu'un État décide, en vertu de l'intérêt général, d'accorder ou de maintenir le statut public à un bien ou à un service, le gouvernement a toute latitude pour choisir comment et par qui ce produit sera rendu disponible et accessible aux citoyens qui y ont droit. À cet effet, les Conseils des ministres des provinces canadiennes disposent théoriquement de cinq options : un ministère, un organisme public (offices, régies, agences, sociétés, etc.) jouissant d'une marge d'autonomie administrative, une structure publique à vocation territoriale (municipalités), une entreprise privée à but lucratif ou non lucratif et enfin une instance supraprovinciale, voire supranationale, publique ou privée.

CINQ OPTIONS

Redoutant une intrusion déstabilisante du palier fédéral, les gouvernements des provinces peuplées, dont le Québec, optent traditionnellement pour une des quatre premières solutions. Ils le font en s'entourant d'un certain nombre de précautions : l'assurance, par exemple, que les objets corporatifs, les pouvoirs et les ressources de l'entité publique permettent de conduire les actions requises ; ou encore la prescription d'indicateurs de performance et de normes de contrôle pour encadrer les activités d'une organisation infraétatique publique ou d'une entité du secteur privé à but lucratif ou non.

Dans le cadre d'une politique publique, le gouvernement demeure toutefois le seul acteur responsable devant le Parlement, c'est-à-dire qu'il doit assumer les obligations de prévenir, d'agir à temps, le cas échéant de réparer, et de rendre compte de ses actions ou omissions. Pour garantir la qualité des produits et le respect des standards d'accessibilité requis, il applique, parfois concurremment, l'un ou l'autre des quatre procédés suivants :

□ fixer dans une loi les paramètres d'action du producteur des services : une approche généralement suffisante quand la production et la livraison du bien ou du service sont confiées à une entité de droit public (municipalités, organismes ou sociétés publiques) ;

□ imposer par une loi des normes et des modalités précises pour les processus de production, d'offre et de transaction d'un bien ou d'un service public : une formule souvent jugée nécessaire lorsqu'une entité de droit



Au cours de la dernière décennie, les provinces ont fortement innové dans leur manière d'attribuer la responsabilité de produire et de livrer les biens et les services publics.

privé ou un membre d'une corporation professionnelle sont en cause ;

□ contribuer partiellement, financièrement ou techniquement, au fonctionnement de l'entité dispensatrice en contrepartie de l'imposition de contraintes : un procédé habituellement utilisé au Québec lorsqu'un organisme sans but lucratif est appelé à offrir des services d'intérêt public ;

□ intervenir au plan de la demande, en réglementant le marché de l'acquisition d'un bien ou d'un service public ou en fournissant à la population les moyens financiers, en aménageant la fiscalité par exemple, de les acquérir.

Depuis le milieu des années 90, plusieurs gouvernements provinciaux ont décidé de s'en remettre au secteur privé

Au contraire, un gouvernement qui ne juge pas pertinent d'édicter des règles spécifiques de qualité ou d'accessibilité pour un bien ou un service en impartit la production et la livraison soit sous forme de dévolution à l'endroit d'une instance publique dont les dirigeants sont soumis à un contrôle démocratique (ex. municipalités, commissions scolaires), soit sous forme de privatisation au profit d'une structure d'économie libérale ou d'économie sociale soumise aux lois générales qui encadrent le libre marché.

ORGANISMES PUBLICS

Au cours de la dernière décennie, toutes les provinces canadiennes ont fortement innové dans leur manière d'attribuer la responsabilité de produire et de livrer les biens et les services publics.

On s'est tout d'abord préoccupé d'améliorer la gestion des biens et des services publics confiés aux ministères. Dans chaque État de la fédération, ces structures centrales ont amorcé l'assimilation d'une nouvelle culture et de nouvelles pratiques de gestion centrées sur les résultats, notamment en rapprochant leurs coûts de production de la satisfaction de leurs citoyens-clients. Une véritable révolution dans un univers acquis depuis toujours à une gestion administrative d'esprit juridique. Au Québec, la maîtrise de ces valeurs et méthodes trouve sa forme organisationnelle la plus achevée dans la passation entre le ministre et l'unité administrative d'une convention de performance et d'imputabilité respectueuse des standards de la Loi sur l'administration publique.

On a ensuite eu largement recours,

toujours durant la même période, à la création « d'organismes ou sociétés publiques » auxquels le législateur a accordé une marge d'autonomie pour l'administration et la gestion, voire parfois pour le financement de certaines activités d'intérêt public. Cependant, les risques financiers ou politiques encourus de cette formule ont entraîné, dans chaque province, une multiplication des mesures gouvernementales et parlementaires d'encadrement, de contractualisation et de reddition des comptes. Partout, la préoccupation est de trouver une voie d'équilibre entre la recherche de la performance économique et le respect des hauts standards de transparence et d'éthique attendus du secteur public.

Parmi les risques supputés dans les rapports de vérification publics, on relève l'affectation de fonds publics à des priorités autres que celles du gouvernement et du Parlement, la souscription d'emprunts au-delà des limites approuvées, les carences déontologiques d'une partie du personnel, la médiocre consolidation des états financiers au regard des standards des rapports financiers du gouvernement et enfin l'opacité des conditions d'imputabilité de l'organisme ou de la société publique. Autant d'écueils qui obligent dorénavant les gouvernements à prévoir explicitement par loi, comme c'est le propre d'un État de droit, les pouvoirs adéquats pour remédier à des situations déplorables et appliquer des sanctions lorsque nécessaire.

Finalement, depuis le milieu de la décennie 90, plusieurs nouveaux gouvernements provinciaux en quête d'efficacité et convaincus de l'existence de limites structurelles inhérentes au secteur public ont jugé préférable de s'en remettre au secteur privé. Leur argumentaire, inspiré des modèles américain et britannique, invoque tout à la fois un intérêt public aux besoins (anciens ou nouveaux) jugés incommensurables, surtout en infrastructure, des États paupérisés car limités ou privés de revenus autonomes ou des administrations publiques incapables d'exercer des métiers devenus hautement techniques et qui évoluent rapidement.

Parmi les plus fervents partisans de ce modèle de « délégation de services publics », figure le Canadian Council for Public-Private Partnership, créé à Toronto en 1993. Influencé, écouté par de nombreux élus hors Québec, il préconise un concept de partenariat public-privé (PPP ou « 3P »). Il ne s'agit ici ni de promouvoir une privatisation des services publics, le marché et l'accroissement des bénéfices des actionnaires n'étant pas les seules référen-

ces ; ni, pour l'autorité publique, d'encourager la simple passation d'un marché public auprès d'une entreprise privée, pratique que les provinces maîtrisent généralement depuis longtemps puisqu'elles consacrent sans trop de problèmes à cette forme d'externalisation, pour satisfaire leurs besoins propres de fonctionnement, de 25 à 30 % de leur budget annuel de dépenses.

RESPECT DES DROITS

Plus complexe, la délégation de la production et de la distribution des services publics au secteur privé implique trois partenaires, l'État, l'entreprise et les citoyens, et se doit de respecter les droits de chacun.

L'équilibre entre les champs de responsabilités et les obligations de l'État et de l'entreprise (OBL ou OSBL), et donc l'efficacité d'un tel mode de gestion, résulte de la combinaison appropriée de plusieurs critères : l'intérêt public du service ou de l'équipement qui fait l'objet du partenariat, l'existence de liens contractuels durables entre l'État et le délégataire ainsi qu'un engagement de ce dernier envers les usagers, la délimitation des espaces d'autonomie du concessionnaire, le transfert à son profit, si besoin est, de prérogatives publiques, l'organisation des contrôles et, surtout, l'assise de la rémunération du délégataire à partir des revenus provenant des usagers. Sur ce dernier point, la tendance est à l'instauration d'un partage des risques et des bénéfices entre concédant et concessionnaire de manière à équilibrer, pour le moins, les recettes et les coûts.

Dès lors, dans les champs de compétence des provinces, on conçoit aisément que ces conditions soient plus faciles à réunir dans le domaine des infrastructures ou de la distribution à

caractère commercial et industriel, comme celles de l'eau, de l'électricité ou autres ressources énergétiques, des transports, de l'offre touristique, etc., mais en revanche difficiles à respecter pour les services à caractère social ou sanitaire et encore plus épineux dans les domaines régaliens : sécurité, justice ou relations intergouvernementales.

Adopter un code des délégations de gestion des services publics, qui prenne en compte les principes du service public, les règles des marchés internationaux et qui prévoit à la fois la conduite des acteurs et les recours en cas de litige apparaît aujourd'hui, dans tout régime parlementaire de gouvernement responsable, un moyen essentiel pour appliquer et développer cette formule. La Colombie-Britannique, l'Alberta et le Nouveau-Brunswick s'y sont appliqués, pour resituer la notion dans leurs champs de compétences, rappeler les contraintes juridiques et dessiner un cadre éthique de la gestion déléguée qui garantissent la prise en compte de tous les paramètres et, notamment, des sources de financement et une rentabilité acceptable pour le concessionnaire.

Cette démarche s'inscrit en contrepoint de la mobilisation unanime des administrations publiques pour fournir aux citoyens des services de qualité au moindre coût. Enrôlement prévu dans des lois organiques qui les a conduites, simultanément, à préciser leurs pratiques contractuelles internes et à renforcer leurs contrôles et la transparence entourant la communication des résultats.

Pour communiquer avec l'Observatoire : Danielle Landry : (418) 641-3000, poste 6574 ; télécopieur : (418) 641-3057 ; courriel : danyelle.landry@enap.ca ; site Internet <http://enap.ca/observatoire>.

SERVICES PUBLICS PAR PROVINCE (AOÛT 2003)

	N.-BRUNS.	QUÉBEC	ONTARIO	ALBERTA	COL.-BRIT.
Population	750 594	7 487 200	12 238 300	3 153 700	4 148 500
Superficie (terre et eau douce) km ²	72 908	1 542 056	1 076 395	661 848	944 735
Ministères	20	19	24	24	21
Entités assimilées (Ex. secrétariats)	(3)	(5)	(5)	(3)	(5)
Organismes gouvernementaux (Bureaux, commissions, offices, conseils, fonds, organismes fiduciaires, sociétés publiques (dont les sociétés d'État), tribunaux administratifs, etc. dotés de statuts permanents)	67	210	316	106	171
Municipalités (cités, villes, villages, etc.)	103	1 113	446	323	156

TABLEAU LE SOLEIL

Emplois et élections américaines: des démocrates protectionnistes

■ WASHINGTON (d'après AFP)

— Les prétendants démocrates à la Maison-Blanche font vibrer la corde protectionniste pour mobiliser les électeurs, dans un contexte propice de faiblesse persistante du marché du travail et de délocalisations.

Avec une perte nette de 2,3 millions d'emplois sous la présidence du républicain George W. Bush, et la lenteur de la reprise à en créer de nouveaux, ce sujet va être au cœur de la campagne présidentielle, et les démocrates entendent l'exploiter au mieux, souligne Brink Lindsey, un économiste du CATO Institute, un centre privé de recherche.

«Le moyen le plus sûr de tirer un avantage électoral de cette hémorragie d'emplois, attribuable surtout à la récession et aux gains de productivité (...), est d'accuser la concurrence étrangère», souligne-t-il.

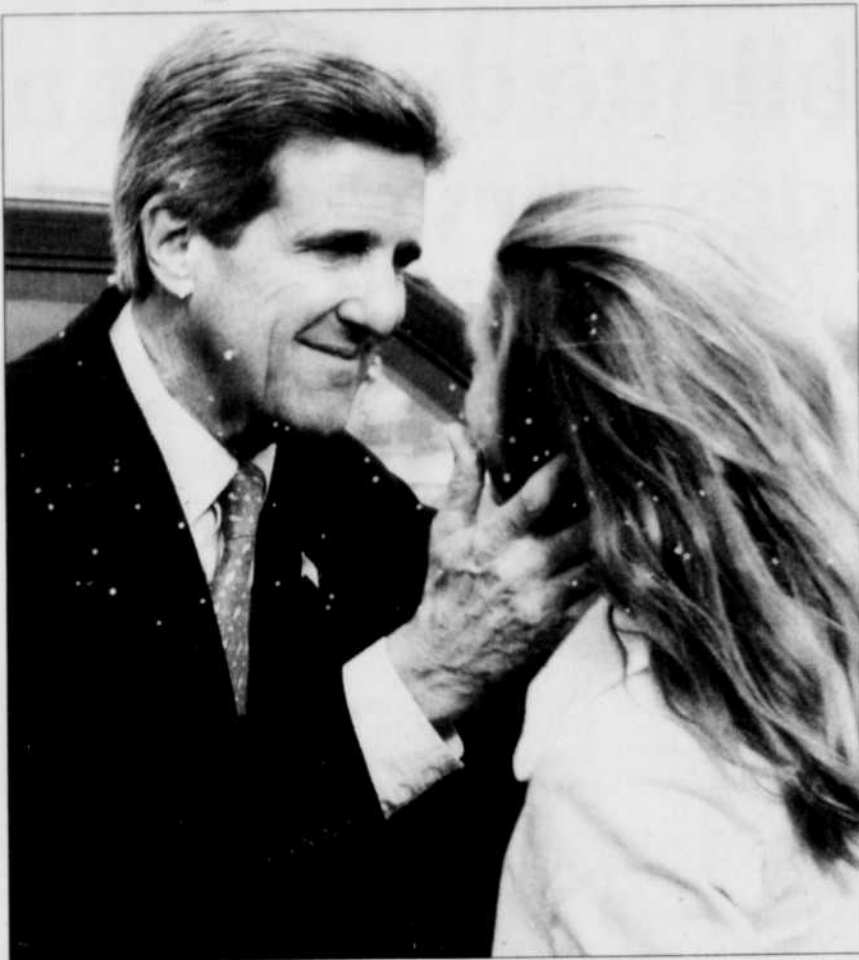
Le président Bush avait augmenté les tarifs douaniers sur les importations d'acier avant les législatives en 2002 afin d'aider les candidats républicains dans les États sidérurgiques, rappelle cet économiste.

Les deux principaux aspirants démocrates en lice pour la présidentielle du 2 novembre, les sénateurs John Kerry, nettement favori pour l'investiture de son parti, et John Edwards, n'hésitent pas aujourd'hui à critiquer les affres de la mondialisation pour mobiliser les salariés des États industriels victimes des transferts d'emplois manufacturiers vers les pays à bas salaires.

Ce phénomène affecte également, depuis peu, des postes qualifiés et bien rémunérés dans les services, comme l'informatique.

John Edwards, issu d'une famille ouvrière de la Caroline du Sud, est celui des deux dont la rhétorique protectionniste est la plus intense.

Cette tactique vise surtout à se dé-



Le favori des démocrates pour la présidentielle du 2 novembre, John Kerry, embrasse sa fille Vanessa alors que celle-ci vient l'aider dans sa campagne.

marquer de M. Kerry dans la course à l'investiture démocrate, qui connaît demain une étape décisive avec des scrutins dans 10 États.

M. Edwards rappelle que son rival a voté en 1993 au Sénat en faveur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre les États-Unis, le Canada et le Mexique.

«Si j'avais été alors au Sénat, j'aurais été contre l'ALENA», martèle le sénateur, en soulignant avoir voté après son élection à la Chambre haute contre tous les accords de libre-

commerce, contrairement à John Kerry. Edwards concède s'être seulement prononcé en faveur de l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Bien que plus mesuré, ce dernier, qui a toujours affiché sa foi dans le libre-échange, dénonce aussi les délocalisations et promet de chercher «à réviser les accords commerciaux et d'éliminer les incitations fiscales aux entreprises pour exporter des emplois». Ces remèdes sont aussi proposés par M. Edwards.

Défaite historique des socio-démocrates de Schroeder à Hambourg

■ HAMBURG (d'après AP) — Le Parti social-démocrate du chancelier Gerhard Schroeder a subi une défaite électorale historique, hier, lors des élections locales de Hambourg. L'opposition bénéficie du mécontentement provoqué par le programme de réformes et de réduction des avantages sociaux du gouvernement.

Selon les résultats officiels, le SPD a obtenu 30,5% des suffrages, contre 36,5% en 2001, et les chrétiens-démocrates (CDU) 47,2% des voix, contre 26,2% lors du dernier scrutin. Les Verts ont amélioré leur score, mais pas suffisamment pour aider le SPD à battre les conservateurs.

Cette élection permet à la CDU de conserver le pouvoir dans cette ville du nord de l'Allemagne dirigée par Ole von Beust. Le parti du chancelier Schroeder enregistre son score le plus bas depuis la guerre à Hambourg, ville-État de 1,7 million d'habitants, bastion des sociaux-démocrates ravi en 2001 par les chrétiens-démocrates, qui se sont alliés à un nouveau petit parti populiste et aux libéraux du FDP.

«C'est vrai qu'avec notre politique fédérale, nous n'avons pas été capables d'apporter beaucoup de soutien à Hambourg», a reconnu à Berlin Franz Muentefering, leader du Parti social-démocrate.

Le scrutin d'hier était le premier d'une série de 14 élections locales, des Länder, ou européen cette année en Allemagne. Même si le résultat n'a pas été aussi mauvais que certains sondages le prédisaient, les dirigeants sociaux-démocrates ont reconnu que la réforme limitée de l'État-Providence décidée par Gerhard Schroeder n'avait pas aidé.

Les lois entrées en vigueur le 1^{er} janvier ont facilité les licenciements pour les petites entreprises et réduit les indemnités de chômage. Et les Allemands ne sont pas contents de devoir désormais déboursier 10 euros pour la première consultation du trimestre chez le médecin, alors qu'ils ne payaient rien auparavant.

Le débat se poursuit toujours pour savoir qui doit être exempté de ces mesures.

«C'est une longue année électorale, c'est un signal», s'est réjouie Angela Merkel, la présidente de la CDU.

Scrutin printanier en Inde

NEW DELHI (d'après AFP) — Des élections législatives anticipées auront lieu en avril et mai en Inde où le gouvernement nationaliste est persuadé de l'emporter grâce à la détente avec le Pakistan et au boom de l'économie.

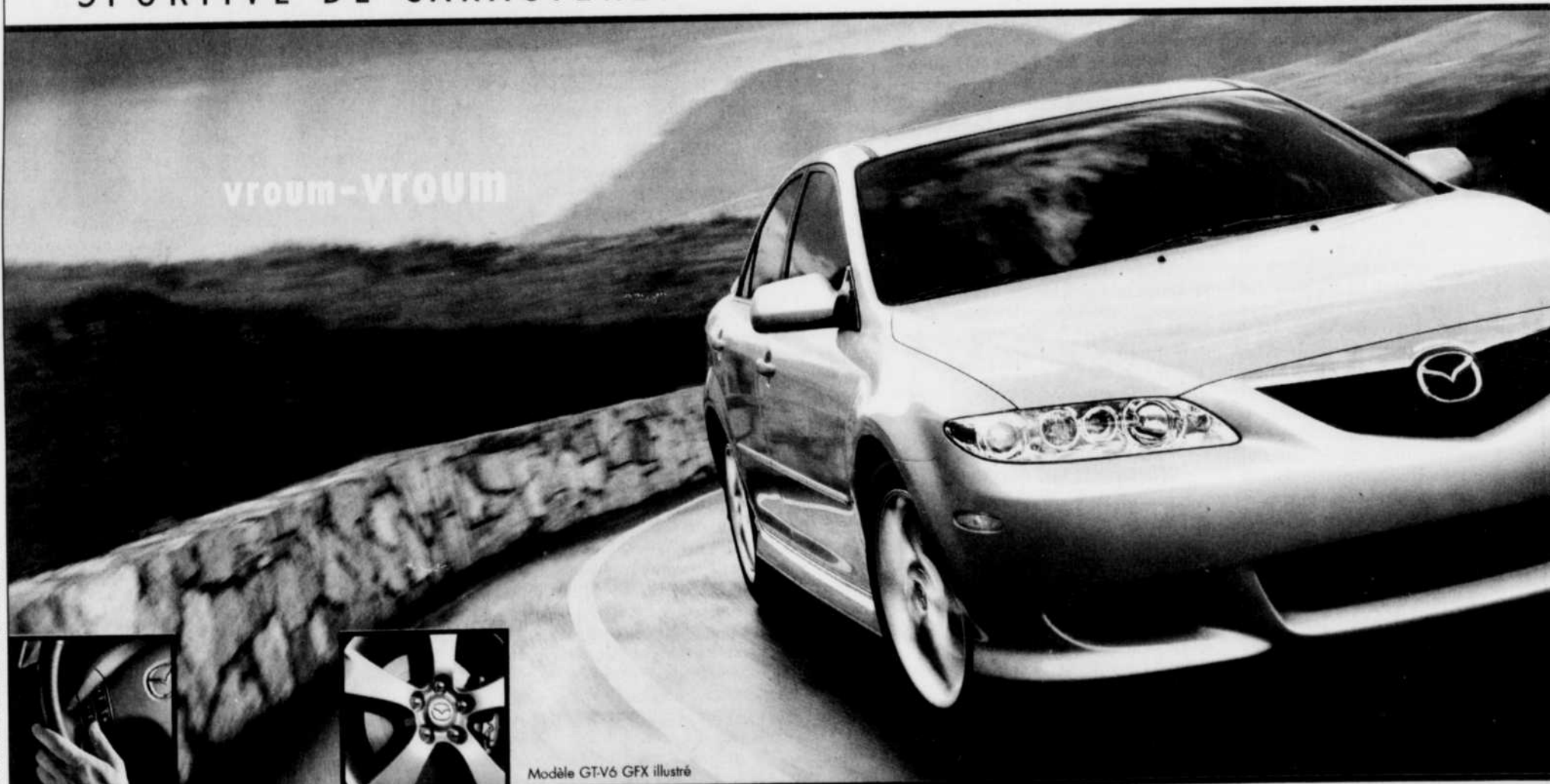
Quelque 675 millions d'inscrits sont appelés à voter en quatre étapes sur trois semaines, les 20 et 26 avril et les 5 et 10 mai, avant l'arrivée de la mousson dans la plus grande démocratie du monde, a annoncé hier le chef de la

commission électorale, T.S. Krishnamurthy.

Les résultats sont attendus pour le 13 mai, le décompte étant facilité par un vote entièrement informatisé.

La chambre basse du Parlement fédéral avait été dissoute début février à l'initiative des nationalistes hindous du premier ministre Atal Behari Vajpayee, 79 ans, pour permettre au gouvernement, qui a le vent en poupe, de provoquer des élections six mois avant terme.

FIABLE DE NATURE. SPORTIVE DE CARACTÈRE.



MAZDA 6 GS 2004

- Moteur 4 cylindres de 2,3 L et 160 ch avec calage variable des soupapes • Boîte manuelle surmultipliée 5 vitesses de série • Freins antiblocage avec système de répartition de freinage électronique • Système antipatinage • Barres stabilisatrices avant et arrière • Radio AM/FM avec lecteur de CD • Rétroviseurs extérieurs chauffants • Climatiseur
- Téléverrouillage • Antidémarrage • Banquette arrière à dossier 60/40 rabattable avec leviers de dégagement rapide • Moteur V6 de 3,0 L et 220 ch disponible

ACHETEZ À PARTIR DE **24 395\$¹** — OU — LOUEZ À PARTIR DE **289\$** par mois, pour 48 mois²
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 2 295\$

Prix AJAC Voiture de l'année
Meilleur véhicule à
vocation familiale 2004



Gagnante de
70 prix internationaux

★★★★★
Indice de sécurité le plus élevé
lors d'impact*

Toujours «Coup de cœur»
«elle est ultrasportive tout en étant pratique»
Le Guide de l'auto 2004

**PRÊT
À ROULER**

NOTRE ENGAGEMENT VOUS CERTifie QUE VOTRE NOUVELLE MAZDA EST INSPECTÉE, REÇOIT DES PROTÈGE-TAPIS ET UN PLEIN D'ESSENCE À LA LIVRAISON.
GARANTIE LEADERSHIP MAZDA Garantie complète de 3 ans ou 80 000 km et de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe métropolitain.
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA Réservez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.



mazda
www.mazda.ca

LOCATION
Bourgeois
MAZDA

PROGRAMME
MAZDA POUR
LES DIPLOMÉS

Vous trouverez beaucoup **plus** chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLOMÉS.
Offre réservée aux particuliers et présentée par les Mazda GS 2004 (modèle 04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/92/93/94/95/96/97/98/99/00/01/02/03/04/05/06/07/08/09/10/11/12/13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36/37/38/39/40/41/42/43/44/45/46/47/48/49/50/51/52/53/54/55/56/57/58/59/60/61/62/63/64/65/66/67/68/69/70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/82/83/84/85/86/87/88/89/90/91/9

L'EST ET LA CÔTE-NORD

Chandler déprime

Le niveau de consommation baisse comme si tout le monde craignait pour son emploi

GILLES GAGNÉ
Collaboration spéciale

■ CHANDLER — L'incertitude caractérisant l'avenir de la papeterie Gaspésia a fait chuter de façon draconienne le niveau de consommation des gens de la région de Chandler, même chez ceux qui ont un revenu stable dans une autre profession qu'à l'usine et qui n'ont rien à craindre pour leur emploi.



Sylvie Lefebvre, proprio du restaurant Smoked Meat



Gilbert Amacha, propriétaire de Stéréo Plus à Chandler

Sylvie Lefebvre, propriétaire du restaurant Smoked Meat, a vu sa clientèle chuter de plus de la moitié dès l'arrêt des travaux de modernisation de l'usine, le 30 janvier. Elle pense que l'économie locale est encore plus touchée que lors de la fermeture de la papeterie Gaspésia par Abitibi-Consolidated, en 1999.

«Les gens ne sortent plus. C'est plus mort qu'en 1999. Le monde a eu tellement peur qu'il ne sort plus. On est passés d'une situation merveilleuse, où les deux ans de construction allaient nous remonter pour rattraper les années de 1999 à 2002, où les gens d'ici étaient tellement contents de voir autant de monde à Chandler, à une situation de déception totale», remarque M^{me} Lefebvre.

Gilbert Amacha, propriétaire de Stéréo Plus à Chandler, remarque quant à lui que le marasme économique s'installe même chez ceux qui ne dépendent pas du tout de l'avenir de la Gaspésia.

«Nous sommes passés d'une situation où nous venions de vivre deux bonnes années, contrairement à des collègues dans l'électronique ailleurs au Québec, à des journées où on s'ennuie dans le magasin. Des gens qui ont un bon emploi au gouvernement ne consomment plus. C'est psychologique», note-t-il.

«AVOIR CONFIANCE»

Sylvie Lefebvre a acheté son restaurant en avril 1999. Il fallait avoir de l'audace pour le faire, il y a cinq ans, alors que des rumeurs de fermeture permanente se mêlaient à d'autres rumeurs d'investissement pour moderniser une moitié de l'usine. Depuis un an et demi, elle avait adapté

son rythme au surplus de travail occasionné par la présence de 700 travailleurs de la construction, dont la moitié ont établi pension dans sa ville.

«On commençait à 4 h du matin. Les déjeuners étaient servis à 4 h 45. J'avais des clients qui mangeaient ici matin, midi et soir, à l'année. Depuis un mois, le déjeuner commence à 6 h, on a perdu la moitié des diners et les trois quarts des soupers», explique la restauratrice.

Elle refuse, comme presque tout le monde à Chandler, de croire qu'il n'y aura pas de «repreneur» pour l'usine, dans laquelle 312 millions\$ ont été injectés pour la moderniser. Sa liquidation a été ordonnée vendredi parce que ses partenaires refusent d'investir les 450 millions\$ requis pour compléter sa modernisation, apparemment 265 millions\$ de plus que prévu.

«Il faut avoir confiance; c'est impossible de fermer cette grosse boîte-là. Le monde est tellement déçu. Il faut que ça reparte, sinon Chandler deviendra une ville déserte», conclut M^{me} Lefebvre.

Même si elle n'est arrivée à Chandler que depuis quatre mois, Anne-Marie Tellier, directrice à la clientèle de Papiers Gaspésia, une responsabilité de haut niveau, se considère chez elle en Gaspésie et redoute l'idée de quitter, ce qu'elle devra peut-être faire si aucune compagnie privée ne réinvestit dans la papeterie. Elle refuse de croire au pire.

«Je fais partie d'une équipe extraordinaire, qui travaille en harmonie. Je refuse d'en parler au passé tellement, lorsqu'on sépare l'aspect construction de l'usine, ça allait bien. Nous étions en avance sur tout. Dans l'industrie, on nous disait que nous avions un bijou dans les mains. Nous avons monté une équipe humaine très très affaires, orientée sur les résultats, profondément ancrée sur la performance, avec un souci constant d'avoir notre monde à cœur», explique M^{me} Tellier.

Elle a laissé d'autres opportunités professionnelles de côté pour devenir, c'est elle qui emploie le mot, «gaspésienne». Sa maison est à vendre à Boucherville.

«J'étais sur le point de faire venir les enfants. Je n'attendais que la fin de l'année scolaire. Je suis très attachée à la région, à l'implication sociale. On voit immédiatement les répercussions de la suspension des travaux. Je ne sais pas ce qui arrivera au cours des prochains jours pour mon emploi. C'est tellement un beau projet», raconte-t-elle.

Le président du syndicat des travailleurs de la Gaspésia, Denis Luce, appuie les propos d'Anne-Marie Tellier au sujet de la qualité de l'équipe de gestion qui avait été créée dans les secteurs ne touchant pas la construction.

«Je n'ai jamais vécu un climat aussi harmonieux au niveau des relations de travail avec la direction de l'usine. Sur ce point, Denis Beauséjour (président-directeur général de Papiers Gaspésia) avait réussi à créer une atmosphère très humaine», assure M. Luce.

«Les gens ne sortent plus. C'est plus mort qu'en 1999»



Denis Luce, président du syndicat des travailleurs de la Gaspésia

BAIE-SAINT-PAUL

Centre d'accueil mis en quarantaine

Une épidémie d'influenza force à l'isolement une cinquantaine de résidents d'un centre pour personnes âgées

SYLVAIN DESMEULES
Collaboration spéciale

■ BAIE-SAINT-PAUL — Le centre d'accueil Pierre-Dupré, à Baie-Saint-Paul dans Charlevoix, a été mis en quarantaine en raison d'une épidémie d'influenza de type A, isolant du même coup la cinquantaine de personnes âgées qui y résident.

«Nous parlons de quelques cas positifs et quelques autres suspectés. Nous avons aussi appelé le personnel qui aurait été en contact avec les gens malades», a déclaré Jacques Lapointe, directeur de garde au Centre hospitalier de Charlevoix.

«La mesure fait en sorte que les résidents ne peuvent recevoir de visites de l'extérieur pour éviter la propagation de la grippe», ajoutait M. Lapointe.

En après-midi hier, une trentaine de membres du personnel avaient été vus par les médecins, et aucune des personnes âgées atteintes ne présentait de complications.

Communément appelée grippe, l'in-

fluenza est une infection des voies respiratoires causée par un virus. Forte fièvre, maux de tête, perte d'appétit, toux sèche, transpiration, frissons, courbatures, fatigue et faiblesse accompagnent généralement l'influenza.

La grippe affaiblit aussi la capacité de l'organisme à combattre d'autres infections, pouvant ainsi entraîner une pneumonie ou une bronchite. Enfin, elle peut aggraver les troubles médicaux comme le diabète, les maladies des poumons, du cœur ou des reins, et le cancer.

Le nombre de décès dus à la grippe ou à ses complications varie chaque année, mais se situe entre 500 et 1500.

EN BREF

Sur la même longueur d'onde

■ BAIE-COMEAU — Le syndicat des employés de l'aluminium de Baie-Comeau et le groupe de leaders socioéconomiques qui travaille pour que se concrétise la modernisation pour 1 milliard \$ de l'aluminerie Alcoa sont maintenant sur la même longueur d'onde. Le syndicat avait pourtant inquiété, jeudi, lorsque son président, Denis Bérubé, avait déploré ne pas être inclus dans le groupe. M. Bérubé avait aussi décrié l'idée d'un fonds d'innovation de 25 millions\$, disant préférer que le gouvernement oblige Alcoa à faire de la deuxième transformation de l'aluminium à Baie-Comeau. Après une bonne rencontre, les deux parties ont émis un communiqué affirmant qu'elles poursuivent les mêmes objectifs, soit la sauvegarde des 225 emplois qui seront perdus dans la foulée de l'éventuelle modernisation, et la prospérité de la Manicouagan. Les négociations entre Qué-

bec et la compagnie devaient théoriquement se terminer hier, mais elles se poursuivront jusqu'au 11 mars. S.P.

BELLEDUNE

La FQM demande un moratoire

■ La Fédération québécoise des municipalités a adopté une résolution d'appui aux municipalités de la baie des Chaleurs dans le dossier de l'incinérateur de Belledune, au Nouveau-Brunswick. La FQM demande au gouvernement fédéral d'imposer d'urgence un moratoire sur les travaux de construction de l'incinérateur de déchets toxiques présentement en cours. L'organisme soutient qu'Ottawa possède un pouvoir discrétionnaire pour intervenir si un projet risque d'avoir des impacts néfastes sur l'environnement. La FQM exige une étude indépendante d'impact sur l'environnement et la santé, et la tenue d'audiences publiques sur le projet. (P.C.)



SUBARU

LA TOUTE NOUVELLE IMPREZA 2,5 TS BERLINE



Valeur, sécurité et performance

- Traction intégrale symétrique
- 2,5 litres - 165 ch
- Freins ABS aux 4 roues
- Climatiseur
- Roues 16po en alliage d'aluminium
- Transmission manuelle à 5 rapports
- Phares aérodynamiques et profilés
- Régulateur de vitesse
- Stéréo AM/FM/CD
- Système d'entrée sans clé avec bouton de panique
- Et plus encore...

OFFRE SPÉCIALE DE LANCEMENT

POSSIBILITÉ DE FINANCEMENT
À L'ACHAT À PARTIR DE

0%
IMPREZA
2,5 TS BERLINE 2004

FAITES VOTRE CHOIX!

22 995\$
P.D.S.F.

PRIX IMBATTABLE



Conçues pour la route, équipées pour la vie

- Traction intégrale symétrique
- 2,5 litres - 165 ch
- Freins ABS aux 4 roues
- Climatiseur
- Roues 15po en acier avec enjoliveurs pleine grandeur
- Transmission manuelle à 5 rapports
- Phares aérodynamiques et profilés
- Régulateur de vitesse
- Stéréo AM/FM/CD
- Système d'entrée sans clé avec bouton de panique
- Et plus encore...

POSSIBILITÉ DE FINANCEMENT
À L'ACHAT À PARTIR DE

0%
IMPREZA
2,5 TS FAMILIALE 2004

Lévis Subaru

4980, boul. de la Rive-Sud
Lévis
(418) 833-1960

Acadia Subaru

boul. de la Capitale
Sortie Pierre-Bertrand
Québec
(418) 681-6000

Option Subaru

2505, Henri-Bourassa
Québec
(418) 648-9518

Vachon Subaru

1093, boul. Vachon N
Sainte-Marie de Beauce
(418) 387-7510

www.subaru.ca



SUBARU

*Pour le modèle Impreza 2.5 TS Berline 2004 5 vitesses (4F1TS) et pour le modèle Impreza 2.5 TS Familiale 2004 5 vitesses (4G1TS): P.D.S.F. (Prix de détail suggéré du fabricant). Transport et préparation 1295\$. Taxes en sus. Le prix de vente du concessionnaire peut être inférieur. Immatriculation (selon variables du consommateur), assurances, taxes sur les pneus neufs (17\$) et autres taxes en sus. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (46\$) en sus. **Financement à l'achat à partir de 0%, disponible sur les modèles Impreza TS 2004 (4F1TS, 4G1TS). Sujet à l'approbation de crédit par Compagnie de Service de Financement Automobile Primus Canada. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire Subaru. Offre valide jusqu'au 31 mars 2004.



L'agent Jim Galloway

ALBERTA

Un agent de la GRC meurt dans une fusillade

SPRUCES GROVE, Alberta (PC) — Une opération policière déclenchée dans le but de raisonner un homme barricadé dans un quartier résidentiel près d'Edmonton a tourné au drame samedi après qu'une fusillade eut éclaté. Le suspect, ainsi qu'un agent de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), ont tous deux perdu la vie au terme du tragique incident.

Le caporal Jim Galloway, âgé de 53 ans, qui travaillait dans la région de Sherwood Park est mort sur les lieux mêmes du drame alors que le suspect de 39 ans a été déclaré mort après avoir été transporté à l'hôpital.

«Tous ceux qui ont participé à cette opération sont affligés par la douleur relativement aux décès du caporal Galloway et de l'individu au centre de l'altercation, a indiqué le caporal Wayne Oakes. L'incident sera revu, étudié et analysé au complet.»

Des voisins ont souligné que le suspect avait emménagé dans le quartier depuis quelques années seulement.

APPEL D'UNE VOISINE

Les policiers sont débarqués à Spruce Grove, une petite municipalité située à l'ouest d'Edmonton, après avoir reçu un appel d'une femme qui disait avoir aperçu un véhicule qui semblait avoir un trou de balle devant la maison du suspect.

«Au moment où des policiers se penchaient sur ces allégations, un citoyen du voisinage a prévenu les agents de la paix de quitter les environs, a précisé le constable Craig Albers. Les agents ont alors appris qu'un homme armé et nerveux se trouvait à l'intérieur de la résidence.»

Un périmètre de sécurité a immédiatement été érigé. Certaines résidences avoisinantes ont été évacuées alors que les policiers ont demandé à d'autres citoyens de se réfugier dans le sous-sol de leur demeure pour des raisons de sécurité.

Les agents de la GRC ont pu discuter avec le malheureux qui leur a dit qu'il souhaitait quitter la maison. Les policiers lui ont répondu que c'était impossible, mais l'homme s'est dirigé vers son véhicule, et c'est à cet instant précis que la fusillade a éclaté.

Traîné sur 14 km après une collision

■ SPRINGFIELD, Virginie — Le conducteur d'un véhicule utilitaire sport a heurté un homme et l'a traîné sur une distance de près de 14 kilomètres jusqu'à sa résidence, hier, selon la police. Le corps de la victime serait resté pris dans le système de suspension avant du véhicule. Josuel Galdino, 25 ans, de Lorton, a été accusé d'homicide pour avoir conduit son véhicule avec les facultés affaiblies, et de délit de fuite. Galdino a lui-même communiqué avec les policiers pour leur dire que le corps d'un homme était pris sous son véhicule. Selon une porte-parole du comté de Fairfax, Sophia Grinnan, la victime est Fitsum Gebreegziabher, 27 ans, de Woodbridge. L'homme a été happé par le véhicule de Galdino alors qu'il sortait de son propre véhicule pour changer un pneu crevé. (AP)

La neige paralyse l'Europe

■ MADRID — De fortes chutes de neige, parfois accompagnées de vents violents, ont paralysé ou perturbé la circulation au cours de la fin de semaine dans plusieurs régions de l'Europe, particulièrement le nord de l'Espagne. Les autres zones les plus touchées étaient le nord de l'Italie, l'ouest de l'Allemagne, le sud de la Pologne, le centre et le nord-ouest de la Croatie. En France, la situation restait difficile dans l'Ouest. En Espagne, les intempéries persistaient dans la moitié nord du pays pour la troisième journée consécutive. Le nord de l'Italie a été paralysé par de fortes chutes de neige qui ont affecté les régions de Bologne et de Florence. La Campanie, dans le sud du pays, a elle aussi été frappée. De fortes chutes de neige et des vents violents y ont endommagé de nombreuses maisons. (AFP)

À huit ans, il permet l'arrestation de voleurs

LAVAL (PC) — Le courage d'un petit bonhomme de huit ans a permis l'arrestation d'un voleur qui tentait de s'enfuir avec plus de 50 000 \$ de bijoux du commerce de ses parents, à Laval cette fin de semaine.

Âgé de huit ans, Georges Tarakjian a eu la présence d'esprit d'appuyer sur le bouton d'alarme lorsqu'il s'est aperçu que des voleurs s'en prenaient à sa mère. Si ce n'avait été de la rapidité de Georges, personne ne serait venu à son

secours ni à celui de sa mère, brutalisée et séquestrée par les voleurs, et les malfaiteurs auraient pris la fuite sans être ennuyés. Les employés et les clients des commerces voisins n'ont rien entendu ni vu de la scène.

Araxie Tarakjian, la propriétaire de la bijouterie Lys d'Or et la mère de Georges, raconte que deux individus sont entrés dans son commerce vers 10 h 30. L'un d'entre eux cherchait un cadeau pour sa petite amie.

Lorsqu'elle a traversé son comptoir pour leur faire voir des montres, l'un d'eux l'a agrippée puis lui a mis un couteau sous la gorge en lui disant : «Si tu bouges, je te tranche la gorge!» Pour prouver qu'il était sérieux, le voleur lui a lacéré deux doigts avec son couteau.

«J'essayais de dire à Georges de peser sur le bouton d'alarme à travers le ruban sur ma bouche.» Mais Georges, qui suivait la scène dans une autre pièce sur

un moniteur, avait déjà déclenché l'alarme de lui-même. Il savait ce qu'il fallait faire, a dit sa mère. Après avoir menacé de s'en prendre à Georges, les malfaiteurs ont sorti deux grands sacs dans lesquels ils ont enfoui les bijoux.

Celui qui transportait les bijoux a eu une surprise en sortant du commerce : les policiers arrivaient en trombe. Il a laissé les deux sacs dans l'entrée de la bijouterie et s'est enfui. Il a été repéré et arrêté quelques rues plus loin.

CLEF D'OR: MEILLEUR VÉHICULE UTILITAIRE SPORT INTERMÉDIAIRE

- L'ANNUAL DE L'AUTOMOBILE 2004



GMC ENVOY SLE 4X4 • Moteur Vortec L6 4,2L de 275 HP • Boîte automatique 4 vitesses à surmultipliée
Climatisation à deux zones • Portes, vitres et rétroviseurs chauffants électriques • Têtedéverrouillage
Roues de 17 po en aluminium • Pont différentiel autobloquant

358 \$/mois
terme de 48 mois à la location

OU **0% FINANCEMENT À L'ACHAT***

MOTEUR 5 CYLINDRES EN LIGNE PLUS PUISSANT QUE N'IMPORTE QUEL V6 DANS SA CATÉGORIE



298 \$/mois
terme de 48 mois à la location

OU

3,9% FINANCEMENT À L'ACHAT*

GMC CANYON • Moteur Vortec 3500 L5 de 220 HP • Boîte automatique 4 vitesses à surmultipliée • Climatiser • Régulateur de vitesses • Pont différentiel autobloquant • Radio AM-FM stéréo avec lecteur CD et 6 haut-parleurs

DES PERFORMANCES ÉNERGIQUES... POUR UN VÉHICULE SUPERBEMENT ÉQUIPÉ... EDMUNDS.COM



258 \$/mois
terme de 48 mois à la location

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

OU

0% FINANCEMENT À L'ACHAT*

PONTIAC MONTANA • Plus faible consommation d'essence de sa catégorie pour une cinquième année consécutive* • Sécurité 5 étoiles** • Garantie limitée 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise • Boîte automatique électronique 4 vitesses • Climatiser et lecteur CD • Portes, vitres et rétroviseurs à commandes électriques

«L'UN DES VÉHICULES PRÉFÉRÉS DE LA RÉDACTION EN 2003.» EDMUNDS.COM



GMC SIERRA À CABINE ALLONGÉE • Moteur V8 Vortec 4800 de 285 HP • Boîte automatique 4 vitesses à surmultipliée et mode remorquage charge lourde • Freins à disque avec système ABS aux 4 roues • Pont différentiel autobloquant • Roues de 16 po stylisées chromées • Climatisation à deux zones

339 \$/mois
terme de 36 mois à la location

OU **0% FINANCEMENT À L'ACHAT***

**PONTIAC
BUICK
GMC**



L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2004 en stock suivants : Envoy (TT15506/R7A), Canyon (TS15653/R7B), Sierra (TC15753/R7E) et Montana (2UN16/R7A). Photos à titre indicatif seulement. Certaines des caractéristiques illustrées sont offertes en option, pour un coût additionnel. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais de 12 \$ du km après 80 000 km à l'exception du Sierra à cabine allongée, frais de 12 \$ après 80 000 km. Première mensualité et dépôt de sécurité exigés à la livraison (Envoy : 425\$, sus. Frais de 12 \$ du km après 80 000 km à l'exception du Sierra à cabine allongée, frais de 12 \$ après 80 000 km. Première mensualité et dépôt de sécurité exigés à la livraison (Envoy : 425\$, sus. Canyon : 350\$ et Sierra : 400\$) Montana : dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt de la Montana ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. *Taux de financement à l'achat de 0 % pour des termes allant jusqu'à 48 mois, Canyon : 3,9 %. **Basée sur les données publiées par le ministère des Ressources naturelles du Canada dans le Guide de consommation de carburant 2004. *Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager du siège avant lors des tests d'impacts latéraux (Montana). Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des E.-U. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre ni à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômes et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.